

*Date de dépôt: 10 juin 2003*

*Messagerie*

- a) **RD 488**      **Rapport des observateurs parlementaires lors des manifestations autour du G8**
- b) **M 1549**      **Proposition de motion de M<sup>mes</sup> et MM. Alain Charbonnier, Françoise Schenk-Gottret, Anne Mahrer, Maria Roth-Bernasconi, Stéphanie Nussbaumer, Ariane Wissard-Blum, Sylvia Leuenberger, Christian Bavarel, Michèle Künzler, Alexandra Gobet Winiger, Alain Etienne, Véronique Pürro, Jeannine de Haller et Alain Etienne concernant les manifestations autour du G8**

**Rapport de M<sup>me</sup> et MM. Anne Mahrer, Patrick Schmied et Alain Charbonnier**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Le 10 mai 2003 le Grand Conseil votait la résolution 472 pour une attitude responsable des élus genevois dans le cadre du G8 d'Evian et sur la mise en place d'observateurs/trices parlementaires lors des manifestations autour du G8. Ce rapport est celui des 30 observateurs/trices qui se sont finalement engagés sur le terrain.

## Plan du rapport

<b>Introduction</b>	2
<b>Conclusions</b>	3
<b>Résumé des faits importants observés</b>	4
<b>Dépassements du mandat par certains observateurs</b>	7
<i>Annexe 1 : Rapports personnels des observateurs/trices parlementaires</i>	8
<b>Motion des observateurs/trices parlementaires</b>	117
<i>Annexe 2 : Charte des observateurs/trices parlementaires</i>	120
<i>Annexe 3 : Mémoire d'accord</i>	121

### 1. Introduction

L'idée de créer un groupe d'observateurs/trices parlementaires lors des manifestations autour du G8 est venue de quelques membres du parti libéral au cours de ce printemps. Cette proposition a été reprise par le groupe démocrate-chrétien, ainsi que par les groupes de l'Alternative (parti des Verts, parti socialiste et parti de l'Alliance de Gauche). Le groupe libéral refusa finalement cette résolution, ainsi que les groupes radical et UDC.

Le 26 mai 2003, le bureau du Grand Conseil recevait 31 inscriptions de député/ées tous/toutes issus/ues des seuls partis ayant accepté la résolution 472. Ce même bureau, après consultation des chefs des groupes, décidait d'octroyer à ces observateurs un brassard aux couleurs de la République frappé de l'inscription « Parlement ». En échange dudit brassard chacun devait signer une charte (Annexe 3) rappelant leur rôle d'observateur/trice. Cette charte rappelle le chiffre 2 de la résolution 472 : « *D'être présent et d'observer de manière neutre et impartiale le déroulement de la manifestation des opposants prévue le 1<sup>er</sup> juin* ».

Trois coordinateurs/trices (auteurs du rapport) du groupe d'observateurs/trices ont eu, le lundi 26 mai 2003, une entrevue avec la conseillère d'Etat M<sup>me</sup> Micheline Spoerri.

A cette occasion M<sup>me</sup> Spoerri a mis en exergue, à notre surprise, le fait que, selon le mémorandum d'accord du 23 mai 2003 entre le Conseil d'Etat et la police genevoise et le Forum social lémanique (Annexe 3), la mission

des observateurs/trices allait s'étendre du 28 mai 2003 au 3 juin 2003, bien que la résolution portât, mis à part son titre, uniquement sur la manifestation du 1<sup>er</sup> juin 2003.

Le 27 mai 2003 une réunion avec les organisateurs (FSL) de la manifestation du 1<sup>er</sup> juin 2003, le chef de la police et le groupe d'observateurs/trices eut lieu à l'Hôtel de Ville.

Le chef de la police nous précisa à son tour qu'il comptait sur notre présence sur le terrain non seulement lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> juin 2003, mais pour toute la période du 28 mai au 3 juin 2003.

De plus, sur les conseils du chef de la police, le groupe décida de s'équiper de tee-shirts portant l'inscription « Parlement Genève », afin d'être mieux identifiables et également d'un masque de protection contre les gaz lacrymogènes.

Le groupe d'observateurs/trices s'organisa pour la manifestation du 1<sup>er</sup> juin en se répartissant, sur les conseils du chef de la police et du FSL, sur 4 secteurs spécifiques. Les secteurs de la gare au Jardin anglais, celui du départ de la manifestation, celui de l'arrivée de la manifestation à Thônex-Vallard et celui du cortège français de Moillesulaz à Thônex-Vallard, furent les lieux où les observateurs/trices prirent place le dimanche matin. Tout le monde se retrouva en fin de manifestation à Thônex-Vallard, puis redescendit en ville afin d'observer le retour des manifestants dans le quartier de Rive.

Ce présent rapport porte sur les observations (Annexe 1) des trente députés/es bénévoles, présents/es en fonction de leurs disponibilités sur les manifestations du vendredi 30 mai 2003, du dimanche 1<sup>er</sup> juin et du lundi 2 juin 2003, ainsi que sur les événements du samedi 31 mai 2003 et ceux suivant la manifestation du dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003.

## 2. Conclusions

Le travail bénévole des observateurs/trices parlementaires s'est effectué dans des plages horaires allant de 10 heures pour certains à 32 heures pour d'autres.

Dans le cadre de leur mandat, les observateurs/trices ont pu faire les **observations factuelles d'ensemble suivantes** :

Les termes du mémorandum d'accord ont été respectés autant par le Conseil d'Etat que par le FSL.

Les policiers se sont comportés de manière exemplaire, même quand ils ont eu à subir des humiliations. C'est certainement à cette maîtrise que l'on doit l'absence remarquable de blessés graves.

Ni les policiers ni les manifestants ne se sont opposés au travail d'observation des parlementaires. Mis à part les policiers allemands qui ne semblaient pas connaître notre existence.

Quant à la population, elle a salué le plus souvent leur présence.

Certains commerçants des rues Basses ont manifestés leur désapprobation quant à l'autorisation de la manifestation par le parlement.

Aucun parlementaire ne regrette de s'être engagé, malgré l'effort non négligeable requis par cette tâche.

Certains/es observateurs/trices parlementaires se sont écartés/es de leur mission d'observation et se sont engagés/es dans des actions de médiation, sous la réprobation d'autres observateurs/trices. Ils/elles le reconnaissent et s'en expliquent à titre personnel plus loin dans ce rapport.

A l'issue de leur mission, les observateurs considèrent qu'un bilan général est indispensable pour améliorer la capacité de Genève à réagir à de semblables événements dans le futur. C'est pourquoi ils ont rédigé la motion (Annexe 2) jointe à ce rapport, priant le Conseil d'Etat de répondre aux questions que leurs observations leur ont inspirées.

### 3. Résumé des faits importants observés

Il est à noter que les **rapports individuels** des observateurs/trices parlementaires sont **annexés** (Annexe 1) à ce rapport, sous leur signature et donc sous leur responsabilité individuelle. Rédigés à chaud, ils restituent parfaitement l'ambiance de ces journées et seront certainement très utiles, par la foule de précisions qu'ils contiennent, à ceux qui seront chargés de tirer le bilan mentionné plus haut.

Il conviendra, à la lecture de ces rapports, de distinguer le fait objectif du ressenti.

Sur la base des rapports individuels, les coordinateurs/trices ont effectué la **synthèse** ci-dessous. Vu le nombre relativement restreint des observateurs/trices, surtout pendant les périodes autres que le dimanche 1<sup>er</sup> juin, il est bien entendu que cette synthèse ne peut prétendre constituer un compte-rendu complet des événements.

#### *Vendredi 30 mai 2003*

Des casseurs sont en fin de manifestation, il y a peu ou pas d'interventions de la police, qui respecte ainsi le mémorandum.

### ***Samedi 31 mai 2003***

A midi, important déploiement de forces de police autour de l'Hôtel de Ville, à titre préventif.

Le chef de la police nous prévient vers 23 h 30, de casse dans les rues Basses et le quartier de Plainpalais et nous demande de venir sur place.

Beaucoup de commerces de toute nature ont leurs vitrines détruites et plusieurs ont reçu des cocktails Molotov qui ont provoqué des débuts d'incendie ou ont complètement ravagé par le feu certaines arcades, comme, par exemple, le garage moto Zanetta à la rue du Diorama.

Vers minuit l'Usine est encerclée par les forces de l'ordre. Nous recueillons un témoignage, faisant état qu'un groupe de casseurs cagoulés est parti de l'intérieur du bâtiment, rumeurs quant à un éventuel retour des casseurs à l'Usine. Observation du retrait de la police sans avoir investi les lieux.

Mis à part l'Usine la police n'a pas pu intervenir, car nous apprenons par la hiérarchie que les groupes de casseurs les ont pris de vitesse.

### ***Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003***

Le blocage des ponts enjambant le Rhône est effectif.

Manifestation d'environ 80 000 personnes, cortège festif aussi bien du côté français que suisse. Excellent travail du service d'organisation du FSL ; seul petit bémol, l'effectif de ce service nous semble un peu léger.

Infiltration du cortège par des Black Blocks, qui vont pouvoir saccager une des deux stations-service de Thônex-Vallard, qui sont matériellement très mal sécurisées.

La dislocation de la manifestation à Thônex-Vallard s'effectue sans problème, mais absence d'information quant au lieu de départ des navettes de bus et regrets de nombreux manifestants de se retrouver dans un no man's land, sans festivités organisées.

Retour en ville à pied pour la plupart.

Barrages policiers importants dans le quartier de Villereuse-Terrassière puis dans les rues Basses, qui surprennent les manifestants qui reviennent de Thônex-Vallard, ainsi que les badauds très nombreux. Ces barrages nous paraissent difficilement compréhensibles et provoquent une exacerbation de tensions, puis des affrontements violents mettant aux prises surtout des jeunes souvent sans cagoule et la police. A cette occasion, premier glissement de notre mission, qui nous transforme parfois en médiateurs.

## Premières casses observées

Vers 20 h 45 coup de force de la police à l'Usine qui fait chou blanc, mais qui occupe d'énormes effectifs. La PJ passe, sous nos yeux, deux heures à contrôler les identités et à fouiller les journalistes d'Indymédia ; ces contrôles s'effectuent de manière tout à fait correcte.

Menace par la police de fermer l'Usine pendant 4 jours, qui ne sera finalement pas mise à exécution.

Vers 22 h, importantes confrontations boulevard Georges-Favon entre casseurs et police allemande ; ces policiers ne respectent pas notre rôle d'observateur/trice et nous menacent à plusieurs reprises. Les charges de la police n'ont aucun effet. Vers 23 h 30, les forces de l'ordre se retirent et laissent pendant 45 minutes le terrain libre aux pilleurs et casseurs déchaînés dans le quartier de Bel-Air et des rues Basses.

Enfin, offensive massive des forces de l'ordre et vers 2 h du matin seulement tout semble se calmer.

## *Lundi 2 juin 2003*

Deux manifestations pacifistes non autorisées regroupant environ 700 manifestants font jonction au bout du pont du Mont-Blanc, elles sont bloquées par la police. Un barrage « allemand » sur le pont, un second « allemand » sur le quai Wilson, un « zurichois » sur la rue du Mont-Blanc et un « genevois » plus léger sur le quai des Bergues. Ce dispositif tient les manifestants mais aussi des passants et des touristes en tenaille. Nous sortons de notre rôle d'observateurs/trices, afin de laisser partir, d'entente avec la police, environ une centaine de personnes, à travers des barrages filtrants. En collaboration avec le négociateur de la police, nous devenons médiateurs afin de trouver une solution à cette situation qui devient très vite très tendue, par, de plus, la présence de plus en plus importante d'une foule hostile à la police derrière le barrage zurichois, côté rue du Mont-Blanc.

La police nous dit que la solution est maintenant dans les mains du Conseil d'Etat et nous essayons de joindre par téléphone M<sup>me</sup> Spoerri qui, bien que prévenue, prend deux heures trente pour nous rappeler, et nous dire que ce n'est pas notre rôle de jouer les négociateurs.

La tenaille du dispositif policier se ressert et, après une discussion dans un hôtel voisin entre le chef de la police, un observateur et Charles Beer, conseiller d'Etat, venu sur place pour constater les faits, les manifestants sont autorisés à quitter les lieux par le pont du Mont-Blanc afin de rejoindre la

place Neuve. Le cortège défile par les rues du Rhône et de la Corraterie sans aucune casse ou autre méfait, pour se disloquer ensuite en toute tranquillité.

#### **4. Dépassements du mandat, par certains/es députés/ées**

Le dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003 en fin d'après-midi et le lundi soir 2 juin 2003, le mandat d'observateurs a été effectivement dépassé par certains/es députés/ées. Pour ceux-ci/celles-ci ce mandat s'est transformé par moments en rôle de médiateur.

L'explication tient en une somme d'événements et de sollicitations des manifestants, des badauds et plus particulièrement de la police, par le fait aussi que toutes ces personnes nous ont reconnus comme une autorité.

Pendant les journées où nous avons été présents sur le terrain, une très bonne collaboration s'est instaurée avec la hiérarchie de la police. Peut-être trop bonne, ce qui nous permettait de partager avec eux des considérations sur les événements et d'avoir toutes les informations que nous désirions. Lors des barrages policiers, nous étions les seuls, renseignés par la police sur ses intentions. Le dimanche en fin d'après-midi, les manifestants et la population présents n'ont pas été informés par la police sur l'explication de ces barrages. Nous étions sur place, en lien constant par téléphone avec la hiérarchie de la police et nous avons tenté d'expliquer à la population présente et aux manifestants ce que nous pensions qu'ils devaient faire, par quels cheminements ils pouvaient rentrer chez eux, par exemple. Certains/es observateurs/trices se sont même interposés/ées entre les forces de l'ordre et les personnes les plus agressives, risquant, par là même, leur intégrité physique. D'autres ont tenté d'empêcher des vols dans les magasins dont les vitrines venaient d'être brisées.

Le lundi 2 juin 2003, les observateurs/trices se sont retrouvés/ées devant les mêmes situations. Un cortège bloqué par la police au bout du pont du Mont-Blanc, les manifestants sans aucun contact avec la police et une tension augmentant au fil des heures. Les observateurs/trices ont été sollicités/ées tant par la police que par les manifestants. Ils/elles étaient le seul lien entre les deux parties, mais à aucun moment ils/elles n'ont pris une initiative susceptible d'entraver le travail des forces de l'ordre.

## Rapports personnels des observateurs/trices parlementaires

### M. Antoine Droin

#### Manif du vendredi 30 mai 2003

Retour d'info A. Droin à chaud. Equipe avec PL. Portier et ensuite U. Leuenberger

#### **Départ Palais Wilson :**

Approché par deux manifestants qui se seraient fait foncer dessus par une voiture à l'entrée du pont du Mont-Blanc. Il y aurait un blessé. Le Bloc Noir est là mêlé à la foule. RAS. Des bruits courent comme quoi les Blocs Noirs sont arrivés d'Annemasse.

Suivi la queue du cortège.

#### **Rue de Lausanne :**

Différents tags sur le chemin. Des policiers sont hués car cachés sous le passage d'une maison, mais debout sur les véhicules. Des Zurichois paraît-il. Ils finissent par mettre pied à terre et tout se calme immédiatement.

#### **OMC :**

Une forte proportion de Blocs Noirs est devant les grilles de l'OMC. Certains ont des marteaux. Ils ouvrent la grille centrale mais personne ne pénètre vraiment dans l'OMC. Une personne sur le toit des bâtiments prend des photos. On nous rapporte qu'il y aurait un policier en civil qui prend des photos dans la foule. Un manifestant tente de calmer et d'amener les plus vindicatifs à la raison. Chose réussie puisque tout le monde reprend la suite du cortège.

#### **OMM :**

Une faible minorité des Blocs Noirs notamment lancent des pierres dans les vitres du bâtiment. Quelques dégâts. Quelques journalistes sont harangués.



**Ambassade de Russie :**

Toujours les mêmes qui lancent des pierres contre l'ambassade. Un enfant sur le balcon observe, avec son ballon dans une main et une glace dans l'autre! Des personnes de l'ambassade renvoient les pierres sur les manifestants. Une personne de l'ambassade sort mais fait vite marche arrière.

**OMI**

A notre arrivée les jets de pierres sont vifs contre le bâtiment. Pavés, grille en métal d'égout sont lancés. Des vitres tombent alors que les stores sont baissés. Plus loin de la fumée. Le feu est mis à du papier journal sous un abri à vélos (ou poubelles ?). Les policiers sont postés un peu en retrait. Alors que les jets de pierres font tomber les vitres, les policiers tirent deux grenades lacrymogènes, dont une tombe à 2 ou 3 mètres de nous. L'effet est presque immédiat et tout se calme.

**Route de Montbrillant :**

Arrivée devant AMAG, les mêmes Blocs Noirs défoncent les vitres du garage. Essais sur la station Shell, sans succès. Des containers sont couchés sur la route.

**CCI**

Toutes les vitres du rez sont tombées à notre arrivée. Par qui ?

**Croquettes :**

Halte. RAS.

**Descente passage sous gare et rue des Alpes :**

Les manifestants sont de moins en moins nombreux. Nous suivons jusqu'au lac. Des voitures tentent de forcer le passage. Les Blocs Noirs ont disparu ! Des manifestants huent les policiers en fonction derrière la poste du Mont-Blanc. RAS.

**Vue depuis le quai :**

Les manifestants restants prennent le pont du Mont-Blanc. Il ne reste que quelques groupes qui se disperseront, paraît-il, à l'autre bout du pont.

Je vais chercher mon deux-roues et retrouve Pierre Guérini et Alexandra Gobet Winiger en bas de la rue du Mont-Blanc. Tout est fini. C'est ce que nous constatons en faisant un passage dans les rues Basses (dans lesquelles nous croisons un ou deux manifestants en phase touristique) et la rue du Rhône non sans avoir avalé une bière bienvenue. Il a fait très chaud et soif. Important de prendre à boire dimanche.

### **Impressions générales**

Les policiers ont été très discrets. A l'OMC et l'OMI ils ont réagi avec sens. Je n'ai constaté aucune animosité de leur part ni provocation.

Les manifestants (sauf les Blocs Noirs) ont été très sages. En fait, les casseurs sont une poignée de personnes (vingtaine) qui parlaient français pour ceux que nous avons entendus, entourés d'une autre poignée de personnes visiblement moins actives mais supporters.

Je constate que toute la casse a été faite par les lanternes rouges de la manif . Il y avait : les Blocs Noirs, les journalistes et nous plus quelques égarés ou peut-être curieux.

Les journalistes de tous pays nous ont beaucoup interrogés, filmés pour avoir nos impressions avant pendant et après les casses. Presque trop par moments.

Des manifestants, je n'ai eu aucune hostilité, remarque désagréable sur notre présence et/ou le rôle que nous avons. De l'intérêt de la part des étrangers.

Peut-être que s'il y avait eu un service d'ordre des organisateurs, il y aurait eu moins de casse. Mais il s'agissait d'une manif « sauvage ».

Question : nous pourrions nous poser la question de savoir si la manif avait été autorisée ce qu'elle aurait donné, plus ou moins de casse, ou pas ? Peut-être un bout de réponse dimanche.

### **Pour dimanche :**

Pour dimanche, après discussion il conviendrait de renforcer notre présence en milieu et queue de manifestation. En tête il ne s'est pas passé beaucoup de choses. Il faudrait aussi renforcer l'équipe qui observera les manifestants arrivant d'Annemasse, cela d'autant plus si le service d'ordre de ce côté n'est pas prévu ???!! Vu la longueur du parcours ce serait bien si certains observateurs avaient une certaine mobilité, ce serait bien pour surveiller les retours en ville vers la gare et le Bout-du-Monde.

## Troubles du samedi 31 mai 2003

Je suis au lit quand, à 23 h 30, un ami pompier de piquet à Vessy me prévient de casse à Plainpalais, à l'Hôtel de Ville et au Grand Théâtre. J'appelle Alain Charbonnier qui vient d'avoir la même info. Rendez-vous à la Migros de la place du Cirque. Nous partons en direction du magasin de motos qui a brûlé derrière la rue des Rois. Les pompiers sont là, le feu vient d'être éteint. Nous poursuivons sur l'Usine. Beaucoup de monde dehors mais tout est calme. Nous retournons sur le rond-point de Plainpalais où Christian Brunier nous rejoint. Toujours informé par l'ami pompier il me dit que les rues Basses sont mises à sac avec de gros dégâts. Pas de police en vue. Nous courons sur place et croisons André Hediger. Les vitrines non protégées ne sont qu'un vague souvenir. Chez Desplanches que nous croisons les portes sont éclatées. Il est, de manière compréhensible, très fâché. Différentes infos sur les casseurs aux Charmilles et ensuite vers le parc des Eaux-Vives. Probablement fausses alertes puisque nous n'avons pas eu confirmation de ces informations.

Nous rejoignons la Maison des associations. Grand palabre puisqu'il semble qu'un casseur se soit réfugié à l'intérieur pour se changer. Nous nous retrouvons à l'intérieur pour accorder les violons et tenter de comprendre ce qui se passe et recouper les infos. Certains du FSL préparent une conférence de presse.

Il semble que ça chauffe vers l'Hôtel des Finances. Effectivement. Tout est en place. L'Usine est cernée. Nous sommes devant les Impôts. Le bas d'une palissade brûle légèrement, éteinte par un pompier. Les bouteilles fusent. Tout à coup la police se replie et tout se calme. Sont arrivés sur place le conseil administratif de la Ville et Charles Beer.

Retour à la maison des associations. Un peu d'excitation. Il semble que deux voitures italiennes garées dans la rue des Savoises attirent les regards. Des personnes y entrent et en sortent sans motifs depuis le début de la soirée. Après enquête et explications il s'avère que ces personnes sont en lien avec la Maison des associations.

A 2 h 30 nous rentrons.

## **Manif du dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003**

### **Pont de l'Île 8 h 15**

Nous voici dans une ambiance qui monte. Je suis avec Christian Brunier, Pierre Guérini, et... ? Le pont est barré. M. Pasquier, de la police, est là. La police barre les accès. Un passage reste possible par le quai des Bergues. La tension est vive mais dans l'ensemble tout se passe bien. L'arrivée d'un car et musique à l'appui a calmé les plus chauds. On nous indique que le Bloc Noir est repoussé sur le pont de la Coulouvrenière. Ce qui en soit paraît intelligent.

### **Cortège**

Montée en tête devant le cortège avec Carlo Sommaruga et Michèle Künzler. Des spectateurs se rassemblent sur les trottoirs. RAS. Un vieux fourgon Peugeot de la police ouvre le chemin accompagné de gardes municipaux juchés sur des motos de la police.

### **Jonction des cortèges**

Situé à la jonction même je ne vois rien de spécial à ce moment. Les manifestants ne sont pas encore partis pour la douane. D'entente avec Albert Rodrik et Michèle Künzler nous décidons de rentrer en ville pour être présents à l'arrivée des premiers manifestants en ville. Quelques rares personnes sont sur le chemin du retour.

### **Arrivée en ville**

Arrivée sur le carrefour Malagnou-Villereuse, nous voyons quelques véhicules de police et les pandores se reposer à proximité. RAS.

Arrivée boulevard Helvétique, un barrage de véhicules de la police est prêt, voie Salève. RAS.

Arrivée à Casemates (boulevard Jaques-Dalcroze) idem.

Il semble donc évident que les accès à la Vieille Ville sont gardés. Nous allons prendre une légère restauration à la Madeleine.

### **Position Malagnou – Villereuse**

Nous regagnons ce carrefour alors que les premiers manifestants arrivent. La police a la même position que ci-dessus et non préparée. Tout se passe très tranquillement. Les gens arrivent par petites grappes bien souvent sur le trottoir. Tout à coup mouvement policier, des renforts arrivent. Pourquoi ? Positionné au centre du carrefour je ne vois pas de personne masquée du Bloc Noir mais quelques cagoulés « tout simples ». Démonstration de positionnement des policiers zurichois à grand renfort d'ordre en suisse allemand dans le porte-voix. Dix mètres en avant, 15 pas sur le côté et retour

dans la même position. Cette démonstration attire les sifflets et quolibets et a pour effet un attroupement. Bientôt fin des manœuvres. Résultat : tous les accès sont fermés à l'exception d'Adrien-Lachenal. Les manifestants, visiblement Monsieur et Madame Tout-le-monde, sont perdus et n'osent descendre. Quelques jets de sachets d'eau sur la police. Tout à coup mouvement de foule sur charge des policiers qui attaquent la rue Adrien-Lachenal au gaz lacrymogène. On apprend et on constate ensuite qu'une barricade a été montée. Nous restons jusqu'à ce que l'on ne voie plus de manifestant arriver par Malagnou.

Question : pourquoi avoir barré toutes les routes pour centraliser la foule sur Adrien-Lachenal et le rond-point de Rive alors que le carrefour se prêtait bien à un éparpillement de la foule ? Mettre tout le monde dans un entonnoir me semble être une stratégie pour le moins bizarre.

Nous descendons sur le rond-point de Rive par les Glacis-de-Rive pour arriver en bas de la rue sur l'arrière d'un barrage de police. Nous bifurquons alors sur le boulevard Helvétique où il n'y a personne pour rejoindre les manifestants. Nous retrouvons d'autres observateurs parlementaires. Nous décidons alors de prendre les rues Basses depuis Rive.

### **Rues Basses**

Bien des promeneurs et des gens flânent en prenant des photos de palissades taguées. Barrage filtrant place de Longemalle. Molard : rue barrée par la police genevoise qui se « repose ». Fusterie : RAS. Appel pour nous signaler que ça chauffe place de Longemalle. Nous y allons par la rue du Rhône où rien ne se passe. Par contre, à Longemalle bonjour l'ambiance ! Le barrage filtrant que nous venions de passer est fermé. Ici, je perds Albert Rodrik et Michèle Künzler de vue, mais retrouve bien des observateurs. Mon impression est que l'intention était de fermer l'accès aux rues Basses et de canaliser la foule sur la place de Longemalle et probablement le pont du Mont-Blanc et le Jardin anglais. Raté. Le carrefour est encombré de tout côté par l'attroupement y compris l'accès Longemalle. Cela empêche la foule de s'évacuer. Le ton monte avec jets de pierres, bouteilles, etc. Je me déplace sur la rue de la Madeleine. Ici aussi barrage.

Replis du barrage des rues Basses sur la rue d'Enfer par la police qui est cernée. Elle se dégage enfin, mais c'est sans compter avec l'arrivée par la place de Longemalle d'un renfort policier qui use des gaz car les casseurs ont brisé les vitrines des Jouets Weber devant lesquels Guy Mettan et Christian Brunier tentent de décourager les pilleurs. Nous nous replions avec Ueli, Pierre Louis, Christian sur le Bourg-de-Four en pleurant pour nous laver à la fontaine. Ensuite repos à l'Hôtel de Ville.

## Conclusion

Au retour de Malagnou j'imaginai que les tacticiens envisageaient de mener les manifestants sur le Jardin anglais pour une dispersion naturelle. L'idée était peut-être intéressante si les accès en amont n'avaient pas été bloqués par la police qui n'était visiblement pas prête à l'«arrivée du retour» des manifestants. Il eût été pertinent de barrer les rues Basses dès Rive, la Vieille Ville et les Eaux-Vives tout de suite. Je garde l'impression d'une mauvaise planification et tardive de surcroît.

Je n'ai pas observé le soir. Sauf que, logeant en ville avec vue sur la rue du Rhône, j'observe : dès 19-20 h la police et notamment les Allemands se positionnent souvent par petits groupes notamment rue du Prince et que, vers 1 h du matin (entre deux phases de sommeil qui, malgré la fatigue de deux jours, a de la peine à venir), le quartier est envahi d'un nuage de gaz lacrymogène. Vers 3 h j'entends des tirs assourdissants.

## Manif du lundi 2 juin 2003

17 h 30 : appel d'Alain Charbonnier qui m'informe d'une manif pacifiste au départ de la place Neuve à 18 h. Possible échauffourée à Rive. Habitant en face d'Uni-Mail je constate que les bâtiments sont évacués. Je vais en deux-roues à Rive. RAS. Je remonte les rues Basses à pied. RAS. Longemalle, quelques policiers détendus que j'interroge. Pour eux, RAS. A la Fusterie je vais rapidement à la Coop. Le personnel surveille les entrées. Deux pelés et trois tondus à l'intérieur. Arrivée en bas de la Corraterie où il y a de nombreuses personnes et des contrôles de sacs de la part de la police.

Je retrouve François Thion et nous rejoignons la place Neuve. Il y a un peu de monde. Vers 18 h le cortège (100 à 200 personnes) se met en route pour rejoindre les manifestants pacifiques qui sont allés dans l'après-midi à l'OMC. Nous restons à l'arrière pour nous assurer de la présence d'éventuels sympathisants du Bloc Noir. Mais à part un ou deux manifestants cagoulés qui ne sont pas en noir, RAS. Arrivée place des Vingt-Deux-Cantons. Hésitations. Nous redescendons Chantepoulet pour arriver au bout du pont du Mont-Blanc côté gare. La jonction se passe avec ceux de l'OMC mais nous sommes vite cernés par la police. Les manifestants (je dirais environ 300) sont calmes et s'assoient par terre. Premières négociations pour laisser les manifestants qui le veulent sortir de la souricière et évacuer les touristes en

mauvaise position qui nous demandent de les aider (ceux-ci s'en vont par le square du Mont-Blanc. Nous – François Thion, Alain Charbonnier et moi – observons les fouilles des sacs. RAS).

Les manifestants refusent un barrage filtrant. Le temps passe, si bien qu'une foule se réunit en amont du barrage de la rue du Mont-Blanc à laquelle se joignent par la suite des casseurs. Nous réalisons que si le siège dure trop, la manif dégénérera. Nous tentons de négocier pour que le cortège pacifiste retourne à son point de départ. Notons ici qu'il est probable que, dans les manifestants, tous n'étaient pas des enfants de cœur, mais il s'agissait, à mon sens, de peu de personnes. Nous trouvons un accord avec la police et les manifestants stipulant que si le fourgon accompagnant la manif (plaque genevoise) était visité et qu'il n'y avait rien de compromettant à l'intérieur les manifestants pourraient partir sans fouille ni contrôle d'identité. Il ne manquait qu'un accord de M<sup>me</sup> Spoerri, conseillère d'Etat en charge du DJPS, qui n'est jamais venue. A ce stade, la tension montait et il était évident que, si la situation ne se résolvait pas, tout allait dégénérer.

Nous avons alors tenté d'obtenir une majorité du Conseil d'Etat mais sans succès. Arrivée du chef de la police, M. Cudré Maurou, et de Charles Beer, conseiller d'Etat. La décision est prise d'évacuer les manifestants par le pont du Mont-Blanc en passant au travers d'un passage sans contrôle ni d'identité ni de sacs, mais en montrant les mains.

Les manifestants hésitent. Ils s'inquiètent pour les manifestants en l'amont du barrage et veulent qu'ils les rejoignent. Certains ont peur d'un traquenard, d'autres sont inquiets pour leur retour à Annemasse. Ils sont paumés et fatigués. Certains ne comprennent pas ce qui se passe, n'ayant pas voulu en arriver à la situation vécue. Ils s'adressent aux observateurs. Nous nous sentons interpellés, sollicités. Enfin, le cortège se met en branle jusqu'à l'autre bout du pont. Arrêt. Le parcours convenu avec la police ne leur convient pas. Certains ont toujours peur d'un traquenard pour l'arrivée aux Bastions. Longue hésitation après avoir pris l'option de la rue du Rhône et la rue de la Corraterie. La police accompagne discrètement. Les observateurs protègent de leur personne les vitrines non protégées au fur et à mesure. Je suis en tête du cortège et dirige les manifestants. A deux reprises, j'ai dû emprunter un porte-voix à la police pour faire avancer la manifestation.

Arrivée à la place Neuve nous décompressons malgré une certaine tension des manifestants voyant la police encercler la place. Mais rapidement les policiers s'en vont. Tout s'est, pour finir, bien passé. Plus tard, un cortège de véhicules de la police, 6 à 8, arrivent par le Conservatoire, font le tour de la

place et retournent par l'autre côté du Conservatoire. Une voiture genevoise s'arrête. Le conducteur, seul, la trentaine ?, m'informe qu'il vient de se faire tabasser à la Corraterie. Il me montre les marques sur son bras gauche et me dit avoir mal à la jambe. Je n'arrive pas à en savoir plus et ne peux vérifier. Il s'en va. Un car arrive enfin et les premiers retournent en France suivis plus tard par d'autres en voiture et mini-bus.

Nous finissons à 2 h au Remor pour une bière bien méritée.

### **Conclusion et questions**

Les observateurs ont dépassé leur mandat. Nous l'avons même relevé sur le moment. Mais la situation a été telle que nous ne pouvions par rester neutres à seulement observer. Il y a eu comme un appel, une aspiration des manifestants et, au début, des touristes à la négociation, reconnaissant en nous de la légitimité.

Je reste convaincu que si l'issue de cet imbroglio avait été rapide il n'y aurait rien eu en amont de la manif. Il ne s'agissait alors que de curieux. Les casseurs n'ont rejoint les curieux que plus tard.

Pourquoi la police a-t-elle cerné cette manif, alors que tout allait bien ? Pourquoi les policiers allemands tenaient-ils le pont et le quai du Mont-Blanc ? Comment les policiers zurichois ont-ils pu se faire cerner par une manif en aval et un attroupement, rue du Mont-Blanc, en amont ?

Je reste convaincu que notre intervention, bien que dépassant largement notre mandat, a été bénéfique et a évité une dégénérescence de la situation qui aurait alors pu être grave.

### **Conclusions (questionnements) sur quatre jours pas comme les autres**

Je me pose la question de savoir comment nous avons, ou n'avons pas, joué le rôle d'observateurs parlementaires.

En tentant de prendre du recul sur l'ensemble des interventions auxquelles j'ai participé, vendredi 30 mai, samedi 31 mai, dimanche 1<sup>er</sup> juin et lundi 2 juin 2003, je constate l'énorme difficulté de ne pas être partie prenante. Mais pouvions-nous ne pas l'être ? Les personnes étrangères de Genève, de Suisse ont (toutes celles qui m'ont abordé) été très favorables au fait que nous soyons sur le terrain. Mais comment rester insensible face au casseur cagoulé qui, à 1 mètre de moi, défonce à coups de pierres ou de cocktails



Molotov les vitres de bâtiments ou la vitrine de commerçants. Comment se justifier à la personne (Monsieur et Madame Tout-le-monde) qui, au même instant, m'interpelle me reprochant de ne pas intervenir ? Elle non plus d'ailleurs.

En tant que représentant d'une autorité politique, au vu de la violence qui a parfois sévi, au vu (quelquefois) de l'absence des forces de l'ordre, au vu du manque d'organisation (souvent) de ces dernières et leurs mises en situation parfois très délicates, au vu des sollicitations que nous avons reçues du public, il est impossible que les observateurs n'aient pu rester que dans leur fonction initialement prévue d'observateur. Si nous l'étions restés complètement, n'aurions-nous pas eu le reproche de non-interventionnisme, de laisser faire ?

Nous avons à maintes reprises pu aider la police à se repositionner à bonne escient, à informer la police étrangère sur les pièges de tel ou tel emplacement, nous avons pu éviter quelquefois certains pillages, nous avons pu éviter certaines casses, nous avons pu éviter des débordements en appuyant le FSL.

**En fait, nous avons aussi mené une action citoyenne complémentaire au mandat qui nous était confié. Tout simplement.**

J'estime que notre rôle a été primordial tout au long des événements, souhaité par les cadres de la police qui ont fait appel à nous, reconnu par la police (surtout genevoise) en faction, apprécié (pas tous) par les manifestants, soulagé (parfois) les membres du FSL.

En fait, n'aurions-nous pas joué un rôle que personne n'avait prévu, mais dont le besoin, lui, était réel : la médiation ? Que se serait-il passé si tout au long de ces quatre jours il n'y avait jamais eu médiation ?

**Personne ne le saura jamais, mais il vaut la peine de se poser la question et d'y réfléchir.**

## M. Pierre Guerini

### **Manif du 30 mai 2003**

#### **Tête du cortège.**

En tête du cortège, peu de choses à signaler. En plus des constatations faites par l'équipe Antoine Droin, il faut signaler :

- a. A l'OMC, un photographe a été bousculé par un « tagueur », qui a en outre menacé plusieurs personnes (journalistes ?) qui étaient dans le coin avec des appareils vidéo ou photo.
- b. Une voiture traverse de force la tête de la manifestation au carrefour rue Montbrillant - rue du Vidollet. Elle reçoit quelques coups de pied et de bâton. Elle ne s'arrête pas et continue son chemin. Personne n'est touché par le véhicule.

#### Remarques générales :

- c. Je confirme les termes du rapport d'Antoine, et particulièrement le relevé des incidents OMC et de l'ambassade de Russie, auxquels j'ai assisté.
- d. La dislocation du cortège a provoqué plusieurs petits cortèges. Antoine a suivi celui qui est passé sous-gare-rue des Alpes, Alexandra et moi celui qui est descendu par Coutance et la Corraterie pour rejoindre le parc des Bastions. Aucun incident à relever. La police est restée très discrète tout le long du parcours.
- e. Si des incidents devaient se produire dimanche, ce sera vraisemblablement en fin de manifestation, avec des petits groupes de manifestants dispersés. Ces groupes ont une grande mobilité.
- f. Il faut vraiment qu'avant le passage de la manifestation, les rue transversales soient bloquées pour éviter que des automobilistes ne soient pris dans la manif, qu'ils paniquent et qu'ils foncent dans la foule.

### Samedi 31 mai 2003

Vers 19 h, je fais un tour en ville avant de me diriger vers Baby-Plage pour assister au « Feu au lac ».

Tout est calme, vie normale pour un samedi soir.

A environ 22 h 15, je rentre chez moi en passant par la rue du Rhône, place de Bel-Air et retour par les rues Basses, le boulevard Helvétique, la place Neuve, Plainpalais, Acacias. Rien à signaler, tout est tranquille, pas d'attroupement spectaculaire.

Je n'ai vu aucune force de police, pas même une patrouille en voiture.

### Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003

A environ 5 h, je passe par le pont Butin pour descendre en ville. Rien de spécial à signaler. Un groupe de personnes (quatre ou cinq) se trouve sur le trottoir côté cimetière de Saint-Georges, deux autres sont du côté de Saint-Jean. Aucune banderole ou drapeaux.

Pont Sous-Terre :	rien
Pont de la Coulouvrenière :	rien
Pont de l'Île :	rien
Pont de la Machine :	rien
Pont des Bergues :	rien

Tout le long du parcours, aucune force de police n'est visible.

5 h 20 : Pont du Mont-Blanc

Les manifestants arrivent par petits groupes, et le blocage, côté horloge fleurie, commence. Certains noctambules essaient tout de même de passer, et quelques accrochages verbaux ont lieu. Les automobilistes préfèrent faire demi-tour. Pas d'autres incidents.

5 h 30.

Environ 350 personnes sont rassemblées au pont du Mont-Blanc. Les organisateurs essaient de faire converger ces personnes vers l'horloge fleurie et demandent de faire un barrage filtrant (ne laisser passer que les voitures rouges...). Aucun écho, malgré des annonces en français, en allemand et en anglais. Le pont est complètement bloqué, rien ne passe.

Ambiance festive, cool. Aucune force de police en vue.

5 h 45.

Un car du FSL arrive et bloque l'entrée du pont du Mont-Blanc à la hauteur de l'horloge fleurie. Musique latino, etc.

Un groupe de manifestants (une cinquantaine) se sépare de la manifestation, et se rend, par les rues Basses, au pont de l'Ile.

Je décide de les suivre car, au pont du Mont-Blanc, les choses sont plus ou moins sous contrôle.

6 h.

Ces manifestants sont rejoints par d'autres, et le blocage du pont commence. Il y a à ce moment environ 70 personnes. Un groupe d'environ 20 personnes se sépare à nouveau et va bloquer le pont de la Coulouvrenière.

6 h 15.

Blocage complet du pont de la Coulouvrenière, et les manifestants amènent les premiers containers pour créer une barricade côté boulevard Georges-Favon. Des bancs, puis des containers à bouteilles, sont encore amenés pour compléter le dispositif et bloquer le pont du côté James-Fazy. C'est calme, spontané. Aucune consigne n'est donnée.

Anecdote : Des menuisiers commencent à installer des palissades sur le « Tony Bar », quai de la Poste. Aucune réaction de la part des manifestants, les professionnels peuvent faire leur travail sans être inquiétés. Toutefois, 20 minutes après avoir terminé (vers 7 h), ces palissades sont arrachées et se retrouvent sur les barricades ! Les vitres ne sont pas cassées.

6 h 20.

Deux cars de police arrivent par le boulevard James-Fazy, s'arrêtent avant le pont, puis repartent par la rue des Terreaux-du-Temple.

6 h 50.

Environ 100 personnes présentes. Blocage du quai de la Poste. Côté James-Fazy, des manifestants mettent le feu à un container. Les manifestants commencent à démonter les palissades de l'agence immobilière Pilet-Renaud, qui sont placées sur la barricade.

Une camionnette du FSL arrive et met une ambiance festive avec diffusion de musique.

7 h 05.

Arrivée du car du FSL.

7 h 20.

Le pont Sous-Terre est bloqué par quelques manifestants. Comme ils sont peu, les automobilistes réagissent. Je suis resté environ dix minutes et n'ai pas vu de bagarres. J'ai par contre assisté à des échanges verbaux « musclés ».

7 h 35.

Un groupe de personnes quitte le pont de la Coulouvrenière en direction du pont Sous-Terre avec un véhicule du FSL.

7 h 55.

La police ferme la rue du Rhône à la hauteur de la place de Bel-Air. Je retrouve d'autres observateurs parlementaires. C'est relativement calme. Une partie de la signalisation est arrachée, et la barricade se compose de containers, de bancs et d'objets divers.

8 h 10.

Les manifestants du pont de l'Ile se dispersent par petits groupes, et il reste environ 50 à 60 personnes. La police libère la partie du quai entre la place de Bel-Air et le pont de la Machine, ce qui permet à un cortège de manifestants de rejoindre les personnes sur le pont de l'Ile.

8 h 15.

Au pont de la Coulouvrenière, il y a environ 60 personnes, dont une bonne moitié de manifestants cagoulés. Des pétards explosent et un autre feu est allumé.

Remarque :

A part une vitre de porte cassée (chez Pilet-Renaud), je n'ai pas assisté à d'autres dégâts lors de l'arrachage des palissades.

9 h 00.

Je rejoins mes collègues Loly Bolay et Patrick Schmied pour couvrir le secteur qui nous est assigné pour la manifestation autorisée : départ de la manifestation (Jardin anglais) et quartiers alentour. C'est à ce moment que j'apprends les déplorables événements de la veille, et la casse du centre-ville.

10 h 30

Départ de la manifestation. Les différents groupements défilent devant nous. Beaucoup de musique. Arrive un groupe de personnes en noir, cagoulés ou avec des foulard. Ils forment un bloc compact que j'évalue à environ 80 manifestants. J'ai appris qu'ils devaient être en fin de manifestation. Malheureusement, il y a eu beaucoup d'arrivées tardives de manifestants, si bien qu'ils se sont retrouvés au milieu des groupes pacifiques, dans le dernier tiers de la manifestation.

Notre équipe assiste au défilé des retardataires, puis nous faisons un tour dans les rues Basses, afin de voir si des groupes sont restés en ville et pour voir les dégâts de la nuit.

Remarque :

Nous sommes interpellés par des badauds et des commerçants qui nous font part de leur incompréhension face à ce déchaînement de violence, et ne comprennent pas pourquoi la police a été aussi inefficace. Un sentiment de colère prédomine. Un citoyen relativise les coûts de la casse, en faisant un amalgame avec les coûts de la débâcle de la BCGe...

Vers 12 h 15, nous constatons que tout est calme, et nous décidons de nous séparer pour nous revoir à 16 h, au retour de la manifestation.

Remarque :

En raccompagnant ma collègue à la rue de Montbrillant, je croise un policier que je connais et qui fonctionne comme agent de liaison avec des policiers allemands déployés dans le quartier de la gare. Il me demande des nouvelles sur ce qui se passe sur la rive gauche, et comment se déroule la manifestation. A première vue les différentes unités de police ne sont pas tenues au courant des événements dans les autres secteurs, et j'ai cru comprendre que cet état de fait engendrait une certaine crainte parmi ceux qui n'étaient pas directement près des événements.

13 h.

Ayant entendu que des déprédations avaient eu lieu sur le parcours du cortège, j'ai décidé de rejoindre mes collègues du côté de la douane.

Alors que nous étions un groupe d'observateurs parlementaires près des stades des Trois-Chêne, des renforts ont été demandés pour se tenir près de la station-service BP de la douane.

13 h 30.

J'assiste à l'attaque de la station-service par une quinzaine de manifestants cagoulés. Les barrières ne résistent pas longtemps, et la destruction et le pillage commencent. Les pilleurs lancent des tablettes de chocolat, des cartouches de cigarettes, des bières dans la foule. Certains n'hésitent pas à se servir, d'autres refusent de toucher à cette marchandise.

Les casseurs mettent le feu à la station-service, et j'appelle les pompiers dès que j'aperçois les premières flammes. En environ dix minutes, tout est terminé !

Lorsque les pompiers arrivent, le feu a déjà été éteint par des extincteurs.

Remarque :

Les réactions de la foule ont été contrastées. Une partie sifflait les casseurs, une autre les applaudissait.

J'ai clairement vu des casseurs (et casseuses), une fois sortis de la station-service, prendre leur sac de sport, se changer et se mêler à la foule des manifestants pacifiques qui défilaient.

A la dislocation de la manifestation, j'ai suivi une partie des manifestants rentrant sur Genève. Rien de particulier à signaler. La foule était très calme. Je n'ai vu commettre aucune déprédation.

15 h 30. Carrefour Malagnou/Tranchées

J'assiste à la construction de la barricade de la rue Adrien-Lachenal, suivi d'une charge de la police. Grenades détonantes et lacrymogènes. Les manifestants sont refoulés sur le carrefour de Rive.

Carrefour de Rive

Tension importante à ce carrefour. La situation reste longtemps bloquée, la police barrant la Terrassière, la rue de Rive, désirant que les manifestants passent par la place des Eaux-Vives pour se rendre à la gare. Le service d'ordre de la FSL tente de contenir les manifestants qui sont les plus « chauds ». Tentative de déblocage de cette situation par différentes personnes, dont des observateurs parlementaires, afin d'éviter une confrontation directe.

Près d'une heure après, nous constatons que des jeunes ont leurs poches bourrées de cailloux. Nous prévenons l'officier commandant la fermeture de la Terrassière et, avec Ueli Leuenberger, nous négocions avec les manifestants pour qu'ils n'utilisent pas leurs projectiles. Négociation réussie. Les jeunes n'utilisent pas leurs munitions.



Question :

Pourquoi les policiers qui sont au bas de la Terrassière n'ont-ils pas de boucliers de protection ?

Pour finir, la police quitte la Terrassière, et deux groupes de manifestants peuvent se rejoindre.

Rues Basses, environ 17 h :

A partir de ce moment, des petits groupes de manifestants se dispersent dans les rues Basses et différents points chauds sont à signaler. Je me rends à la place de Longemalle, vers les Jouets Weber. Je retrouve plusieurs collègues. Là encore, des tentatives d'éviter une confrontation sont entreprises. Des projectiles sont lancés contre les forces de l'ordre.

17 h 40 :

La police quitte les rues Basses devant chez Weber et rejoint la Rôtisserie par la ruelle à côté de chez Weber. Les manifestants lancent des projectiles et la police doit tirer des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes pour se dégager.

Je vois des manifestants déterrer des pavés au Perron.

Les vitrines des Jouets Weber sont démolies par une équipe de casseurs. La foule ne réagit pratiquement pas et assiste passive, voire encourage les déprédations.

Pour vingt casseurs, il y a une foule de plusieurs centaines de personnes. Certaines conspuent les casseurs. Plusieurs observateurs parlementaires et des personnes du service d'ordre du FSL font un bouclier humain pour éviter le pillage.

Question :

Comme à la Terrassière, les cordons de police se sont retrouvés entourés de manifestants, sans autre possibilité que de lancer des grenades lacrymogènes et de charger pour pouvoir se dégager. Il n'y avait aucune retraite possible pour eux ! Pourquoi cette situation ?

Je rentre me doucher et me sustenter.

20 h 30 :

Rendez-vous place de Bel-Air. La situation ne s'est pas améliorée. J'apprends que l'Hôtel des Finances a été à nouveau attaqué, et avec plusieurs collègues, je me rends sur place. Des cordons de police bloquent les rues environnantes. On entend qu'une action policière a lieu à l'Usine. Nous allons sur place. Le chef de la police accepte que nous entrions dans l'Usine, pour assister à l'intervention.

Personnellement, je n'ai pas vu l'entrée de la police. Elle était déjà à l'intérieur lors de notre arrivée. A l'intérieur de l'Usine, je n'ai constaté aucune agressivité particulière des inspecteurs de la PJ. Les contrôles d'identités et les fouilles se sont passés sans problème. Je n'ai pas constaté de vexation ou de violence. Quelques journalistes étrangers m'ont fait remarquer qu'ils ne comprenaient pas la raison de cette intervention, que leur carte professionnelle servait de sauf-conduit et qu'ils se demandaient pourquoi ils n'étaient pas libres de quitter l'endroit. N'ayant aucune réponse à leur donner, je me suis contenté de leur signaler mon rôle d'observateur.

Remarques :

Un inspecteur de la PJ s'est excusé d'être cagoulé. Il explique qu'il est indispensable de conserver un certain anonymat pour pouvoir faire correctement leur travail de tous les jours.

En fin de soirée, en compagnie d'un groupe du legal team et de quelques collègues, j'ai assisté, une fois de plus avec impuissance, à la casse de plusieurs arrêts de bus, ainsi que de vitrines qui avaient été épargnées la veille.

Vers 2 h, la police a utilisé une autre tactique et a chargé avec force gaz lacrymogènes, ce qui a fait éclater les groupes de manifestants.

J'ai quitté les lieux vers 2 h 15, tout était redevenu calme, nonobstant les éclats de grenades lacrymogènes.

Lundi 2 juin 2003.

Pris par la prestation de serment des conseillers municipaux d'Onex, je ne suis libre qu'à partir de 20 h 45. Nous avons rendez-vous à la place de Bel-

Air. Très rapidement, on nous signale que le problème principal se situe au carrefour pont du Mont-Blanc - rue du Mont-Blanc.

Sur place la situation a été largement commentée par la presse, et les résumés correspondent à ce que j'ai vécu ce soir-là, y compris le dénouement. De ce côté-ci de la manifestation, je n'ai pas vu de casse, ni de bagarre.

Vers minuit, à Plainpalais, j'ai vu des policiers allemands charger à plusieurs reprises, utilisant des canons à eau pour disperser la foule rassemblée. Peu de vrais manifestants, surtout une foule de badauds.

En revenant chercher mon scooter vers le pont des Bergues, j'ai, à plusieurs reprises, vu d'autres policiers allemands agir par petits groupes très mobiles. Ils déterminaient un groupe de manifestants, le chargeaient, le dispersaient à coups de matraque, puis se regroupaient à nouveau en avançant. Je n'ai pas vu de blessé lors de ces interventions.

A 3 h du matin environ, je quitte les lieux pour rentrer.

Mardi 3 juin 2003.

18 h :

Nouvelle manifestation annoncée et interdite par le Conseil d'Etat. Je me rends à la place Neuve où a lieu le rassemblement. Le legal team est aussi présent. C'est calme. Quelques véhicules de police tournent autour de la place.

Les manifestants démarrent en direction du rond-point de Plainpalais où ils sont stoppés par la police. La foule se disperse et j'assiste à trois arrestations. Les policiers sont verbalement pris à partie par des adultes qui se trouvent là.

Je traverse la plaine de Plainpalais et assiste à une autre arrestation. Des manifestants s'en prennent verbalement à des journalistes de la TSR, leur reprochant une couverture partielle des événements. Personnellement, je me fais injurier par des inspecteurs en voiture banalisée, et ce sous l'œil d'un cameraman de Léman Bleu, qui est aussi interloqué que moi et qui s'interroge sur la raison de cette agressivité verbale. Je pense qu'il s'agit là d'une réaction consécutive à plusieurs jours de tension.

Vers 19 h je dois mettre un terme à mon observation et j'en avertis Christian Brunier.

## **M. François Thion**

### **Journée du 1<sup>er</sup> juin 2003**

J'ai fait équipe avec Sylvia Leuenberger et Jeannine De Haller.

Nous sommes restés dans les alentours du Jardin anglais de 8 h jusqu'au départ de la manif vers 10 h. Nous étions munis d'une des deux radios dont disposaient les observateurs parlementaires, nous avons ainsi pu suivre toutes les conversations du service d'ordre du FSL.

Nous sommes tout le temps rester à l'arrière de la manif.

Nous avons apprécié le sérieux avec lequel le service d'ordre du FSL a géré l'ensemble de la manif du Jardin anglais jusqu'à la douane de Thônex - Vallard.

Avant le départ de la manif, rien de particulier à signaler si ce n'est que nous avons vu, comme tout le monde, arriver un petit groupe de cagoulés (une septantaine de jeunes ) qui s'est glissé à l'arrière de la manif.

### **Mise à sac de la station BP à Thônex-Vallard ( vers 13 h 20)**

Nous avons assisté à la mise à sac de la station-service BP à la douane. Le groupe des cagoulés s'était arrêté à une centaine de mètres avant la station, nous aussi. Quand ils sont repartis, ils sont directement entrés dans l'aire de la station-service. Quand nous sommes arrivés sur place ils lançaient des pierres et cassaient les pompes à coups de barre de fer. Ils étaient une cinquantaine. Cinq ou six ont pénétré dans l'épicerie et sont ressortis avec des bouteilles et des cartouches de cigarettes. J'ai vu une jeune fille de 16-17 ans, non cagoulée, sortir en marchant avec une bouteille de vin et une cartouche de cigarette et s'asseoir à quelques mètres de là en toute innocence. Nous avons également observé un homme 25-30 ans, qui a attiré tout particulièrement notre attention parce qu'il avait un casque de motard. Au bout de quelques minutes, il a posé son casque et le foulard (bleu clair) qui lui cachait les yeux, à cinq mètres de nous, au bord de la route. Il est parti derrière la station en direction du village de Thônex. Il est réapparu quelques minutes plus tard, il a récupéré son casque et a disparu parmi les manifestants. Il parlait avec un fort accent suisse allemand et était habillé d'une veste bleue et portait une cravate... Le profil même du jeune cadre dynamique...

Nous avons constaté également que le service d'ordre surveillait de près cette équipe de casseurs, sachant tout le temps où ils étaient et tentant de les canaliser.

## Retour en ville.

Nous sommes repartis à deux (Sylvia est restée sur Thônex) en direction de la ville en tentant de prendre un bus depuis Chêne-Bourg. Nous avons constaté qu'entre 14 h et 14 h 30, aucun bus ne circulait. Nombreux étaient donc les gens qui sont redescendus en ville à pied. D'autre part, le bus que nous avons enfin pu prendre vers 14 h 45 s'est arrêté cour de Rive par ordre de police.

Si les bus avaient pu circuler normalement sur la ligne du 12 ou celle du 16 de nombreux manifestants auraient évité de se retrouver à Rive devant les barrages de police. En empêchant le passage des bus à travers les rues Basses, la police n'a fait que reconstituer des attroupements au centre-ville...

Nous nous sommes ainsi retrouvés à 15 h à l'angle du boulevard Jaques-Dalcroze et de la rue Ferdinand-Hodler. Là un attroupement de deux cents à trois cents personnes. Des policiers suisses allemands (certains de Zurich) font deux barrages sur chacune des rues. La tension est forte, d'autant plus que nous ne comprenons pas l'utilité du barrage le long de la rue Ferdinand-Hodler qui empêche le passage en direction du Muséum alors que le passage en direction de la Vieille Ville est libre. Nous demandons aux policiers où est leur chef, mais sans résultat. La police semble prête à charger. Des jeunes s'assoient par terre, au pied des forces de l'ordre, avec un drapeau Peace. Après avoir pu discuter avec un policier de liaison romand (plan de ville à la main) à qui nous demandons de transmettre à ses supérieurs notre étonnement sur la stratégie suivie en cette circonstance, la police effectue un mouvement de repli. Les policiers quittent la rue Ferdinand-Hodler et se concentrent tous au boulevard Jaques-Dalcroze devant les bâtiments du collège Calvin. Nous estimons que notre intervention a été bénéfique. Le bruit des gaz lacrymogènes lancés du côté du Muséum met fin à l'attroupement. Seuls deux ou trois jeunes restent assis devant la police et semblent poser là exprès pour les photographes.

Toujours au même endroit, vers 15 h 45, une quinzaine d'individus descendent derrière le barrage de police au boulevard Helvétique. Les policiers se retournent subitement. Les 15 types sont habillés de noir. Certains ont des gants. D'autres ont un masque de protection à la main. Certains ont un sac à dos. Les policiers s'écartent et les laissent descendre, l'un derrière l'autre sur le trottoir. Ils partent en direction du centre-ville par la rue Ferdinand-Hodler... Un peu plus tard, par téléphone, un ami de Jeannine nous signale avoir remarqué les mêmes individus sortir d'un fourgon Peugeot 807 portant plaque genevoise : GE ----- (données transmises par téléphone).

Après avoir traversé la ville, nous avons récupéré nos vélos vers les Bergues et avons décrété en avoir assez fait pour la République !

### **Conclusion**

D'une manière générale j'ai constaté le grand calme de la police qui n'a jamais répondu aux provocations non violentes de certains jeunes.

D'autre part, le service d'ordre de la manif a été remarquable, mais il me semble qu'avec des effectifs deux ou trois fois plus importants certains incidents auraient pu être évités lors de la manifestation.

Les observateurs parlementaires ont été très bien accueillis par la population (aucun écho négatif). Je pense que nous avons, par notre présence, réussi à apporter un certain calme. Nous avons eu de nombreux contacts avec les manifestants et les membres de la presse qui suivaient la manif en queue de peloton. Nous avons également pu orienter les gens en direction des bus à la fin de la manif.

## M. Guy Mettan

### **Les faits**

7 h 30 : Après avoir garé mon scooter vers l'Alhambra, je tombe par hasard sur Laurent Walpen, ancien chef de la police et actuel délégué à la Genève internationale auprès du chancelier, qui me met au courant des incidents de la nuit, encore aisément repérables sur place.

8 h : Réunion des observateurs parlementaires devant l'Hôtel des Bergues.

8 h 30-10 h 30 : Tournée d'observation à la gare avec A. Rodrik, S. Kanaan, S. Wenger et V. Pürro. Rues très calmes. De 10 h à 10 h 30, tournée dans le Jardin anglais et parmi les manifestants avec S. Wenger. Les gens se rassemblent dans une ambiance plutôt bon enfant. Mais un noyau de 200 à 300 black blocks ou assimilés est identifié en queue de manifestation (sur le pont du Mont Blanc).

10 h 30-13 h : La manif se met en route. Je reste derrière les black blocks avec S. Wenger. Première petite échauffourée au rond-point de Rive (jets de peinture et de pavés contre l'immeuble de la CGI, attaque de la porte vitrée à coups de marteau...). Récidive contre l'immeuble Adecco à l'angle boulevard Jaques-Dalcroze et de la rue Ferdinand-Hodler. Vers 11 h 30, saccage de la petite station BP route de Malagnou. Je laisse défiler la fin du peloton de manifestants et continue jusqu'à l'école Le Corbusier. Puis, assez agacé par ces déprédations, je décide de rebrousser chemin et de rentrer chez moi manger un morceau, comme j'habite dans le quartier.

Vers 15 h, je prends le bus en direction de Rive pour observer le retour des manifestants, comme convenu. Au carrefour de Rive, je rencontre Jean Ziegler et Erica Deuber-Ziegler qui rentrent d'Annemasse. Nous discutons un moment quand arrivent trois fourgons de police qui s'engouffrent et remontent à contresens la rue Adrien-Lachenal pour aller libérer une barricade érigée au sommet du triangle de Villereuse, vers le nouveau poste de police. Gaz lacrymogènes et grenades assourdissantes. Puis une haie de policiers genevois arrive de la place des Eaux-Vives et repousse les manifestants sur le cours de Rive. Pendant quelques minutes, le carrefour de Rive est quasiment désert. Je m'approche de la police pour tenter de comprendre la manœuvre et savoir ce que la police essaie de faire. Je manque alors de recevoir un pavé dans la figure. Des bouteilles et des pierres volent. Soudain la police recule en jetant quelques grenades lacrymogènes et quitte le cours de Rive en direction de la place des Eaux-Vives. Le carrefour se remplit ensuite très vite



d'une foule assez hostile et dense, avec de nombreux casseurs que R. Pagani et le service d'ordre du FSL tentent de calmer.

La suite est connue car beaucoup d'observateurs étaient présents.

Vers 16 h 30-17 h, repli dans les rues Basses. Excités, curieux et casseurs font face au cordon de police qui bloque la rue de la Croix-d'Or. Nouvelles tensions, pétards et lacrymogènes. Je me poste à la hauteur des Jouets Weber, accompagné au début d'O. Jornod, président du parti libéral, et P.-L. Portier. Croise J. Deuel, délégué à la jeunesse de la Ville, pour qui nombre de casseurs/manifestants sont des jeunes de notre ville, dont il avoue ne pas comprendre les motivations ni la violence. La tension monte et je reste finalement seul devant les vitrines. A la demande du public assez fâché et qui a repéré mon tee-shirt parlementaire, j'interviens alors pour empêcher quelques jeunes de briser les vitrines de Photo Service et des Jouets Weber. Un grand flandrin masqué me menace avec une barre de fer tandis qu'une poignée de jeunes blacks style banlieue française essaient à tout prix de faire un carton contre les vitrines. Deux manifestantes interviennent pour que je laisse les jeunes casser les vitrines, car ces magasins sont des « symboles de l'exploitation ». Elles se font rabrouer par le public, qui siffle les casseurs. Finalement, la vitre de Photo Service est tout de même fracassée et je me poste devant elle afin d'empêcher le pillage des appareils photo et les blessures dues aux éclats. Des gens de la foule viennent m'assister mais il est trop tard pour empêcher un groupe de casser deux vitrines des Jouets Weber. Avec l'aide de quelques personnes, le pillage est évité.

Puis la rue est dégagée et la confrontation se déplace à la rue du Rhône. Place de Longemalle, je suis pris à partie par des curieux fâchés contre la police, le Conseil d'Etat et les observateurs parlementaires « qui ne font rien et laissent casser ». Je tente longuement d'expliquer le rôle de chacun.

De 18 h à 19 h 30, confrontation dans la rue du Rhône, à la hauteur du magasin Lacoste, saccagé. Je suis à la hauteur du cordon de police genevois. Un peu plus loin, C. Grobet essaie de convaincre les curieux et les badauds venus avec leur appareil photo en bandoulière, que le « spectacle » est dangereux. Des bouteilles, des cocktails Molotov, des pierres et des billes de verre lancées par des frondes sont jetés sur les gendarmes qui cuisent de chaleur dans leur carapace et leur casque. Pendant trente minutes, la police se livre à d'interminables sommations, appelant les manifestants devenus émeutiers à se disperser et la foule de curieux à s'écarter. Puis l'assaut est donné vers 19 h 20 et tout le monde fuit ou court vers le pont de la Coulouvrenière/rue du Stand où les fronts

se fixent à nouveau. Je croise A. Hediger et P. Muller, conseillers administratifs, venus faire une visite sur les lieux. Vers 20 h je rentre chez moi en passant rendre visite aux deux gardes Protectas qui surveillent l'Hôtel de Ville et qui, durant la nuit, grâce à leur sang-froid, ont empêché l'Hôtel de Ville de flamber sous les cocktails Molotov en allant chercher un extincteur chez Glôzu. L'un d'eux, coïncidence, s'appelle d'ailleurs aussi Pierre Muller.

C'est là que prend fin ma mission d'observateur. Le lendemain soir, je renonce à la reprendre car j'estime que mon mandat d'observateur parlementaire se limite à la grande manifestation du dimanche.

## **Commentaires**

### **Aspects positifs:**

1. Il n'y a pas eu de mort ni de blessé grave, ni parmi les manifestants, ni parmi les forces de l'ordre et les badauds.
2. Il n'y a pas eu d'attentat terroriste ni de prise d'otages.
3. L'aéroport et, dans une large mesure, les organisations internationales et les missions diplomatiques ont été très bien sécurisés.
4. L'accueil des chefs d'Etat et des délégations (une trentaine) a été un succès sur le plan de la logistique, de la sécurité et de la diplomatie; Genève et la Suisse ont montré leur capacité à accueillir des sommets mondiaux importants en dépit de risques et de difficultés majeurs.

### **Aspects négatifs:**

1. Côté gouvernemental, je ne m'explique pas l'absence quasi totale de forces de police dans la Vieille Ville et les rues Basses samedi soir. Il s'agit d'une erreur d'évaluation et d'un manque de prévoyance manifestes. L'accord avec le FSL et la volonté de ne pas créer de tension avant la manifestation de dimanche ne suffisent pas à justifier ce vide, qui est vite apparu scandaleux aux yeux de la population et qui a accru l'effronterie de casseurs très vite assurés de l'impunité. De même, je pense que l'absence quasi totale de conseillers d'Etat sur le terrain dimanche après-midi et lundi dans la journée de lundi auprès des commerçants, a été une erreur. Dans une crise, le gouvernement doit se montrer et non pas donner l'impression de se terrer.
2. Le service d'ordre du FSL a été efficace et motivé mais était manifestement en nombre insuffisant.
3. Les casseurs ont manifestement bénéficié de complicité dans la place, comme le montre le choix de certaines cibles (immeuble de la

CGI, saccage nocturne de la Vieille Ville). D'autre part, on ne peut nier – je l'ai entendu et vu de mes propres yeux – que certains membres du FSL et une forte minorité de manifestants dits pacifiques n'ont cessé de pratiquer une ambiguïté de langage perverse à propos de la violence et des casseurs, n'hésitant pas à accuser la police de provocation pour légitimer les casseurs et minimiser la casse. Cela, dès le dimanche matin, alors que la police a brillé par son absence jusqu'au milieu de l'après-midi. Ce double langage, comme l'a justement déploré Fernand Cuhe, a indiscutablement favorisé les violences.

4. Je déplore également la « médiation » des deux conseillers d'Etat et des observateurs parlementaires lundi soir. A mes yeux, les uns comme les autres sont sortis de leur rôle. D'autre part, l'expérience de la veille avait déjà largement montré que la distinction entre manifestants pacifistes et casseurs était devenue complètement aléatoire, les uns et les autres se mélangeant si activement qu'il devenait impossible de savoir à qui l'on avait affaire.

En conclusion, je souhaite vivement que l'on cesse de s'invectiver et de réclamer la démission des uns ou des autres, que l'on procède rapidement à un inventaire exhaustif des dégâts et à l'indemnisation des victimes afin que l'on puisse le plus tôt possible tourner la page et passer à des choses plus constructives pour la République.

## Mme Alexandra Gobet Winiger

**Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003**

Groupe 4 ÉTIENNE, MAHRER, GOBET WINIGER

Environ 13 h : Alors que nous sommes à l'arrêt angle rue de Genève/rue Jean-Pelletier et que nous savons le groupe Sommaruga à Sous-Moulin, Anne, suite à un téléphone, dit qu'une station d'essence devant la douane de Thonex-Vallard, celle de gauche, a besoin d'être observée, il n'y a que 2 observateurs sur place à celle de droite et ça craint car une a été mise à mal à Malagnou.

Nous arrivons et nous nous perchons en haut d'un petit chemin qui surplombe la station gauche et rejoint l'avenue Adrien-Jeandin.

A 13 h 15, la station de droite est envahie par une trentaine de personnes, habillement multicolore, pas spécialement des black blocks. A 13 h 17, des envahisseurs ressortent. A 13 h 24, bruit d'explosion. Pas de vision de présence de police. Devant nous, perché sur le poteau de limitation de vitesse 60/h entre les 2 stations, un homme a fait tourner au-dessus de sa tête un pull noir. Il n'a pas le physique d'un gamin mais d'un homme adulte. Le cortège, à côté, a continué à s'écouler.

Un peu plus tard, une ambulance s'arrête à côté de la station-service 10 bonnes minutes après la prise des lieux.

Nous nous préoccupons de la station d'essence que nous observons car elle pourrait connaître le même sort. Vers 14 h 30, notre attention est attirée par 5-6 très jeunes qui peuvent avoir 16 ans, cheveux en filasse, qui regardent attentivement la station et tournent autour. L'un a un bidon d'essence à la main, un autre a un gant en caoutchouc et un tuyau genre arrosage, un autre du scotch noir d'électricien. Ils parlent italien, sont vêtus de gris et noir. Avec eux, 2 adultes qui seront restés silencieux. A. Mahrer et S. Leuenberger, comme nous savons que la police ne viendra pas, décident de les interpellier pour les dissuader de s'en prendre à la pompe. Les jeunes partent, puis les 2 hommes arrêtés avec eux.

Quand je prends seule le pont sur l'autoroute en sortant de la mairie de Thônex, d'autres personnes tournent autour de la pompe. Des passants me demandent d'appeler la police, j'explique qu'elle a été avertie.

15 h 25 : Depuis le carrefour rue du 31-Décembre/avenue Pictet-de-Rochemont je vois des forces de l'ordre qui bouchent Frontenex. Des personnes dévalent la rue de Villereuse vers Jargonnant

15 h 30 : Il y a sur Rive des rangs de personnes qui tirent des projectiles sur la police et la police charge. Les personnes avancent et reculent. 15 h 34 j'appelle Brunier pour que d'autres observateurs descendent entre la rue de la Terrassière et la place de Bel-Air. Ils sont alors dix.

20 h 10: Place de Bel-Air

L'arrivée des brigades allemandes anti-émeutes suscite un étonnant attroupement de badauds contre les véhicules. Les quolibets pleuvent. Ils sortiront de leurs véhicules, leur détermination créera le recul et permettra à leurs véhicules de passer

20 h 45-21 h 40 : Je me trouve angle rue du Stand-rue de l'Arquebuse avec d'autres.

20 h 58 : Bruits de casseroles, instruments. La police s'engage par la rue de la Coulouvrenière et la rue du Stand. On entend des salves de tirs mais pas de mouvements de foule.

21 h 20 : Des lacrymos sont tirés par les troupes bouchant la rue du Stand. Je ne comprends pas. En approchant, on voit que la police essuie des tirs de pavés des badauds attroupés. Un scooter rouge file en trombe devant moi, le conducteur a quelque chose dans la main. La plaque finit en 8. Quand LFR et son mari, ainsi qu'AW reviennent vers moi, elles ont noté que la plaque est GE ....., ce que je consigne dans mon carnet, c'est un homme dans la quarantaine portant une chemise claire et un pantalon foncé qui est dessus, c'est une pierre qu'il a dans la main. Pour J.-C. Rielle, l'homme était le meneur d'une bande de gamins.

21 h 40-22 h 40 : Je suis seule, assise sur un potelet latéral de la place de la Synagogue. La vitre du commerce (un coiffeur ?) voisin de la Grappe Dorée est cassée par un homme à l'allure déjantée, casquette noire et vareuse blanche (Lacoste ?). Je téléphone à Pierre Guérini qui est dans l'Usine pour qu'il signale que l'attroupement dégénère à la place de la Synagogue en direction du quartier des banques et que la casse a commencé. J'appelle le 117 pour donner le signalement de l'homme qui part en petites foulées vers l'avenue du Mail en donnant, ça et là, quelques coups de pied. Intervention

parfaite des troupes anti-émeutes en kaki sur le boulevard Georges-Favon et la rue de la Synagogue où je me trouve, y compris avec la lance à eau. **Dans l'édition du lundi matin, la Tribune de Genève fait état de déclarations de badauds selon lesquelles rue de la Synagogue 4 agents auraient tabassé un homme au sol. Pendant toute la durée de ma présence, les forces de l'ordre se sont engouffrées au pas de course dans la rue à plusieurs reprises sans bousculer qui que ce soit. Personne n'était à terre et je n'ai vu personne frappé. Deux messieurs postés devant l'entrée de la Synagogue étaient également présents.**

### Lundi 2 juin 2003

21 h-23 h 40; Hôtel des Bergues: Passé l'essentiel du temps près du cordon policier devant l'hôtel. Contexte connu de tous, j'abrège. Guérini ramène une balle en caoutchouc tirée par les Zurichois en bas de la rue du Mont-Blanc. Est-ce conforme à la doctrine, qui a donné l'ordre ? Un policier genevois dit oui s'ils se sentaient menacés. Au barrage filtrant, un jeune a un pull noir et un couteau dans son sac à dos, il passe aussi et est dirigé vers l'île Rousseau. La PJ sait que Lacoste a été cassé rue Kléberg mais pas d'ordre d'intervenir. Idem plus tard dans le secteur Baulacre puis Chantepoulet. Ne peuvent pas partir, essayer d'arrêter sans ordres et d'ailleurs « ce n'est pas étonnant, les petits c... qu'on a laissés partir se sont reformés en petites bandes un peu plus loin, c'est évident ». Auraient aimé que la fouille soit maintenue aux cordons. Je parle du sortant au couteau. L'inspecteur paraît étonné puis me dit qu'alors ça ne devait pas être un grand couteau (!). Ou alors, il pourrait ne pas y avoir les mêmes ordres. La police en tenue ne les reçoit pas du même chef que lui.

Sur ma remontée vers chez moi, vers minuit, le haut de Chantepoulet est nappé de lacrymos. A la hauteur du pont de chemin de fer de James-Fazy, des gens traînent vers l'école des panneaux publicitaires. Rue de la Servette, hauteur résidence Amitié, un alignement de paniers à salade genevois. Un agent crie que des casseurs remontent vers eux avec des panneaux publicitaires : « S'ils arrivent ici, on leur casse la gueule. »

Fin d'observation

Questions que je me pose :

Pour la nuit de samedi et les casses: faits intervenus totalement hors contexte de manif, autorisée ou non. Ces faits ne relèvent pas de la police anti-émeute

ni de la doctrine d'engagement spécialement publiée. Hier soir, 2 inspecteurs de la PJ ont convenu avec moi que cela relève du droit commun avec les droits d'arrestation en flagrant délit reconnus aussi bien à la PJ, qu'aux gendarmes. Donc, les références de M<sup>me</sup> Spoerri à la doctrine d'engagement sont à côté de la plaque. Par ailleurs, dans ce texte, pas un mot sur la conduite de droit ordinaire dans ces cas, pourtant prévisibles, de casses nocturnes équivalents à des cambriolages en bande. Lacune ou manipulation ? Conséquence de l'absence de forces de police PJ entraînées en bande ?

Idem pour la mise à sac de la station d'essence à Vallard ?

Hier lundi à 12 h 15, un inspecteur de la PJ m'appelle. Est-ce que je pourrais essayer d'identifier sur photo le proprio du scooter rouge signalé ? Si les trois observateurs ne le peuvent pas, il me dit qu'on ne pourra rien faire. Vraiment ? N'y a-t-il pas matière à se renseigner au moins sur le personnage, dont le véhicule n'est pas signalé volé ? A l'entendre ? Même si en l'absence de preuve formelle, il est vrai qu'il pourrait ne pas y avoir de condamnation. Une résignation un peu prématurée, non ?

Quels ordres hier soir lundi sur les suites de fouilles ? Pourquoi laisser partir sans un mot le jeune au pull noir et au poignard ? Pourquoi pas d'ordres à la PJ d'aller en arrestation à Baulacre, Chantepoulet, etc. ? Les inspecteurs n'attendaient qu'un ordre.

## **Mme Sylvia Leuenberger**

J'ai suivi la manif depuis 8 h du matin à 21 h 30 avec une petite pause entre 16 h et 17 h. J'étais avec F. Thion et J. de Haller jusqu'à 15 h environ.

Pendant tout le déroulement de la manifestation, je n'ai constaté aucune présence policière, si ce n'est un barrage de protection à l'entrée des rues Basses le matin vers 10 h, mais il n'y avait pas de contact avec les manifestants.

Je n'ai pas vu l'attaque de la première station d'essence au début de la route de Malagnou.

Par contre j'étais en plein dans celle de la 2<sup>e</sup> station juste avant la douane. Une vingtaine de très jeunes gens se sont cagoulés 3 minutes avant et ont bombardé les vitres avec des pierres et sont entrés à l'intérieur, ils sont ressortis avec des boissons, chocolat et cigarettes qu'ils ont lancés en partie dans la foule en disant « c'est le partage social... »

Je leur ai demandé pourquoi ils faisaient cela et ils m'ont dit que si je connaissais la violence sociale je comprendrais.

Ils ne m'ont pas agressée. Aucune force de l'ordre n'était à ce moment sur place. La foule leur criait d'arrêter, ils ont répondu par des injures, puis se sont dispersés très rapidement au sein des manifestants.

Ils parlaient en italien et en français. Une quinzaine de minutes plus tard, les pompiers sont arrivés.

Ensuite nous sommes restés près de la station d'essence située en face car nous craignons qu'elle ne soit aussi attaquée.

Avec Anne Mahrer nous avons discuté avec de jeunes Italiens qui n'avaient pas l'air très nets... et ils sont partis sans rien faire.

A 17 h 30 environ, en redescendant en ville, j'ai constaté, à la hauteur de l'angle EPA Unip et HM, des violences de jeunes qui agissaient très rapidement et de façon dispersée et très provocatrice, les policiers les chargeaient de loin en faisant sauter des pétards à effet dissuasif. Quelques personnes dans la foule ont essayé de les chasser et les autres regardaient passivement.

J'ai vu un jeune juste à côté de moi lancer une bouteille de verre très fortement en direction de la police qui passait le long des voies du tram et ce



projectile a passé tout près de la tête d'un passant, alors je n'ai pas pu m'empêcher de secouer ce garçon et de lui enlever sa cagoule en lui criant qu'il était tout à fait irresponsable et pouvait blesser gravement des gens, il était très jeune, apparemment Genevois. Il m'a repoussée brutalement et est parti en disant « Ce n'est pas moi... » Quelques passants ont soutenu ma démarche. Il y avait des journalistes de la *Tribune* juste à côté de nous.

Personnellement je n'ai vu aucun policier user de violence ou provoquer les manifestants, la violence venait très visiblement de ces jeunes casseurs. Les forces de l'ordre étaient équipées pour dissuader des mouvements de foule, mais pas pour attraper des casseurs très rapides, mobiles et qui agissaient de manière non organisée.

Le soir je suis rentrée chez moi épuisée, estimant que mon rôle d'observatrice s'arrêtait là et que je n'étais plus compétente pour poursuivre une observation de nuit et en dehors de toute manifestation.

## **M. Pierre-Louis Portier**

### **Note concernant mes activités d'observateur durant le G8.**

**Vendredi 30 mai 2003**

S'il est d'accord, je fais mienne la note d'Antoine, moyennant deux modifications ; tout d'abord au 6<sup>e</sup> paragraphe, il ne s'agissait pas de l'OMPI (cet immeuble est situé place des Nations), mais de l'immeuble proche de l'OMS abritant l'OMI et UMPI (sauf erreur).

D'autre part, je souhaite que l'on utilise les termes de police, gendarmerie, forces de l'ordre ou encore force de sécurité plutôt que le terme « flics ». En notre qualité de député nous devons à nos policiers ce minimum de respect.

**Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003**

En début de matinée j'ai passé environ une heure avec Christian Grobet dans le secteur Bel-Air et pont de la Coulouvrenière. C'est à cet endroit et au moment du départ d'un groupe de cagoulés très actifs, que nous avons constaté la présence dans un sac d'une vingtaine de cocktail Molotov. Les black-casseurs se sont répartis ces engins avant de rejoindre le départ de la manif au Jardin anglais. Nous avons alerté les forces de police présentes et j'ai ensuite constaté que l'un des Black défilait avec, dans une main, l'une de ces bombes incendiaires et dans l'autre un bâton.

Les forces de l'ordre ont, à mon avis, à cet endroit bien manœuvré en bouclant l'accès à la rue du Rhône et aux rues Basses, obligeant les manifestants à passer par le quai des Bergues.

En fin de matinée en compagnie de Maria Roth-Bernasconi et Laurence Fehlmann-Rielle j'ai assisté, à l'endroit du pont de Sous-Moulin, à un défilé sans problème de tous les manifestants. La police était invisible.

En fin d'après-midi, dans la zone rue Ferdinand-Hodler et bas du boulevard Jaques-Dalcroze, j'ai fait le constat d'une forte présence policière qui tentait plus ou moins adroitement de repousser un millier de manifestants en direction du centre-ville. A noter la présence de quelques provocateurs très jeunes.

Ensuite, dans le bas de la rue Adrien-Lachenal et au bas de la rue de la Terrassière, les mêmes manifestants ont longuement fait face aux forces de l'ordre dans une tension assez vive. A noter le début des interventions de

quelques parlementaires qui ont, de plus en plus, glissé d'un statut d'observateur neutre à celui de négociateur et même de membre du service d'ordre.

Pour ma part je déplore cette attitude, car non conforme à la mission initiale que nous avons ensemble définie et votée au Grand Conseil. Nous devons nous en tenir à une stricte observation des faits, même si, comme la plupart d'entre nous, je n'ai, à ce moment de la journée, pas compris la tactique de la police.

Cette attitude, certains parlementaires l'ont encore eue plus tard près de la rue de la Fontaine et de la rue d'Enfer. Là, également les allers et retours des gendarmes présents ont semblé relever plus de l'improvisation que d'une véritable tactique.

Je n'étais plus présent dès 19 h, soit après l'évacuation du quartier par la police à l'aide de grenades lacrymogènes. Intervention nécessaire, efficace et tout à fait proportionnée.

### **Lundi 2 juin 2003**

Je n'ai fait que les constats entre 17 h 45 et 19 h 30 de deux manifs à la rue de Lausanne (l'une devant l'OMC et l'autre à la hauteur de l'église de la Sainte-Trinité) . Les deux n'ont débouché sur aucune violence et ont été bien gérées par la police. A noter la présence toute proche de quelques jeunes adultes, principalement masculins, qui visiblement attendaient le début d'une éventuelle confrontation pour se mêler à la foule.

En soirée je n'étais pas présent.

## M. Alain Etienne

**Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003**

8 h-15 h avec Anne et Alexandra. Voir rapport d'Anne.

15 h 30 : Arrivée à la place Emile-Guyénot (au-dessous du Musée d'histoire naturelle). La police bloque apparemment toutes les rues. La rue Adrien-Lachenal est laissée accessible. Une barricade a été renversée.

Arrivée au carrefour de Rive. Un cordon de police est en position côté rue de la Terrassière. Pagani s'adresse à la foule pour un sit-in mais sans succès. Un certain nombre de FSL et d'observateurs parlementaires sont présents et tentent de faire baisser la tension. Beaucoup de gens paraissent être là dans l'attente.

17 h : Devant le magasin Franz-Weber. Un cordon de police bloque l'accès aux rues Basses, direction Bel-Air, jets de bouteilles. La police se replie dans la petite rue d'Enfer. Nouveau face-à-face. Un touriste photographe se fait casser l'objectif de son appareil. Jets de bouteilles, forte poussée des manifestants au niveau du cordon des FSL. Les FSL décident de se retirer. Pétards dans la ruelle. La police semble se retirer.

Foule très mélangée. Premier jet de pierre dans le magasin de photo. Guy Mettan intervient. Un groupe de jeunes s'improvise casseurs. L'un d'eux s'en prend à la vitrine du magasin de jouets et se fait prendre en photo. Cela semble plutôt un jeu ... de la casse pour le fun. Un autre, masqué, vole une planche à roulettes. D'autres projectiles viennent terminer en partie le travail. Beaucoup de monde observe.

17 h 30 : Réapparition de la police depuis la place de Longemalle, sur deux rangs, en tapant sur les boucliers. Déplacement le long des rues Basses en direction de Bel-Air. Les gens se retirent par les rues adjacentes. Pratiquement plus personne devant mais à nouveau derrière. En position sur l'avant du pont de la Coulouvrenière. Tir de gaz lacrymogène puis, remontent dans les véhicules et repartent. Le monde revient sur Bel-Air et les rues Basses.

18 h 20 : Au début de la rue du Rhône, j'observe des jeunes avec des habits volés dans les bras qui repartent.

Place de la Petite-Fusterie. La vitrine de la boutique Lacoste se fait briser. Il y a beaucoup de monde qui observe, beaucoup de badauds. Beaucoup de gens qui prennent des photos, présence forte des médias. J'entends dire « Mais que fait la police ? ».

Une personne excédée demande à un jeune d'enlever son masque.

18 h 25 : La police arrive pour sécuriser la boutique. Nouveau face-à-face. Sommation : « La manifestation n'est pas autorisée, dispersez-vous. » Jets de bouteilles.

Autre sommation : « Spectateurs, veuillez-vous retirer, merci. »

J'observe une personne en civil essayant de ceinturer un manifestant et tenter de l'entraîner derrière le cordon de policiers mais celui-ci est récupéré par les autres.

19 h 10 : La police charge et repousse une partie des manifestants par le quai Bezanson-Hughes. Dispersion partielle. Sur la place, Christian Grobet est présent sur les lieux. D'autres personnes prennent le relais de la police pour sécuriser la boutique Lacoste. Un vitrier arrive.

19 h 30 : Place du Rhône, je retrouve Laurence, Françoise, Maria  
Nous allons à la Maison des associations, petite pause à l'extérieur.

20 h 30 : Place de Bel-Air, côté rue de la Monnaie. Rendez-vous avec d'autres.

Nous nous dirigeons en direction de l'Usine. Une personne nous interpelle pour nous dire qu'il faut aussi s'occuper de la Vieille Ville.

21 h 25 : Rue du Stand / rue des Rois. La police bloque l'accès au secteur de l'Usine. Beaucoup de bris de verre sur le sol. Nouveau face-à-face. Jets de bouteilles.

Deux pétards sont tirés.

Passage de 3 véhicules de l'armée.

Passage d'une autopompe

Passage d'une ambulance.

Arrivée de quatre véhicules de police.

22 h 10 : Je rentre.

Remarques :

Aucune présence policière durant la manifestation autorisée secteur Moillesulaz-Vallard.

Après la manifestation autorisée :

Je n'ai pas toujours compris les tactiques de la police.

La présence policière dès 15 h 30 place Guyénot et au carrefour de Rive n'a pas facilité la dispersion. Il n'y avait pourtant pas encore eu de casse, semble-t-il.

La police a essayé un grand nombre de jets de bouteilles. Projectiles qui pouvaient aussi atteindre la tête des gens en première ligne.

Il y avait aussi beaucoup de spectateurs, parfois même des parents avec de jeunes enfants.

Dans cette foule mélangée, souvent des jeunes casseurs pour le « fun ».

## **Mme Jeannine de Haller**

Je n'ai strictement rien à rajouter au rapport de François Thion, qui relate parfaitement les choses constatées, si ce n'est une toute petite correction de nom de rue :

Après la manif, lorsque nous étions angle boulevard Jaques-Dalcroze et rue Ferdinand-Hodler, les policiers (zurichois en grande majorité, en tout cas leurs camions militaires étaient immatriculés ZH) ont fini par se mettre tous, avec leurs camions (celui avec les canons à eau est reparti à ce moment-là), au bas du **boulevard Jaques-Dalcroze** (et non du boulevard Helvétique...) juste au-dessus du carrefour avec la rue Ferdinand-Hodler. Jusqu'à ce que les policiers se soient retirés sur le boulevard Jaques-Dalcroze, l'atmosphère était incroyablement tendue, d'autant plus que personne ne comprenait ce que les policiers voulaient. Beaucoup de manifestants présents (style « adultes raisonnables ») parlaient de provocation pure et simple de la part de la police...

Après avoir récupéré nos vélos avec François à la place des Bergues, je suis revenue seule en direction de Rive, et j'ai vu en passant le rassemblement de la place de Longemalle. Je m'y suis rendue et j'y ai retrouvé nombre de collègues député-e-s qui ont déjà bien décrit ce qui s'est alors passé, je n'y reviens donc pas.

Je n'ai plus ensuite eu le temps de venir observer quoi que ce soit, puisque, dès lundi matin, je me suis immergée dans mes nouvelles activités carougeoises...

## M. Carlo Sommarugga

**Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003**

**Vers 7 h 30**, avant la prise de fonction, je fais le tour des ponts et constate une agressivité certaine des manifestants, tout particulièrement sur le pont de l'Île.

**Vers 9 h 45**, je suis alerté par Ueli Leuenberger des « difficultés » vers l'Usine. Je m'y rends rapidement à vélo. RAS. Par contre, je constate que les barricades du pont de la Coulouvrenière sont toujours en place.

Remontant le parcours de la manifestation avec Michèle Kunzler et Antoine Droin, quelques centaines de mètres avant son passage, le constat est clair : pas de police visible. Public festif et rassuré.

Stationné avec Véronique Purro et Sami Kanaan devant le Centre sportif de Sous-Moulin, nous assistons à la jonction des cortèges suisse et français. Du côté lac de l'autoroute surviennent deux groupes distincts clairement identifiables, compacts, cagoulés ou masqués. Vu leur organisation et leur mode de déplacement en bloc, il est manifeste qu'il est impossible de les isoler à ce stade. Il est tout aussi illusoire de penser que le service d'ordre du FSL puisse leur faire face, malgré son excellent fonctionnement.

10 minutes après, les infos arrivent sur le cassage et le pillage de la station-service.

**A la dissolution de la manifestation**, retour solitaire en vélo vers le point de ralliement à l'Hôtel des Bergues. Les manifestants refluent tranquillement vers le centre. Toutefois, j'observe la présence de divers petits groupes de personnes dont l'habillement rappelle farouchement ceux des Blocs Noirs aperçus plus tôt dans la journée. A 14 h 25, les voies sont libres, la police ne bloque aucune des rues descendant vers le centre. La police est visible à 100 mètres vers les accès de la Vieille-Ville. Boulevard des Tranchées, rue Théodore-De-Bèze, boulevard Jaques-Dalcroze, chaque fois apparemment une dizaine de policiers. Le barrage au sommet de la rue Verdaine est visible, avec deux policiers. J'emprunte les rues Basses par le passage qui descend de la place de la Madeleine et rejoint la rue du Marché. Pas de présence policière constatée devant les Jouets Weber, ni ailleurs dans les rues Basses. Situation



paradoxe et hallucinante, les rues Basses sont remplies de badauds endimanchés qui photographient les dégâts de la veille. RAS. Pas de policiers en vue. Encore peu de manifestants refluant.

Appelé à une heure non notée (**15 h 30?**), afin de rejoindre la rue des Glacis-de-Rive. Situation extrêmement tendue. Le positionnement du dispositif est incompréhensible. La rue des Glacis-de-Rive est bloquée avec un dispositif policier à quelques mètres des manifestants, empêchant une remontée improbable des manifestants. Tension très vive. Tentative de Rémy Pagani de convaincre la foule de bouger. Echec. Manifestement des jeunes de 14-18 ans, non cagoulés, parlant français, veulent en découdre avec la police. Quelques masqués dans la foule également. Le service d'ordre du FSL joue son rôle pleinement et avec efficacité. Il s'interpose comme il peut entre police et excités ou masqués. L'appui à ce dispositif de certains députés, hors de leur rôle d'observateur, participe à éviter la confrontation. Pas d'acte de provocations de la police. Les parlementaires sont reconnus et franchissent les barrages sans problèmes.

Arrivée d'un deuxième dispositif policier de blocage de rue à la rue de la Terrassière. Ce deuxième dispositif est encore moins compréhensible. Il focalise l'agressivité des personnes présentes et se trouve pris en revers par l'arrivée des manifestants refluant pacifiquement de la manif, accompagnés d'un orchestre, qui ne peuvent plus avancer.

Au bout de 30 minutes les dispositifs sont levés, la tension disparaît instantanément. Pas de dommages constatés. J'observe que les badauds, plus que les manifestants, jouent un jeu trouble de caisse de résonance et de protection pour ceux qui veulent en découdre. Il n'y a pas de policiers en civil dans la foule pour identifier les auteurs de troubles.

Déplacement vers les rues Basses. Barrage non filtrant à la hauteur des Jouets Weber. Foule de badauds et de manifestants et deux groupes distincts recherchant la confrontation: les «jeunes banlieusards», présents rue des Glacis-de-Rive, qui cherchent l'occasion d'une confrontation et les masqués un peu plus âgés.

Après près de 45 minutes, alors que la composition de la foule n'a pas changé, la police, après avoir reçu diverses salves de bouteilles et pierres, cela sans riposter, se retire dans la rue du Purgatoire et, coincée, fait usage de tirs détonants et de gaz lacrymogène. La rue de l'Enfer ayant été libérée juste avant par les policiers, ceux de la rue du Purgatoire évitent de justesse d'être

pris en revers par des casseurs qui leur courent après, dont au moins un avec un pavé dans la main. Les policiers refluent vers la Vieille-Ville. Ici aussi rôle important du service d'ordre du FSL et de parlementaires, mais hors de leur mandat d'observation. Le service d'ordre et les parlementaires évitent à diverses reprises la confrontation directe.

La vitrine des Jouets Weber est brisée. Tentative de pillage évitée par le service d'ordre du FSL, des parlementaires et des citoyens. Vu badaud habillé bourgeoisement, 35 ans, avec cailloux à la main !

Le temps de se déplacer au travers des rues Basses et d'arriver au pied de la Tour du Molard, même scénario. Blocage de la rue du Rhône difficilement compréhensible. Les mêmes individus vus plus haut se retrouvent bientôt devant le barrage policier.

Je quitte les lieux.

### **Lundi 2 juin 2003, rue du Mont-Blanc**

**19 h 45 :** Je rentre de la commission du logement. La rue est bloquée à 100 m du pont du Mont-Blanc. Sans tee-shirt de parlementaire, mais avec la carte de légitimation de député, je traverse les cordons de policiers suisses allemands sans problème. Je constate la présence de plusieurs centaines de manifestants calmes, en sit-in. Toutes les issues sont verrouillées. Antonio Hodgers cherche à négocier des solutions. Sans succès. Situation bloquée. Je quitte les lieux n'étant pas reconnaissable dans ma fonction de parlementaire observateur.

A l'extérieur du cordon, côté gare, une foule toujours plus dense de badauds divers, de jeunes et de touristes répond à chaque clameur des manifestants par une clameur d'appui.....

Je quitte les lieux pour rejoindre les locaux de l'ASLOCA.

Je reviens sur place vers **22 h**. Au moment de rentrer chez moi j'observe la présence parmi les badauds de nombreux jeunes n'ayant rien de manifestants qui commencent à affluer en masse par les ruelles entre le quai des Bergues et la rue du Cendrier. J'en informe Alain Charbonnier, en précisant que la tension monte bien plus de ce côté du cordon de police qu'à l'intérieur du

périmètre cerné. Je quitte les lieux et dans les cinq minutes retentissent les tirs détonants et la fuite des badauds et des jeunes dans toutes les ruelles.

Je m'éloigne des ruelles afin d'éviter le mouvement de foule et rentre chez moi.

J'apprends par One FM que des casseurs remontent la rue de Chantepoulet et que les manifestants pacifiques sur le pont du Mont-Blanc sont escortés par un dispositif impressionnant vers la place Neuve...

### **COMMENTAIRES SUR LA BASE DES FAITS CONSTATÉS:**

Je m'abstiens de tout commentaire général et d'ordre politique sur les événements dans leur ensemble, estimant que ce n'est pas le lieu de les formuler. Je me contente de formuler des commentaires sur les faits constatés à titre individuel.

Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003

La manifestation s'est globalement très bien déroulée dans une atmosphère festive et détendue.

Le nombre de manifestants estimés, avec Sami Kanaan, à près de 80 000.

Service d'ordre du FSL bien organisé, visible et adéquat. Après la dissolution de la manifestation, le service d'ordre a encore bien fonctionné et joué un rôle important dans l'apaisement des excités, cela avec l'appui de divers parlementaires.

Je m'interroge sur l'absence d'intervention de la police pour isoler les Blocs Noirs en début de manifestation, alors que tout le monde les a vus rejoindre la manifestation ou a su immédiatement cette arrivée.

Je reste persuadé que le choix de ne pas envoyer de policiers près de la station-service de Thônex-Vallard au moment de la mise à sac était judicieux vu la foule présente.

Dispositif et stratégie de la police aux Glacis-de-Rive et dans les rues Basses en fin de journée totalement incompréhensibles. La présence des forces de police a joué un rôle de catalyseur de tension.

La police, sur les points chauds, a manqué de stratégie de communication, notamment envers les badauds pour les éloigner.

Le comportement des policiers, pour ce que j'ai pu constater, a été tout à fait correct, sans aucune provocation envers les personnes en face d'eux et cela malgré les bouteilles et autres objets reçus.

### Lundi 2 juin 2003

En ce qui me regarde, j'ai pu constater une lenteur incroyable et incompréhensible dans la prise de décision permettant de mettre fin à la manifestation. Cette indécision et la présence policière ont attiré une foule à l'extérieur du périmètre renversant l'épicentre du danger, sans que la police ne s'en rende compte et anticipe.

## M. Sami Kanaan

### Notes relatives à ma présence sur le terrain comme observateur parlementaire pendant le week-end du G8

Cette note débute par les éléments « factuels » (directement observés par moi-même) puis continue avec quelques questions et remarques.

Ma présence sur le terrain a eu lieu sur deux périodes principales:

- dimanche de 8 h à 18 h
- lundi de 20 h 30 à 1 h 30

#### **Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003**

- 8 h 30: Première mission = aller vers la gare (avec Pürro, Rodrik, Gobet-Winiger, Mettan) pour observer la situation là-bas et entre la gare et le Jardin anglais; en montant nous apprenons par une radio dans un kiosque que cela castagne dur à Lausanne, pas bon pour l'ambiance...
- 9 h: Situation très calme vers la gare, dans la gare et sur le chemin vers le Jardin anglais, quelques arrivées éparses, quelques « jaunes » (service d'organisation du FSL).
- 9 h-10 h: Sortie pont du Mont-Blanc / quai du Général-Guisan / début de la rue Pierre-Fatio: la manif se forme; à ce moment-là, peu de monde, ambiance bon enfant; je vois apparaître le groupe des « turco-maoïstes » qui ont apparemment bloqué un des ponts auparavant. Déjà pas mal de rumeurs, difficile de trier entre faux et vrai.
- Dès 10 h: En tête de manif, avec plusieurs députés, démarrage lent, mais ça avance; comme prévu, la tête de la manif est tout à fait calme et ordonnée. Par contact téléphonique avec des collègues (en particulier Leuenberger) on apprend que la fin de la manif est moins paisible.
- Vers midi: juste avant d'arriver vers la zone finale vers Thônex-Vallard, on apprend qu'il y a des problèmes au chemin du Vallon, derrière nous; certains députés s'y rendent; jamais su si c'était vrai.
- 12 h 30: Manif suisse bloquée par les « jaunes » un peu avant le pont qui enjambe la route principale, afin de laisser l'espace à la manif française qui approche (en retard).

- 13 h: avec Sommaruga et Pürro on reste au coin du P&R de Sous-Moulin pour passer voir la manif et faire un comptage approximatif (ce qui nous amène vers un chiffre réaliste de 80 000 personnes). Gobet-Winiger nous apprend par téléphone que le Black Block est dans la manif, vers la fin. On les voit passer, mettant leur cagoule, environ 30, fondus dans la foule; envoi d'un SMS à Brunier qui se trouvait avec l'équipe vers la station-service de la douane pour prévenir de leur arrivée.
- Un peu plus tard: j'entends au téléphone, en parlant avec Brunier, les vitres de la station qui tombent..., puis un peu plus tard les pompiers du SIS se frayent un chemin. Mais pas un seul policier visible.
- Vers 14 h: décision collective des députés de repartir vers la ville, en raison d'une rumeur d'une manif sauvage qui viserait le centre.
- 15 h: je décide de passer chez moi (Eaux-Vives, rue du 31-Décembre) prendre mon vélo et j'en profite pour prendre une douche (si ! si ! j'avoue); en arrivant je constate qu'il y a des centaines de policiers en attente dans ce secteur, rue du 31-Décembre, rue de Montchoisy, rue des Eaux-Vives, surtout des Allemands et des Alémaniques non identifiés (dans des camions de l'armée).
- Un peu plus tard: coup de fil d'un collègue de bureau qui se retrouve en bas de Malagnou pris dans l'échauffourée; il ne comprend pas pourquoi la police a fermé le bas de Malagnou, bloquant et faisant paniquer les gens qui revenaient de la manifestation.
- 15 h 30: en ressortant, je constate avec surprise que ces mêmes policiers en attente dans mon quartier ont fermé la rue des Eaux-Vives à la hauteur du carrefour avec la rue du 31-Décembre, avec deux véhicules de l'armée en travers de la route, sans aucune raison apparente, et avec pour seul effet de paniquer les véhicules privés qui essayaient de passer par-là pour fuir la tension du côté de Terrassière-Villereuse
- dès 16 h: carrefour cours de Rive/rue Adrien-Lachenal, début de la rue de la Terrassière, tension élevée, beaucoup de badauds, de journalistes, de manifestants, quelques-uns avec un profil de casseur possible, très jeunes, très très jeunes, et pas très enclins à discuter; pour eux c'est un jeu, c'est fun (certains essaient de tenir un discours soi-disant politique qui se résume assez vite à « flics fachos » ... et nous fachos avec...). Stratégie de la police pas limpide, probablement cette « visibilité » annoncée par Spoerri, mais sans stratégie claire et nette; c'est à ce moment que les députés-observateurs deviennent médiateurs, ce qui sortait de notre rôle en principe, mais dans ce cas

particulier ça a plutôt permis de limiter la tension. Les policiers se retirent.

- 17 h environ: on apprend que cela chauffe du côté de la place de Longemalle. Situation sur place tout à fait absurde: une ligne de policiers juste avant Franz Carl Weber (FCW), empêchant d'aller plus loin, et tournant le dos à une autre rangée de policiers tournés vers Bel-Air, à 20 mètres de là. Postés ainsi dos à dos, ils ne protégeaient rien (à part FCW, et encore, pas sur les côtés), et ont créé un « abcès de fixation » qui a très vite attiré beaucoup de monde, dont certains assez agressifs. Là, la médiation des « jaunes » et de quelques députés n'a pas marché. Certains de ces ados sont vraiment de jeunes couillons à problèmes, dans le style banlieue.
- Un peu plus tard: tension maximale mais aucune information nette, pas d'ultimatum; les policiers font mine de charger de temps à autre, créant des mouvements de foule en fuite; j'en garde quelques égratignures en souvenir et Mariane Grobet est tombée par terre devant moi, heureusement sans trop de mal; un jeune manifestant vient lui demander de ses nouvelles...
- Je suis rentré vers 18 h, envisageant de ressortir plus tard, surtout après avoir appris de Brunier que Cudré-Mauroux lui-même souhaitait nous voir sur le terrain (selon téléphone de 20 h 30) mais j'avais un rapport urgent à finir pour mon boulot...
- Je me couche vers 1 h, avec le bruit permanent des hélicos depuis des heures et pour une bonne partie de la nuit.

### **Lundi 2 juin 2003**

- 15 h: j'apprends qu'il y aura une manif à 18 h.
- 17 h: j'apprends que le rectorat vient de faire fermer Uni-Mail par peur des casseurs. Rumeur? vérité? Je croise Droin qui me dit que lui et d'autres vont suivre la manif de la place Neuve.
- 17 h 30: j'apprends qu'il y a du grabuge à Rive... vers où je faisais route! En fait, rien du tout, typique de l'ambiance du moment...
- 20 h 30: je ressorts, après avoir appris que les manifestants faisaient un sit-in. Situation sur place assez tendue, et surtout absurde d'un point de vue stratégique. La police a complètement enfermé les manifestants dans une nasse à la sortie rive droite du pont, au carrefour des quais Wilson/Bergues. Des Allemands sur le pont et sur le quai Wilson, des Zurichois rue de Chantepoulet, des Genevois côté Bergues. Pouvait sortir ceux qui acceptaient de se laisser fouiller, côté Bergues ou

square du Mont-Blanc. J'ai assisté à la fouille d'un ado qui avait 2 bouteilles vides (en verre) dans son sac, en expliquant que c'était pour sa collection... Le policier n'a pas semblé apprécier mais il l'a laissé partir (sans les bouteilles!).

- 20 h 30-22 h: tentative de négociation, avec quelques députés et le négociateur de la police (en étroite collaboration!), très proches d'un accord, mais pas de feu vert de Spoerri qui, par ailleurs, était quasi inatteignable. Les différents responsables de la police étaient très ennuyés. la tension montait, surtout avec les échauffourées survenant de l'autre côté (zone piétonne Mont-Blanc). Mais manifestants globalement tout à fait pacifiques, d'ailleurs strictement aucune vitre cassée dans le périmètre. Les contacts avec Laurent Moutinot et Robert Cramer ne permettant pas de débloquer la situation. Entre-temps, Charles Beer arrive, surtout pour se rendre compte par lui-même de la situation et en informer Moutinot comme président du gouvernement. Il a clairement fait savoir qu'il n'avait pas d'autorité particulière sur la police.
- 22 h: sur ordre de Spoerri (apparemment), ultimatum de la police sur 15 minutes. Les Allemands ont traversé le pont et approchent des manifestants, de même que ceux du quai Wilson. Les Zurichois mènent une première charge au canon à eau, sans réussir à faire bouger les manifestants, d'ailleurs, couchés sur le sol. Les Genevois des Bergues nous préviennent que si les manifestants refluent de leur côté ils devront charger à leur tour. Ainsi 300-400 manifestants étaient pris dans un piège total de plus en plus stressant. Notre souci principal (et qui a guidé notre action sur le moment) était qu'en cas de charge, cela pouvait objectivement conduire à une catastrophe majeure, avec des manifestants sautant dans le Rhône ou le lac, et des blessés graves, voire des morts.
- 22 h 15: in extremis, un accord se négocie; Charles Beer participe à la discussion mais sans, à aucun moment, chercher à exercer une autorité sur les policiers. Cudré-Mauroux vient sur place, et malgré sa colère (due à la bouteille d'acide sulfurique), accepte de laisser un passage ouvert sur le côté du barrage de police du pont du Mont-Blanc, bordé par des policiers genevois pour éviter le contact direct avec les Allemands, afin qu'ils puissent rejoindre la place Neuve; seule condition: montrer les mains. A propos de cet acide: plusieurs manifestants viennent nous dire avoir vu une personne poser cette bouteille pas loin devant les policiers... le même genre que ceux qui ont lancé un cocktail Molotov sur des jeunes dormeurs sur la place des Volontaires samedi dans la nuit? On ne le saura jamais.



- 22 h 30-1 h: à une vitesse d'escargot (encore plus lentement... vraiment très très très lentement...); les manifestants se décident, après moult discussions, votes, hésitations, reculs, à sortir du pont; serrés de près par les policiers qui les ont encadrés au fur et à mesure en rendant impossible toute déviation du cortège hors du chemin convenu à travers la rue du Rhône, la rue de la Corraterie. Le cortège a été tout à fait pacifique, à part pas mal de bruit; pas une vitre cassée, pas une pierre, jusqu'à la place Neuve. Parmi ces manifestants, beaucoup de jeunes étrangers, anglais, irlandais, hollandais, scandinaves, français, très « militants » politiquement mais calmes par ailleurs; certains ont un foulard ou un masque et refusent de l'ôter car ils disent ne pas vouloir être identifiés par la police (en effet, la police allemande filme à tour de bras); dans le cadre des accords de Schengen et d'Europol, et de la lutte antiterroriste, un fichier central est en train de se construire à l'échelle européenne, où ce genre de photos finissent.
- 1 h 30: Différents véhicules sont venus chercher ceux du village auto-géré d'Annemasse, et la foule se disperse peu à peu. Pendant ce temps, nous savions que cela avait bardé ailleurs et nous avons peur que cela excite ceux qui étaient avec nous.
- 2 h: enfin une bière fraîche!

### Questions:

- Pourquoi la police a-t-elle réagi si tardivement et si inefficacement samedi soir? L'excuse du contrat avec le FSL ne tient pas la route, le FSL n'a jamais exigé une non-intervention face à des casseurs.
- Pourquoi Spoerri passe-t-elle son dimanche à accuser l'Usine de tous les maux? L'intervention n'a rien donné d'utile mais a inutilement excité les foules locales contre la police.
- Pourquoi, dimanche matin, la police n'a pas profité du fait que le Black Block était complètement isolé sur un des ponts pour le serrer? A ce moment-là cela aurait été faisable.
- Pourquoi la police a-t-elle fermé Malagnou au retour de la manif, créant un blocage?
- Pourquoi la police n'a-t-elle pas sciemment verrouillé l'accès aux rues Basses dimanche soir, plutôt que de multiplier les barrages isolés, éparpillés et à des endroits peu logiques?
- Pourquoi dimanche soir la police avait-elle toujours un temps de retard?
- Quel a été le mandat exact de la police mardi, et que s'est-il réellement dit entre Spoerri et les « syndicats »?

- Comment fonctionne le Conseil d'Etat en période de crise? Comment se fait-il qu'ils aient été si peu présents sur le terrain? Comment se fait-il qu'ils ne prévoient pas une cellule de crise « réunissable » rapidement, pour ne pas faire porter sur les épaules d'une seule personne tout le poids des décisions?
- Qu'ont fait les responsables, Spoerri en tête, pour réellement tirer les leçons de l'OMC en 98 et des manifestations de type G8 dans d'autres villes du monde?
- Pourquoi un tel cirque d'hélicos en permanence? C'était très désagréable, très stressant, et a priori complètement inutile.

### Remarques:

- A titre individuel, et sous réserve du mardi soir où apparemment les policiers ont un peu compensé leurs frustrations des jours précédents, je dirais que les policiers sur le terrain n'ont commis aucune bavure et ont été exemplaires, face à une situation infernale, sans sommeil et avec 20 kg de tenue sur le dos par 30°.
- Mais ces hommes le confirmaient: la stratégie ne collait pas du tout, et ils ne se sentaient pas encadrés. Ce style « légions romaines en marche » ne fonctionne pas du tout pour ce genre de situations.
- Samedi soir: la police n'est pas intervenue, il y a eu de la casse.
- Dimanche soir: la police est intervenue, et il y a quand même eu de la casse.
- Ce sont des casseurs différents, entre les « pros » du samedi et les couillons de banlieue semi-lobotomisés du dimanche.
- La manif de lundi était a priori tout à fait pacifique mais la police tenait enfin son paquet de manifestants et tenait donc à faire un exemple. Comme d'habitude, la mauvaise stratégie au mauvais moment.
- A ce stade, la succession d'erreurs stratégiques fait que nous allons avoir les « répliques » locales des tremblements de terre de ce week-end... Les casseurs du samedi soir doivent bien rigoler là où ils sont.
- Il est exact que certains d'entre nous ont quitté leur rôle d'observateurs passifs pour un rôle de médiateur, voire de service d'ordre, par moment. Cela a été plutôt utile mais je reconnais que nous n'aurions pas dû en arriver là. Cela étant dit, la situation sur le pont du Mont-Blanc, lundi soir, rendait indispensable une tentative de médiation et je ne regrette pas une seconde notre intervention; je reste intimement convaincu que nous avons réussi à éviter une catastrophe.

Genève est riche aux frais de ce monde; ce week-end ce monde a décidé de nous rappeler que Genève ne peut échapper à tous les problèmes du monde! Ce serait trop facile!

## **Mme Françoise Schenk-Gottret**

De 8 h du matin au centre-ville, puis du Jardin anglais jusqu'à la fin de la manifestation et à notre retour à la place des Bergues, j'ai été la coéquipière de Ueli Leuenberger.

Afin d'éviter des redites ennuyeuses, je rejoins tout à fait les remarques de celui-ci.

Puis je suis restée à la rue du Mont Blanc et sur le pont du Mont-Blanc où j'ai vu de nombreux manifestants regagner la gare par petits groupes, dans le calme le plus total.

J'ai rejoint ensuite Maria Roth-Bernasconi et Laurence Fehlmann Rielle à la hauteur de Rive vers 16 h et je suis restée avec elles jusque vers 20 h 30 en passant par Longemalle, le Molard, la Petite-Fusterie, la Cité, la rue du Stand, le boulevard Georges-Favon et la Maison des associations. Là aussi pour éviter des redites inutiles, je me réfère aux remarques de Maria.

J'ai été frappée par l'ambiance bon enfant de la manifestation elle-même et par l'ampleur qu'elle a prise au fur et à mesure de son cheminement.

## Mme Maria Roth-Bernasconi

1<sup>er</sup> juin 2003

Matin, 7 h 30 : je pars à pied de la Jonction en direction du rendez-vous à l'Hôtel des Bergues. Au pont Sous-Terre, un barrage est érigé. Quatre ou cinq jeunes hommes cagoulés amènent deux containers de déchets le long du Rhône en direction du barrage. Ce n'est certainement pas pour y jeter d'autres déchets....

Place de Bel-Air avec Pierre-Louis et Laurence, je vois le cordon de police qui protège les rues Basses. L'atmosphère est tendue, quelques manifestants cagoulés circulent entre les manifestants colorés avec leurs drapeaux (cf. rapport PLP).

Montée tranquille avec Laurence vers le rendez-vous vers la fin de la manifestation. Sous le pont de Sous-Moulin avec Laurence et Pierre-Louis, nous regardons la manifestation très colorée, paisible. Parfois, des manifestants habillés en noir et couverts de foulards, mais tout se déroule dans la bonne humeur.

Retour vers la ville vers 15 h.

15 h 15 : carrefour de Rive : manifestants et musique, des voitures blindées de la police passent sirènes hurlantes. Au boulevard Jaques-Dalcroze il y a un sit-in. Beaucoup de policiers qui forment des cordons pour interdire l'accès aux boulevards qui montent.

Les policiers genevois nous traitent correctement, les policiers zurichois semblent plus nerveux et sont moins aimables avec nous. Ils ne semblent pas être au courant de notre présence autorisée.

Les manifestant-e-s sont aussi un peu nerveux-ses, certain-e-s ne savent pas où aller pour rentrer aux différents villages. Je leur explique dans les langues que je maîtrise.

Les policiers suisses alémaniques donnent des sommations en allemand, puis chargent pour disperser (gaz et pétards).

Discussion parfois avec des passant-e-s et des manifestant-e-s qui nous remercient pour notre présence.

Parfois aussi discussions avec de très jeunes manifestant-e-s qui nous accostent. On joue aux mamans !

Devant les cordons de policiers, il y a toujours beaucoup de monde qui photographie les policiers. Je demande à un de ces photographes pour quel journal il fait le travail. Il me répond que c'est privé.....

Rues Basses : du monde, beaucoup de badauds, de loin on voit qu'il y a des policiers et on sent le gaz.

18 h 15 : place du Molard, l'attroupement vient d'être dispersé avec des gaz, il y a peu de monde et tout d'un coup 10 voitures blindées de police arrivent, sirènes hurlantes. Impression de cafouillage. Les badauds reviennent... Les policiers retournent dans leur voiture et repartent, cette fois-ci sans sirènes.

Vers 19 h : place de la Petite-Fusterie, beaucoup de badauds qui semblent empêcher le travail de la police. Relents de gaz lacrymogènes. La population ne comprend pas et l'exprime face à nous.

En allant vers le quartier de la place du Cirque, sur le boulevard Georges-Favon au croisement de la rue du Stand, un cordon de policiers est posté. Devant eux, un boulevard vide jonché de bris de verre. Je demande pourquoi ils sont là et ils me disent de m'éloigner car ils allaient charger. Je pars donc en direction de la place du Cirque. J'entend des bruits venant de la rue du Stand. Les policiers n'ont pas chargé tant que j'étais sur le boulevard. L'atmosphère est lourde, mais les badauds restent sur les trottoirs et regardent.

Après un petit tour vers la Maison des associations où je rencontre la première et dernière personne qui nous insulte en tant que politiciennes, je rentre vers 21 h, les jambes en compte.

Conclusion : la manifestation en tant que telle s'est bien déroulée, je n'ai jamais assisté à des situations de violence ou de cassage. En ville non plus, je n'ai jamais été témoin de violence grave (mis à part quelques jets de bouteilles ou de peinture sur nous) tant de la part des manifestants que des badauds. Quelques passant-e-s ont exprimé leur désarroi et leur incompréhension face à ce qu'ils ou elles ont vu. La police a été stoïque. J'ai juste vu les dégâts après le passage des casseurs.

## Mme Stéphanie Nussbaumer

**Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003**

J'arrive place de Bel-Air vers 8 h 15. Des manifestants sont sur la place et bloquent le pont. Un feu est allumé. L'accès à la rue du Rhône est bloqué par un cordon de police. Un canon à eau est posté derrière les policiers. Des jeunes taguent les murs. Un bus (du FSL ?) arrive, fait le point sur les blocages et met de la musique qui inonde la place.

Postés à l'avant du cortège, nous effectuons le parcours de la manif sans qu'aucun incident soit à déplorer. Nous nous postons à côté de la station BP à la douane de Thônex-Vallard pour regarder passer les manifestants et observer la jonction avec le cortège français. Ayant été avertie que la station BP de la route de Malagnou avait été détruite par des casseurs, je préviens un membre du service d'ordre de la manif pour lui signaler qu'il n'y a personne pour sécuriser la station. Le message est aussi transmis à la police. Quelques minutes plus tard, quelques personnes du service de sécurité se postent devant la station. A 13 h 15, la station est attaquée par des casseurs. Ils font tomber les barrières et brisent les vitres du BP shop, pénètrent à l'intérieur du magasin et en ressortent avec de la marchandise. Ils sont hués par les manifestants. Un début d'incendie se déclare. Les pompiers seront sur place peu après.

**Remarque :** le chef de la police appelle Pascal Pétroz sur son portable pour lui demander ce qui se passe.

Nous nous déplaçons de l'autre côté de la route afin de nous poster devant l'autre station qui avait été épargnée par les casseurs. Accompagnée d'Ariane Wisard-Blum et de Alain Charbonnier, je me rends ensuite à la douane. Nous ne remarquons pas d'incident particulier.

Je rejoins la ville accompagnée d'Alain Etienne. Au niveau du Musée d'histoire naturelle, on peut encore sentir que des grenades lacrymogènes avaient été tirées... Nous rejoignons ensuite la place des Eaux-Vives où la tension est extrêmement forte. Les manifestants sont encerclés par la police et ne peuvent quitter les lieux. La tension est vive. Des objets sont tirés en direction des cordons de police. Le service d'ordre de la manif est entre la police et les manifestants. Il essaie de contenir ceux-ci. La police quitte la place, les manifestants se dispersent.

Accompagnée d'Ariane Wisard-Blum et de Christian Brunier, je me rends à la place de Longemalle. La situation est la même. Les manifestants sont face au cordon de police. Le service d'ordre de la manif est à nouveau entre les manifestants et le cordon de police. Je quitte les lieux à 17 h 00.

### **Lundi 2 juin 2003**

Rentrant chez moi, j'arrive à vélo à la place Neuve. Il doit être minuit, minuit et demie. Des manifestants sont tranquillement assis par terre. Je prends alors la direction des rues Basses. Elles ont été investies par les forces de police. Mis à part la présence policière, ces rues sont presque désertes. Les quelques personnes qui s'y promènent sont souvent encerclées par des policiers et sommées d'« évacuer ». J'observe ce manège à plusieurs reprises. Je me rends ensuite à la place de Bel-Air. Des manifestants sont en train de passer sur le pont, ils jouent de la musique. Des camions de police sont parkés sur la place, les policiers sont à l'intérieur. Les manifestants passent devant eux en dansant et chantant. Je rentre chez moi, il doit être aux alentours de deux heures du matin.



## **M. Ueli Leuenberger**

Le dimanche 1<sup>er</sup> juin, je me trouvais avec Françoise Schenck-Gottret, à la fin de la manif, aussi bien pendant le rassemblement sur le pont du Mont-Blanc que pendant la manif.

Au début le « Black-Block » se trouvait très clairement tout à fait à la fin de la manif (au maximum 150 personnes jeunes, parlant principalement les dialectes zurichoïses et bernoïses). Certains avaient des tracts du « Revolutionärer Aufbau » sur eux.

Visiblement, ils avaient des fusées (style gros calibre 1<sup>er</sup> Août) sur eux, ainsi que des manches de drapeaux solides.

Au Comptoir Immobilier à Rive le service d'organisation du FSL s'interposait activement pour éviter plus de dégâts.

A fur et à mesure que la manif avançait, il y avait toujours plus de monde qui se rajoutait à la fin de la manif et le Black Bloc ne se trouvait plus en queue du cortège.

Par la suite, marchant à la fin de la manif, je n'étais plus systématiquement sur la hauteur des Black et j'arrivais chaque fois en retard sur les lieux des dégâts.

Vers 13 h 45 vers Chêne sur un pont, la dirigeante de la Revolutionärer Aufbau, M<sup>me</sup> Stauffacher, a lancé un appel (en français) en direction du cortège venant de France en incitant les manifestants à se rendre à Genève pour manifester. J'ai immédiatement appelé le chef de la police par téléphone, pour l'informer.

A Rive, arrivant dans l'affrontement entre la police et les manifestants (beaucoup de badauds) j'ai également téléphoné au chef de la police pour lui demander d'envoyer des moyens de communication (haut-parleur suffisamment puissant sur place), pour intimor les passants et badauds à se disperser. Il m'a promis de le faire. Par contre, il n'y a pas eu de suite à cette démarche.

Dans les rues Basses, j'ai pris pendant 2 heures environ, avec d'autres observateurs, une part active en tant que médiateur ou « force d'interposition » en sortant de mon strict rôle d'observateur. J'ai réussi à plusieurs reprises à dissuader de très jeunes « paumés » de lancer des pierres et des bouteilles. Mais dès qu'on tournait le dos, les jets continuaient. Au début, les jeunes n'étaient pas masqués. J'ai en particulier pu dissuader 3 jeunes Kosovars en déclinant mon identité et en me référant à mes anciennes responsabilités professionnelles.

Ces jeunes ont été particulièrement excités par un type (un badaud) d'environ cinquante ans.

Un moment donné, un gars de la Police judiciaire dans la foule s'est approché de moi en me disant « Venez vite, on sort, je vous protège » et j'ai ainsi gagné une zone un peu moins chaude.

Au même endroit il y avait également M<sup>me</sup> Meissner, personnalité d'extrême droite connue (Action Nationale) qui critiquait les autorités et essayait de monter une parti du public contre les « politiques qui laissent faire ». J'ai reconnu à cet endroit également 2 ou 3 autres visages appartenant à la droite xénophobe, dont je ne connais pas les noms.

## M. Patrick Schmied

**Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003**

8 h 30, départ avec Loly Bolay pour rejoindre le 3<sup>e</sup> membre de l'équipe Pierre Guérini, déjà à pied d'œuvre à la place de Bel-Air. L'ambiance est tendue, les policiers barrant la rue de la Confédération. Un bus arrive avec de la musique très forte qui fait tomber la tension.

Une heure plus tard, la situation s'est calmée et nous rejoignons le départ de la manifestation. Le cortège se met en place dans une ambiance bon enfant. Nous assistons à l'ultime rencontre entre le service d'organisation du FSL et la police, qui se conclut par une loyale poignée de main, sous le regard quelque peu absent de M. de Marcellus.

Loly, Pierre et moi restons à la place de Longemalle pour observer l'arrière du cortège qui continue à bien se dérouler. Sur la fin, nous repérons un groupe de jeunes en noir et assez menaçants. Ueli Leuenberger et quelques autres décident de les suivre.

Vers 11 h 30, le chef de la police m'appelle pour me demander si j'ai des informations sur Thônex où il semble que « ça chauffe ». Je le dirige sur Pascal Pétroz qui est sur place et peut le renseigner.

Avant midi, nous faisons un passage dans les rues Basses pour constater les dégâts, considérables, et nous sommes pris à partie par deux commerçants, dont Gilles Desplanches dont les portes du magasin sont démolies.

Peu après midi nous décidons de prendre une pause, tout étant calme dans notre secteur, et décidons de nous retrouver à 16 h.

A 16 h, j'apprends par Alain Charbonnier que tous les observateurs sont mobilisés aux Eaux-Vives où la tension monte entre la police qui barre la rue et des voyous qui visiblement n'ont plus grand-chose à voir avec les manifestants que j'ai croisés sur le pont du Mont-Blanc, rentrant tranquillement chez eux.

Au rond-point de Rive, certains parlementaires se muent en médiateurs, malgré les tentatives de certains d'entre nous de les en empêcher, alors que le service d'organisation du FSL commence à être débordé.

La façade du Comptoir Immobilier a été attaquée, preuve de la présence de Genevois dans les casseurs.

S'ensuit une longue période où la police fait divers mouvements dans la rue de la Confédération et les rues adjacentes sous les projectiles et les lazzis des casseurs, et sous les yeux du public accouru en grand nombre.

Les voyous sont bientôt rejoints par un nombre important de badauds. La police ne répond pas à la provocation et reste muette, sans essayer de convaincre le public de rentrer chez lui. Au bout d'une heure de ce régime, la police effectue quelques mouvements d'intimidation, accompagnés de tirs modérés de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes. L'attitude du public est proprement écœurante, et aurait mérité sommation et sanction à mon avis.

Peu à peu, les confrontations baissent en intensité, et les rues Basses semblent revenir au calme. Je rentre vers 19 h.

Globalement, mon expérience d'observateur a été positive, en particulier du fait de la bonne tenue du groupe.

Il n'empêche que j'ai le sentiment que tous les efforts de préparation s'étaient concentrés sur la grande manifestation, alors que les problèmes se sont accumulés sur les périodes et les lieux périphériques. Et là tout le monde a dû improviser, y compris les observateurs, certains sortant de leur rôle, ce que personnellement je déplore.

A l'arrivée, je crois que Genève a eu beaucoup de chance cette fois et qu'on peut considérer ce week-end comme un avertissement à prendre au sérieux, car je doute que nous ayons une deuxième chance. Le problème de la violence interne (la surprise du week-end pour beaucoup) et externe doit être traité en urgence, quitte peut-être à oublier la LDTR un moment...

## Mme Ariane Wisard-Blum

**Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003**

8 h : Rendez-vous des observateurs parlementaires devant l'Hôtel des Bergues.

8 h 30 sur le pont du Mont-Blanc : formation du cortège

- ambiance calme, endormie.

Montée à pied à la douane de Moillesulaz avec Marianne Grobet-Wellner, Alain Charbonnier, Christian Bavarel.

Arrivée du cortège français

- Cortège bon enfant, gai et haut en couleur.
- Certains manifestants nous abordent pour connaître notre rôle sur les lieux, ils se disent surpris et contents de notre présence.
- Particularité du cortège : pas de masqués hormis un groupe d'anars.
- Service d'ordre très discret, mais visiblement efficace.

Départ pour la douane de Vallard.

- On nous annonce un feu à la station-service : arrivés sur place, le feu est éteint et le calme revenu.
- Je me rends avec Stéphanie Nussbaumer et Alain Charbonnier à la douane, car on nous annonce de la casse. Arrivés sur place, tout est calme, aucun dégât n'est observé. Des personnes sont montées sur le toit des locaux de la douane suisse et sur les couverts.

Descente en ville. Plusieurs appels au Natel nous signalent des échauffourées sur la route de Malagnou et à Villereuse.

Environ 16 h : Arrivée à la place des Eaux-Vives :

Cordons de police en bas de la rue Adrien-Lachenal, du cours de Rive et de la rue de la Terrassière.

Je me trouve à côté des policiers placés au début de la rue de la Terrassière.

Je ne décris que ce que j'ai pu observer de ce côté du cordon de policiers.

Face-à-face tendu entre la police et une foule composées de badauds, de manifestants, de jeunes excités et de journalistes.

- Des jeunes gens, masqués ou non, lancent des cannettes et des bouteilles sur la police : pas de réactions des policiers.
- Le FSL et certains observateurs parlementaires tentent de réduire les tensions et de débloquer la situation.

- Les policiers reculent à deux reprises, les deux fois des bouteilles volent, du côté où je me trouve, des manifestants désapprouvent ces actes d'agression.
- Les policiers finissent par partir.

La tension redescend et le calme revient.

16 h 50 : Même situation à la place de Longemalle. Je me trouve en bas de la rue de la Fontaine avec Loly Bolay et Véronique Pürro.

Cordons de policiers dans les rues Basses et dans la rue de la Madeleine.

La Vieille Ville est inaccessible (cordons policiers en haut des rues de la Fontaine et du Perron).

La foule se compose de manifestants de retour du cortège, de beaucoup de badauds, mais aussi de jeunes gens, un foulard masquant le bas du visage ou non, look jeunes de banlieue, entre 15 et 20 ans, spécialement excités.

Plusieurs jets de bouteilles et autres projectiles.

La police fait mine de charger, ce qui provoque un mouvement de panique de la foule. Véronique Pürro tombe, elle se blesse légèrement le coude et perd ses lunettes. Je décide de quitter les lieux quand la police reprend position, comme auparavant, et que les jets de bouteilles recommencent.

Je me place en bas de la rue du Perron avec Anne Mahrer et Sylvia Leuenberger :

Depuis là, nous assistons à une charge de la police dans les rues Basses.

Les gens présents approuvent en applaudissant, comme au spectacle, et deux jeunes (15 ans) cagoulés lancent une bouteille en direction de la police. Réaction de quelques personnes afin de les sermonner et les dissuader d'avoir des gestes agressifs. Quelqu'un lui arrache sa cagoule, ce geste rend le jeune homme agressif, alors qu'avant il avait l'air de bien rire.

Un homme a confisqué un pavé à deux jeunes gens habillés en « tenue de combat » ; ces derniers marchent tête basse, presque honteux, poursuivis par le monsieur qui leur fait la morale!

### Mes impressions personnelles:

Le cortège français était très sympathique et de bonne tenue.

Le rassemblement à Vallard était calme.

Je n'ai assisté à aucun acte violent.

Je n'ai vu aucun policier durant le cortège et à l'arrivée.

J'ai trouvé la manifestation du 1<sup>er</sup> juin pacifique et festive.

Le retour en ville était par contre très différent. Forte présence policière.

La stratégie de la police était peu compréhensible.

Les cordons policiers bloquant des rues, sans plus de communication avec la foule, faisaient monter la tension. Les policiers se retrouvaient parfois « pris au piège » entre deux groupes de personnes.

Des jeunes gens, souvent très jeunes, masqués ou non, réagissaient fortement à la présence de la police et cherchaient la confrontation en lançant des cannettes et des bouteilles sur les policiers, même quand ceux-ci reculaient.

Beaucoup de badauds étaient présents, observaient et surtout photographiaient ou filmaient les scènes, en prenant des risques parfois inconsidérés.

Le risque de panique et de mouvements de foule pouvait s'avérer particulièrement dangereux.

Le FSL était très présent et tentait au mieux de ramener l'ordre. Certains observateurs parlementaires tentaient également de calmer les excités et de s'interposer entre les casseurs et la police, au risque parfois de se faire agresser.

Je crois qu'il aurait fallu mieux communiquer avec les passants, avec des haut-parleurs par exemple, en leur signifiant ce que l'on attendait d'eux.

Je n'ai entendu que Rémy Pagani faire une annonce par haut-parleur, à la place des Eaux-Vives, conseillant aux gens de prendre la direction du pont du Mont-Blanc.

J'ai trouvé le comportement de la police très calme et patient, les ripostes policières aux nombreuses agressions subies étaient proportionnées.

### **Lundi 2 juin 2003**

J'arrive à 21 h au pont du Mont-Blanc, côté rive droite.

J'ai pu traverser sans difficulté un cordon de policiers genevois et allemands placé sur le pont du Mont-Blanc, côté rive gauche.

La situation est délicate et complexe : des manifestants (j'ai de la peine à évaluer leur nombre) sont pris en tenaille au bout du pont, encadré, depuis 2 heures, par 4 cordons de police.

Ils se disent pacifiques et entament volontiers la conversation. Ils s'assoient souvent en signe d'apaisement ou de détermination.

Je reste quelques minutes à côté des policiers, côté Hôtel des Bergues : les forces de l'ordre laissent passer les personnes une à une, après une fouille minutieuse.

J'ai remarqué qu'il n'y avait pas de policières pour effectuer la fouille des femmes.

Par ailleurs, à la hauteur du cinéma Plaza, un attroupement s'est formé en dessus du cordon de police.

Je ne vois pas les personnes rassemblées là-bas, mais je constate que la police utilise des gaz lacrymogènes et des lances à eau.

Les manifestants du pont du Mont-Blanc réagissent alors bruyamment, mais sans aucune violence.

Plus tard, un ultimatum est lancé par la police : les manifestants ont 15 minutes pour passer le cordon de police, un à un, en acceptant la fouille de leurs sacs.

Après un vote à main levée, les manifestants refusent cette injonction.

Les policiers genevois et allemands stationnés sur le bas du pont du Mont-Blanc remontent le pont vers les manifestants et resserrent ainsi l'étau.

Les policiers postés rue du Mont-Blanc utilisent des lances à eau. La plupart des manifestants restent assis ou couchés. Me trouvant trop loin du devant de la « scène », je ne peux pas expliquer les raisons de cette intervention. Après cela, je constate que des balles en caoutchouc jonchent le sol.

Je constate la présence de M. Beer sur les lieux. J'ignore à quelle heure il est arrivé.

La situation est extrêmement tendue : elle laisse à penser que son dénouement pourrait finir dramatiquement. Les policiers, côté Bergues, nous avertissent qu'en cas de déclenchement des hostilités les observateurs parlementaires devront vite se réfugier sur le pont des Bergues, car ils seront obligés de tirer sur les manifestants qui tenteraient de fuir par là.

Les policiers ne peuvent pas reculer, car des camions sont stationnés derrière eux.

Pourtant, vers minuit, revirement de la situation : les policiers libéreront un passage afin que les manifestants puissent traverser le pont du Mont-Blanc, encadrés des observateurs parlementaires, afin de se rendre à la place Neuve.

Condition : ils doivent passer devant la police en montrant leurs mains vides. Il n'y aura aucune fouille, ni contrôle d'identité.

Les manifestants hésitent encore à accepter cet accord. Ils aimeraient que le groupe placé en amont du cordon de police, côté Plaza, les rejoigne et ils craignent un traquenard de la police.

Finalement, après plusieurs votes à main levée, ils acceptent l'accord.

Les policiers allemands et genevois créent un couloir de 3 mètres de large pour laisser le passage des manifestants.

Antoine Droin, Pierre Guérini et moi-même prenons la tête du cortège comme convenu avec la police.

Arrivés de l'autre côté du pont, les manifestants s'arrêtent, à nouveau inquiets d'un piège policier et de ne pas retrouver les bus qui devraient les ramener à Annemasse.

Finalement, ils acceptent de s'engager en cortège dans la rue du Rhône pour rejoindre la rue de la Corraterie jusqu'à la place Neuve.

Des policiers ont encadré ce parcours de façon très discrète, empruntant des rues parallèles. Le cortège est pacifique, mais bruyant, quelques personnes



frappent sur les planches protégeant les magasins, mais épargnent les vitres non protégées.

Un manifestant propose une bouteille en plastique pour remplacer celle en verre ; échange accepté sans discussion.

Arrivés à la place Neuve, les manifestants fatigués s'assoient ou se couchent. Un responsable appelle leur village autogéré français ou suisse pour faire venir des bus.

A 2 h les bus et voitures arrivent et prennent en charge une bonne partie des manifestants.

Je m'en vais et reviens une heure plus tard, à 3 h, il n'y a plus personne à la place Neuve et tout est calme.

Il y a du monde aux Bastions mais, vu l'heure tardive, je décide de rentrer.

### **Mes impression personnelles**

Je n'ai pas compris la stratégie de « souricière » appliquée par la police.

J'ai remarqué l'utilisation de balles en caoutchouc et l'usage de la lance à eau sur les manifestants du pont du Mont-Blanc, sans pouvoir juger de l'adéquation de ces mesures, me trouvant trop loin de l'action pour pouvoir observer le comportement des manifestants à ce moment .

A part cette intervention, je n'ai remarqué aucune provocation de la police et n'ai assisté à aucun comportement agressif de sa part. Les forces de l'ordre étaient patientes, malgré la fatigue et la chaleur.

Les manifestants du pont du Mont-Blanc paraissaient particulièrement pacifiques, voire même un peu flegmatiques ! Les policiers nous ont signalé que certains d'entre eux étaient des casseurs.

Ils ne me semblaient pas représenter un réel danger, ce qui s'est confirmé exact durant le parcours jusqu'à la place Neuve.

Des observateurs parlementaires ont endossé un rôle de médiateur durant la soirée, souvent contraint par l'évolution de la situation.

Si je n'ai pas participé à cette médiation, je ne peux que comprendre ce comportement, car il s'agissait de trouver une solution pacifique, afin que tout finisse au mieux, sans blessés.

En effet, le dispositif mis en place par la police faisait craindre un dénouement incertain et plutôt inquiétant. Je suis certaine qu'à ce moment, sur le terrain, personne parmi tous les acteurs présents ne souhaitait en arriver là.

Je n'ai pas de remarque à faire sur la présence de M. Beer, si ce n'est que la présence d'un conseiller d'Etat dans cette situation explosive était courageuse et rassurante.

En synthèse, les manifestants sont restés bloqués sur le pont durant 5 heures : malgré cela, je n'ai à aucun moment pu observer des mouvements de violence de leur part.

Le dénouement de la soirée, sans violence, ni déprédations, ni blessés est heureux et mérite d'être relevé.

## M. Alain Charbonnier

**Samedi 31 mai 2003**

12 h : Assis à la terrasse du Café de l'Hôtel de Ville, en compagnie de Maria Roth Bernasconi, Laurence Fehlmann Rielle et Christian Brunier, nous assistons au déploiement subit d'importantes forces de l'ordre dans tout le quartier. La police refuse de nous en donner l'explication, mais nous apprenons par quelqu'un de la chancellerie qu'il ne s'agit que d'une action préventive. Nous sommes pleinement rassurés par cette présence policière au centre-ville.

23 h 30 : je reçois un appel téléphonique du chef de la police, M. Cudré-Mauroux, il m'indique que différents groupes de casseurs du Black Bloc opèrent au centre-ville et que les observateurs parlementaires devraient se mettre au travail. J'appelle Antoine Droin et on se retrouve à la place du Cirque. Des voitures de police sillonnent les rues à toute vitesse, sirène hurlante, dans tous les sens. La Migros de la place du Cirque a ses vitrines brisées, un camion de pompier est présent, une forte odeur de brûlé plane. Christain Brunier nous rejoint, nous allons rue du Diorama où le garage de moto Zanetta est complètement noir, victime d'un incendie provoqué par des cocktails Molotov. Nous allons en direction de l'Usine ; en passant nous constatons que le bâtiment de la Tribune de Genève a aussi ses vitres brisées. Rue du Stand des cordons de policiers empêchent l'accès en direction de l'Hôtel des Finances. Nous passons le barrage et nous nous retrouvons avec le Conseil administratif de la Ville de Genève et le conseiller d'Etat Charles Beer dans l'axe de la rue du Tir qui mène à l'Usine. La rue est complètement obstruée par les forces de police, qui encerclent complètement le bâtiment de la place des Volontaires. La rumeur circule que des casseurs seraient partis de l'Usine, pour y revenir une fois leurs méfaits commis. Les personnes regroupées face aux policiers, dos à l'Usine, lancent des objets de toutes sortes sur les forces de l'ordre qui ne répondent pas aux intimidations. Au bout d'une bonne heure la police lève le camp progressivement sans investir l'Usine. Nous nous rendons dans les rues Basses où nous constatons beaucoup de dégâts à différents commerces. Nous n'avons pas du tout rencontré de casseurs. Nous remarquons que les déprédations ne sont pas ciblées sur des symboles style McDonald ou banque. Beaucoup de commerces ont souffert de vitres explosées et cocktails Molotov jetés à l'intérieur.

Nous passons encore à la Maison des associations où nous recueillons le témoignage d'une personne qui a vu un groupe de casseurs cagoulés quitter l'Usine entre 22 h et 23 h.

Nous rentrons prendre quelques heures de sommeil vers 3 heures du matin.

### **Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003**

7 h 30, l'opération blocage des ponts est effective. Le pont Butin, le pont de la Coulouvrenière, le pont du Seujet et le pont du Mont-Blanc sont effectivement complètement bloqués. Aucune force de police, à part pour le pont Butin, n'empêche l'accès à ses ponts et certains automobilistes semblent totalement désorientés avant de faire demi-tour devant les barricades érigées.

Toute l'équipe des observateurs parlementaires se retrouve devant l'Hôtel des Bergues à 8 h. Il ne manque que Philippe Glatz qui n'a jamais donné de nouvelles. Les équipes se forment et nous partons rejoindre nos secteurs d'observation. Nous partons avec Ariane Wisard-Blum, Marianne Grobet Wellner et Christian Bavarel à pied pour le secteur de la douane de Moillesulaz. Nous y retrouvons le groupe d'Anne Mahrer, Alexandra Gobet Winiger et Alain Etienne, ainsi que Carlo Sommaruga qui circule à vélo. Nous attendons le cortège français qui commence à passer la frontière vers 11 h. C'est un cortège très festif, dans la bonne humeur et très détendu qui passe sous nos yeux, pendant environ deux heures. Aucun casseur dans les parages, nous sommes soulagés. Notre présence étonne plus d'un manifestant qui apprécie que des parlementaires soient sur le terrain.

Nous attendons la fin du passage des manifestants avant de nous rendre directement à la plate-forme douanière de Thônex-Vallard. Enormément de monde se trouve là. Avertis par Natel des déprédations à la station-service BP côté Salève, nous rejoignons d'autres collègues devant la station de l'autre côté de la route et qui n'a pas été attaquée. Nous allons faire un tour autour des bâtiments de la douane où aucune déprédation n'est à signaler. Beaucoup de manifestants nous disent leur regret qu'il n'y ait rien d'organisé (concert) afin de passer un moment agréable sur place.

Nous retournons groupés vers Chêne-Bougerie où nous avons la chance de trouver un bus TPG qui nous embarque vers Genève. Malheureusement il s'arrête à Grange-Canal et nous apprenons que des barrages de police situés plus bas à Villereuse l'empêche d'aller plus loin.

Arrivés à la place des Eaux-Vives, nous constatons la présence de plusieurs barrages de police dans tout le quartier. La foule est importante, constituée de

badauds, de manifestants et de jeunes très énervés face à tout ce déploiement de force. Aucune information n'est donnée à la foule par la police, qui se retrouve souvent bloquée entre deux barrages, avant que ceux-ci ne se déplacent en d'autres points. Nous ne comprenons pas la stratégie de la police et certains sortent de leur mandat d'observateurs/trices, en essayant de calmer ceux qui commencent à menacer les policiers, qui restent, eux, imperturbables. Placé entre un barrage de police et des jeunes très agressifs, je reçois un pot de peinture rouge sur la tête. La tension augmente très rapidement et la police charge par moments avec des gaz lacrymogènes. La première vitrine explose devant nos yeux aux Jouets Weber. La plupart des gens présents sifflent les casseurs, qui s'en vont plus loin, rue du Rhône, où ils s'attaquent à la boutique Lacoste, il est environ 18 h 30. La police intervient, un peu tard, mais l'ordre revient.

A 21 h nous nous retrouvons avec Christian Brunier, Pierre Guérini et Christian Bavel à la place des Volontaires devant l'Usine, qui est complètement encerclée par les forces de l'ordre. Auparavant, nous avons assisté à une charge impressionnante de la police sur des casseurs devant l'Hôtel des Finances.

A la place des Volontaires nous assistons à l'arrestation musclée d'un homme d'une cinquantaine d'années. Nous demandons à la police de pouvoir entrer dans le bâtiment de l'Usine. C'est le chef de la police qui nous y reçoit, entouré de plusieurs membres de la PJ, habillés façon « casseur » avec un brassard de police orange. Dans le hall d'entrée, une dizaine de jeunes sont menottés. Trois sont blessés dont un saigne abondamment de plusieurs plaies au cuir chevelu. Nous montons dans les étages où tout est calme. Nous croisons plusieurs policiers en civil. Au cinéma Spoutnik qui se trouve dans l'Usine, la police procède à la fouille et au contrôle d'identité d'une quinzaine de membres d'Indymédia. La police effectue ce travail de façon tout à fait correcte, les personnes interpellées sont rassurées de nous voir là. Nous apprenons par la hiérarchie de la police que l'Usine va être fermée pendant 4 jours. Cette nouvelle sera infirmée au bout d'une heure. Nous passons ainsi 1 heure 45 à l'Usine et la police se retire.

Nous sortons de l'Usine avec M. Pasquier, officier de police, avec qui nous nous dirigeons vers le boulevard Georges-Favon, où la police allemande est aux prises avec de très nombreux casseurs. Les charges des forces de l'ordre se font cette fois-ci au pas de course, ce qui disperse les groupes de casseurs sur la plaine de Plainpalais. Ceux-ci se reconstituent rapidement et reprennent leur marche en direction du pont de la Coulouvrenière. A un moment nous essayons de passer derrière le barrage allemand, mais ces policiers ne

semblent pas savoir qui nous sommes et nous nous replions, non sans que Christian Brunier ait failli se faire matraquer par un policier allemand. Vers 23 h 30, la police se retire et les casseurs partent en direction de la place de Bel-Air. Avec une violence inouïe, ils tentent de faire sauter les palissades de bois protégeant le Crédit Lyonnais, ils n'y parviennent pas et se vengent sur les abris de bus, qu'ils précipitent dans le Rhône. A ce moment-là, j'essaie de voir combien de casseurs sont réellement en action. Sur les trois à quatre cents personnes présentes, une cinquantaine seulement semblent être de réels casseurs, les autres assistent et encouragent, ce qui ne les rend pas plus glorieux. Je suis avec Christian Brunier, et nous nous rendons compte que la police a provisoirement, du moins nous l'espérons, disparu. Les casseurs reprennent leur macabre besogne au début de la rue du Rhône, en se déchaînant sur le magasin de chaussures Aeschbach. Ils en cassent les vitrines dans un bruit assourdissant (j'en ferai des cauchemars pendant 3-4 nuits). La police est aux abonnés absents et nous en sommes sidérés. Cette absence va durer selon nous environ 30 à 45 minutes. Laps de temps au cours duquel nous aurons l'impression que l'Etat de droit a disparu. Nous nous mettons en retrait sur le pont de l'Ile, car pour la première et seule fois de ces événements, nous craignons pour notre intégrité physique, plusieurs personnes nous regardent de façon menaçante. Nous constatons que plusieurs pilleurs ressortent les mains pleines de chez Aeschbach. Je téléphone à ce moment à M. le président du Conseil d'Etat, Laurent Moutinot, pour lui faire part de cette situation catastrophique. Nous décidons alors de retourner à la place du Cirque d'où nous entendons et voyons passer par-dessus les immeubles des bombes de gaz lacrymogène qui dispersent les casseurs de façon définitive.

A 2 h, je retourne chercher mon scooter garé dans la ruelle devant le magasin Brachard. Tout le quartier baigne dans un smog de gaz lacrymogène, les masques que nous avons sont utiles mais les yeux résistent très difficilement. Finalement j'arrive chez moi entier vers 2 h 45.

### **Lundi 2 juin 2003**

Ma journée de travail commence à 7 h et il m'est difficile de me concentrer par la fatigue et mon état psychologique perturbé par les événements de la fin de soirée de la veille.

Dans la journée, j'apprends qu'une manifestation est prévue à 18 h, je préviens quelques observateurs que j'arrive à joindre. A 17 h je me retrouve dans la Vieille-Ville, afin d'assister à la commission de l'économie du Grand

Conseil. Pendant la séance, je suis prévenu par appel Natel d'Antoine Droin que la manifestation se trouve bloquée au bout du pont du Mont-Blanc. Je quitte la commission vers 18 h 45 et après un crochet à mon domicile, je me retrouve en bas de la rue de Chantepoulet où se trouve un double barrage de policiers zurichois qui bloquent l'accès au bas de la rue du Mont-Blanc direction lac ; quelques badauds sont là. Je retrouve Antoine Droin et François Thion, à l'entrée du pont du Mont-Blanc, au milieu de 400 à 500 manifestants pour la plupart assis par terre, mais aussi des touristes ou des passants. Ils sont bloqués là entre 2 barrages de policiers allemands, un à l'autre bout du pont, l'autre au quai Wilson. Un troisième barrage de policiers zurichois rue du Mont-Blanc et un quatrième, de policiers genevois, plus léger quai des Bergues. De plus, sur le lac, se trouvent une vingtaine d'embarcations de la police qui sont prêtes à intervenir. J'appelle par Natel le chef de la police, afin de comprendre la situation. Il m'explique qu'il souhaite que les manifestants sortent par des barrages filtrants. Nous donnons l'information, qu'ils n'ont d'ailleurs pas reçue de la police, aux personnes présentes dans ce blocus. Nous faisons sortir ainsi une centaine de personnes par le square du Mont-Blanc où les policiers sont d'abord surpris, puis après s'être informés auprès de leur hiérarchie, organisent nerveusement le barrage filtrant, en fouillant les sacs et en demandant les papiers d'identité. Les autres manifestants refusent ces conditions et restent dans le blocus. Devant cette situation inextricable je sors de mon mandat et décide d'appeler M<sup>m</sup>c la conseillère d'Etat Spoerri. Je n'ai pas son numéro et j'appelle M. le président du Conseil d'Etat, Laurent Moutinot, à qui j'expose la situation. Il me répond qu'il ne peut pas s'ingérer dans les affaires relevant du département de sa collègue et me donne le numéro de M<sup>m</sup>c Spoerri. Je fais le numéro, une personne me répond que M<sup>m</sup>c Spoerri est occupée et qu'elle me rappellera rapidement. Plusieurs autres observateurs/trices nous rejoignent entre 20 h et 21 h. Dans le même temps la presse arrive sur les lieux et du côté de la rue du Mont-Blanc les rangs des badauds grossissent, avec parmi eux des jeunes qui deviennent agressifs avec les policiers zurichois. La tension monte rapidement, les policiers allemands sur le quai Wilson avancent leur position en direction des manifestants, alors que ceux postés de l'autre côté du pont le traverse pour se retrouver tout près de l'extrémité, côté gare.

L'officier genevois qui dirige le barrage du quai des Bergues nous prévient qu'en cas de repli des manifestants vers son barrage, si charge il y a, il se verra dans l'obligation d'ordonner à ces hommes de tirer, car ils sont en sous-effectif.

Je n'ai pas noté l'heure exacte mais c'est seulement environ deux heures et demie après mon premier appel que M<sup>m</sup>c Spoerri me rappelle. L'entretien ne se passe pas très bien, M<sup>m</sup>c Spoerri me martèle que nous sommes sortis de

notre mission d'observateurs/trices, que nous n'avons pas à faire de négociations et que nous aurons à prendre nos responsabilités.

Les manifestants se rapprochent quelque peu et sans hostilité du barrage de policiers zurichois, le camion à eau et des balles en caoutchouc arrosent les manifestants qui se regroupent à l'entrée du pont. Une jeune fille me montre sa lèvre boursouflée et une énorme ecchymose sur le haut de son torse, touchée par plusieurs balles en caoutchouc alors qu'elle était assise par terre. M. le conseiller d'Etat Charles Beer est arrivé sur les lieux et constate la situation. Il s'en va avec Christian Brunier à l'Hôtel Bristol, pour un entretien avec le chef de la police.

A leur retour, il a été décidé que les policiers allaient laisser partir les manifestants par le pont du Mont-Blanc et qu'encadrés par les observateurs/trices, ils se rendraient à la place Neuve.

Juste avant d'ouvrir le couloir, devant la presse et M. Charles Beer, le chef de la police surgit de derrière les lignes avec à la main une bouteille qu'il dit être remplie d'acide et trouvée du côté des manifestants par ses hommes.

Les policiers allemands ouvrent ainsi une brèche d'environ quatre mètres entre eux et la barrière de sécurité du pont côté île Rousseau. Des policiers genevois font un cordon de la même manière jusqu'au bout du pont, côté Jardin anglais.

Les manifestants, hésitants, se décident petit à petit à emprunter ce couloir avec pour seule condition de montrer aux policiers leurs mains.

Finalement, après de très longues minutes, les manifestants passent de l'autre côté du pont, alors que du côté de la rue du Mont-Blanc la police zurichoise charge avec camion à eau et gaz lacrymogène, les personnes côté gare.

Après hésitation le cortège se met en route en empruntant la rue du Rhône, puis celle de la Corraterie, suivi dans toutes les rues parallèles d'un important dispositif policier. Nous arrivons ainsi à la place Neuve où se cortège bruyant n'a produit aucune casse. Des cars viennent d'Annemasse, du village altermondialiste, récupérer une centaine de manifestants, les autres se dispersent lentement sans problème.

Il est 2 h du matin. Pierre Guérini me conduit en scooter à Chantepoulet, où je récupère le mien. En passant à Saint-Gervais on s'aperçoit que le quartier à souffert d'affrontements, des débris de toutes sortes jonchent le sol. Tout est calme et nous rentrons chez nous.



## Constatations

Pendant ces 3 jours d'observations, les policiers se sont toujours comportés de façon tout à fait correcte. Mis à part les policiers allemands qui n'ont pas respecté notre fonction.

Il n'est pas compréhensible que le samedi soir, avec autant de moyens, la police n'ait pu intervenir contre les casseurs.

L'acharnement par la police sur l'Usine se justifie-t-il par des preuves tangibles ?

Pourquoi la police n'a-t-elle pas informé les personnes présentes lors des barrages du dimanche en fin d'après-midi et qu'elle en était le but ?

Quelle disproportion d'engagement de la police entre le samedi soir et le lundi soir et s'il y avait des casseurs aussi dangereux que ce que déclare la police, pourquoi ces casseurs sont-ils restés inactifs avant et après le blocage au bout du pont du Mont-Blanc ?

## Mme Anne Mahrer

### Observations faites lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> juin 2003

Dimanche matin 8 h 30 : de notre point de rendez-vous (Hôtel des Bergues), Alexandra Gobet-Winiger, Alain Etienne et moi-même, nous dirigeons vers les rues Basses en passant le pont des Bergues, barré côté place du Rhône. Un jeune homme filtre et laisse passer piétons et cyclistes. Rien de motorisé, dit-il. Un scootériste et 4 jeunes occupant une voiture semblent très fâchés de ne pas pouvoir passer : les autres ponts sont également bloqués. Le ton monte. Je tente de calmer le jeu. Nous passons par la place du Molard et constatons un important dispositif des forces de l'ordre dans les rues Basses.

Nous poursuivons notre marche en direction de la douane de Moillesulaz par la route de Chêne avec le sentiment agréable d'un dimanche presque sans voiture. Petit arrêt à Chêne-Bourg au stand des coordinateurs-trices du FSL, puis arrivée peu avant 11 h à Moillesulaz. Rejoints pas d'autres collègues, nous attendons l'arrivée des manifestant-e-s venant d'Annemasse. Un cortège festif et coloré passe la frontière vers 12 h. Nous sommes bien perçue-s et plusieurs personnes nous questionnent quant à notre présence et notre rôle pendant cette journée.

Après avoir observé le bon déroulement du passage de la frontière, nous remontons en direction de la rue Jean-Pelletier que le cortège doit emprunter pour rejoindre Thônex-Vallard. Nous nous arrêtons un moment. Un collègue nous demande par téléphone de nous rendre à une des stations-service proche de la douane de Thônex-Vallard (côté avenue Adrien-Jeandin). Nous prenons la tangente pour arriver rapidement sur les lieux, il est environ 13 h 20.

Nous nous installons en haut du chemin qui rejoint l'avenue Adrien-Jeandin. Nous observons alors que la station-service d'en face est mise à sac. Très rapidement des personnes du FSL interviennent pour tenter de limiter les dégâts. Aucune présence policière visible. Beaucoup de monde sur la passerelle de l'avenue de Thônex au-dessus de l'autoroute : quelques personnes provoquent les manifestant-e-s et jettent des objets en direction de la station-service d'où sort de la fumée.

Une ambulance, puis une voiture de pompiers arrivent sur place. Le cortège se poursuit. Un collègue téléphone au chef de la police pour demander d'envoyer une discrète surveillance policière autour de la station-service

encore indemne. Un nouvel appel est nécessaire pour obtenir une réponse négative.

Entre 14 h et 14 h 30, nous observons un groupe de jeunes gens équipés d'une panoplie qui attire notre attention : bidon d'essence, mèches, gros scotch noir, gants en caoutchouc. Ils ont entre 16 et 18 ans, parlent italien et tournent autour du lieu avec insistance.

Au bout d'un moment, S. Leuenberger et moi-même ne nous contentons plus d'observer et les abordons pour discuter avec eux et comprendre leurs intentions. L'un d'eux écrit sur le mur, ils nous disent avoir faim et cherchent à manger. Finalement, ils quittent les lieux.

Vers 15 h, de nombreuses personnes quittent la manifestation et cherchent des transports pour rejoindre la gare, le centre-ville ou Annemasse. Je leur indique la direction du bus 12 et les navettes depuis le centre sportif de Sous-Moulin.

Vers 15 h 30 nous allons prendre le bus 12 place Louis-Favre. Nous devons descendre à Grange-Canal déjà. Nous marchons rapidement jusqu'à la rue de la Terrassière. Les forces de l'ordre bloquent la rue Adrien-Lachenal, les Glacis-de-Rive et la rue de la Terrassière. Un jeune homme trouve les policiers et leur équipement lourd provoquant et s'étonne que les policiers zurichois usent de balles en caoutchouc. Il pense que les gens voudraient rejoindre la gare et ont peur. C'était hier soir qu'il fallait intervenir, dit-il.

J'observe l'imposant cordon policier à la rue de la Terrassière et ne me l'explique pas. De jeunes manifestants leur font face et veulent en découdre : cailloux dans les poches et bouteilles vides à la main. Des représentants du FSL et plusieurs parlementaires (dont je suis) tentent de dissuader des jeunes de lancer leurs projectiles. Ils ont le regard dur et déterminé, certains le bas du visage masqué. Le FSL et quelques parlementaires parlent avec les policiers. Lorsque le barrage est levé, la tension tombe immédiatement.

A 17 h, place de Longemalle, je constate qu'un important dispositif policier vise à boucler l'accès aux rues Basses. Provocations, jets de pierres et de bouteilles, des jeunes particulièrement agressifs se confrontent à des badauds opposés à leur violence. Les personnes spectatrices entravent l'action de la police et provoquent des mouvements de foule dangereux lorsque les forces de l'ordre interviennent. C'est le sauve-qui-peut lorsque les policiers font mine de charger. Véronique Pürro tombe : égratignures et légères contusions. Pendant ces confrontations, les représentants du FSL sont très présents, bien visibles et tentent de calmer le jeu.

A 17 h 15, je prends la direction de la rue de la Madeleine en compagnie de plusieurs observatrices. Barrage de police. Les policiers reculent, les manifestant-e-s avancent et jettent des bouteilles, mouvement de foule. Les forces de l'ordre disent vouloir sécuriser le périmètre et nous demandent de reculer. Je ne comprends pas la stratégie.

A 17 h 30, je m'arrête en bas de la rue du Perron avec Ariane Wisard-Blum et Sylvia Leuenberger. Très violente déflagration dans le périmètre de la Madeleine. Deux jeunes, tenue gris-vert, foulard palestinien, redescendent la rue du Perron, un pavé dans chaque main. Un badaud s'interpose et saisit un pavé. Il était possible de les arrêter. La police charge dans les rues Basses. Un jeune passe avec un pavé joliment emballé dans un petit foulard. Là encore projectiles en tout genre qui risquent à tout moment de blesser des badauds.

Entre 19 h et 19 h 30, je me rends, à pied, avec 3 autres collègues, à la Maison des associations. Rien de particulier à signaler sur le trajet entre la Vieille Ville et la rue des Savoises. J'y reste environ une heure, puis rentre chez moi.

#### En guise de conclusion

La manifestation du 1<sup>er</sup> juin 2003, dans son ensemble, s'est bien déroulée si l'on tient compte du nombre de personnes venues manifester. La police et le service d'organisation du FSL ont appliqué les consignes qu'ils avaient définies dans le Mémorandum d'accord du 23 mai 2003.

Le service d'ordre du FSL a accompli un travail remarquable. Vu l'ampleur du cortège, leur nombre était probablement insuffisant.

Notre engagement d'observateurs-trices parlementaires a été perçu de manière positive par la population et par la police. Si, par moments, nous avons outrepassé notre rôle d'observateur-trice neutre, pour prendre celui de médiateur-trice, c'est sans doute qu'il y avait une lacune à ce niveau-là.

Les auteurs de troubles discréditent l'engagement pacifiste de la majorité des altermondialistes.

Si nos téléphones portables nous ont été très utiles pendant toute la journée, j'imagine qu'il en est de même pour les groupes de casseurs. Cette nouvelle donne dans l'organisation de la « guérilla urbaine » facilite encore la mobilité de ces bandes organisées.

Quant au rôle des badauds, il a été souvent ambigu et gênant pour la police. Si de nombreuses personnes se sont indignées face aux actes des casseurs, d'autres deviennent des spectateurs et se laissent prendre à leur jeu. Pour certains très jeunes, présents en fin d'après-midi au centre-ville, j'ai l'impression que c'est l'occasion qui fait le larron et que ce jeu du chat et de la souris les amuse. Affligeant.

La police a résisté aux provocations de toute sorte et protégé les périmètres définis. Le pourquoi de sa non-intervention par moments devra trouver une réponse. Les responsables savaient-ils qu'une certaine mobilité était indispensable ?

Situation schizophrénique, mission impossible ? Catastrophique pour beaucoup de policiers qui ont déjà le blues. Faut-il redéfinir leur rôle, leur mission par rapport à l'évolution de la société et leur en donner les moyens ? La démocratie est-elle désarmée face à ces violences ? Sans doute.

## **Mme Laurence Fehlman Rielle**

**Samedi 31 mai 2003 de 23 h 30 à 2 h 30 (environ)**

Avertie par hasard dans un restaurant des Eaux-Vives que des casseurs sévissaient dans la Vieille Ville, nous sommes allés sur place avec Jean-Charles. Je passe sur les détails que l'on a lus dans la presse à propos de l'attaque de l'Hôtel de Ville. Puis on s'est rendus dans les rues Basses où les casseurs venaient de s'attaquer à PKZ et à d'autres magasins. N'ayant pas prévu de fonctionner ce soir-là, je n'avais ni brassard, ni tee-shirt idoïne, mais les policiers m'ont laissé passer les cordons avec ma carte de députée et Jean-Charles avec sa carte de conseiller municipal.

La suite nous a menés vers la rue du Stand et les rues avoisinantes où les casseurs ont sévi contre un certain nombre de petits commerces, notamment un coiffeur qui était atterré devant son salon fracassé. Quelques voitures ont subi des dégâts sur le passage.

Puis on s'est retrouvé devant l'Hôtel des Finances avec le conseil administratif au complet, Charles Beer et quelques députés (A. Charbonnier, Ch. Brunier et V. Pürro). Durant le face-à-face police-casseurs, des projectiles sont envoyés depuis la ruelle venant de l'Usine. Une bouteille vient s'écraser à nos pieds. Là aussi, j'abrège puisque d'autres ont dû voir la même chose.

Impression générale : la police se rend à chaque fois sur les lieux pour constater les déprédations sans aucune anticipation et avec une mobilité très limitée due à leur harnachement.

Vers 1 h environ, on se rend à la Maison des associations où une réunion est improvisée par le FSL pour évaluer la situation et préparer une conférence de presse. Une certaine inquiétude est exprimée par des militants altermondialistes étrangers sur les risques potentiels d'une attaque de la Maison des associations par des éléments violents. Le climat est tendu et l'on sent tout le monde un peu désespéré.

## Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003

J'étais en compagnie de Maria Roth-Bernasconi et de Pierre-Louis Portier. Se référer au rapport de Maria jusqu'au retour de la manif.

Remarque complémentaire : une membre du PSG m'a indiqué qu'à proximité du stand « sirop » animé par le PSG, elle s'est adressée à un groupe d'environ 8 jeunes cagoulés pour leur faire savoir sa désapprobation. L'un d'eux l'a traitée de « connasse » avec des gestes démonstratifs et ils se sont éloignés...

Entre 15 h et 16 h 30 environ

Au retour de la manif, je me suis retrouvée avec quelques autres observatrices en bas de la rue des Glacis-de-Rive (entre le cordon de policiers et les manifestants) pour essayer de tempérer les jeunes et moins jeunes un peu excités. J'ai remarqué notamment un homme d'une quarantaine d'années qui excitait les jeunes. Ambiance assez tendue et j'ai reçu en prime une capsule de peinture rouge (qui a remplacé le maquillage auquel j'avais sagement renoncé le matin)... Je ne suis pas la seule victime d'ailleurs...

Plus sérieusement : je me suis demandé pourquoi personne n'avait de mégaphone pour diffuser quelques appels au calme. En fait, Rémy Pagani en avait un mais il s'est fait insulter et cela l'aurait refroidi... (?)

Les policiers ayant reculé, la situation s'est calmée rue des Glacis-de-Rive/rue Adrien-Lachenal et peu après une femme nous a demandé (à Maria et à moi) de venir au bas de la rue de la Terrassière pour calmer le jeu. Des membres du FSL (service d'ordre) et d'autres observateurs sont venus nous rejoindre. Même scénario mais ambiance relativement « bon enfant » et bons contacts avec les jeunes du premier rang moins agressifs que les précédents. Un jeune s'est longuement fait photographier avec le drapeau « Paix » devant les policiers. J'ai trouvé que les photographes en faisaient un peu trop... Un groupe de musiciens situé après le cordon de policiers a eu un rôle apaisant. (Quand on dit que la musique adoucit les mœurs...)

Lors de ces différents épisodes, je n'ai pas été témoin d'altercations directes entre manifestants ou casseurs et policiers. J'ai entendu des injures à l'adresse de la police mais je n'ai pas vu de réactions. J'ai également vu quelques bouteilles ou divers projectiles lancés de la foule en direction des cordons de police. A ce moment, les policiers genevois étaient plutôt « zen », les Zurichois un peu moins. Ces derniers n'étaient pas très au courant de la présence d'observateurs parlementaires.

**Vers 18 h : au Molard, en compagnie de Maria et Françoise.**

Alors que la situation est calme et que les promeneurs déambulent dans les rues Basses, nous voyons arriver une dizaine de fourgons de la police venant de la place de Bel-Air, avec sirène et à toute vitesse. Ils se parquent sur la place du Molard. Immédiatement, nouveau mouvement de curieux accourant pour voir ce qui se passe. Je demande à leur responsable la raison de cette bruyante arrivée et il me répond que c'est en raison de la casse aux Jouets Weber... alors que nous avons vu que le vitrier était déjà à l'œuvre... Un quart d'heure après, ils repartent à toute allure. La stratégie de la police nous échappe quelquefois.

**De 19 h à 20 h 30 : se référer au rapport de Maria.**De 20 h 30 à 22 h 30

De la Maison des associations, je me rends au rendez-vous des observateurs à la place de Bel Air.

De là, je vais en direction de l'Usine, mais reste cantonnée au coin de la rue de l'Arquebuse/rue du Stand jusqu'à environ 22 h 30. Je suis avec Alexandra, Ariane et Jean-Charles :

On sent les policiers plus nerveux que le matin...

Je remarque de l'autre côté de la rue du Stand deux adolescentes allant dans la direction de l'Hôtel des Finances. Elles sont tout en noir avec le bas du visage masqué.

Suite au lancer d'une bombe lacrymogène par des policiers, Alexandra me crie : « Il n'y a aucune raison à ce geste. » Pourtant, à quelques mètres de là, Jean-Charles vient de discuter avec un badaud ayant vu un homme sur un scooter qui a lancé une pierre en direction de la police. On relève le numéro du scooter mais le badaud annonce qu'il refusera de témoigner. Si l'homme au scooter a attiré notre attention, c'est que l'on avait l'impression qu'il n'était pas là par hasard... impression fondée ou pas ?

Au coin de la rue, les discussions vont bon train entre et avec les badauds. Chacun a son opinion, soit pour fustiger la police, soit les casseurs, etc. Bref, on est au spectacle et on joue à se faire une petite peur quand la police charge avec les bombes lacrymogènes.



De retour chez moi, je reçois, vers 23 h 45, un téléphone de Régis de Battista, inquiet du fait que des policiers allemands rôdent autour de la Maison des associations et qui demande si un observateur peut venir. Avant d'y aller moi-même, j'appelle Alain Charbonnier, qui se trouve à proximité et qui se charge de la besogne. Merci Alain !

De nombreuses personnes (environ une dizaine pendant la journée) nous ont félicité-e-s d'être dans la rue en tant que parlementaires. Un habitant de la Vieille Ville rencontré à deux reprises dans l'après-midi me demande avec insistance d'user de mon influence (quel pouvoir on attribue soudain aux députés...) pour que la police protège le périmètre de la Vieille Ville suite aux déprédations de la veille.

## M. Christian Brunier

**Vendredi 30 mai 2003**

Vers 22 h, je me rends au Bout-du-Monde où arrivent et logent plusieurs altermondialistes. La fréquentation est faible. L'ambiance est détendue. Pas de trace de casseurs. Le concert se déroule dans d'excellentes conditions. Je repars vers 2 h.

**Samedi 31 mai 2003**

### La Vieille Ville en état de siège

Vers 11 h 30, je retrouve un groupe de socialistes (Fehlmann Rielle, Roth-Bernasconi, Orsini, Charbonnier, Hausser, Mizhari, Tornare, ...), au resto de l'Hôtel-de-Ville, pour prendre l'apéro et parler du G8. La police débarque massivement pour prendre le contrôle du périmètre. Les rares personnes civiles présentes s'inquiètent. Nous questionnons un employé de l'Hôtel de Ville, puis le chancelier, pour savoir si un hôte étranger est attendu. Ils nous disent qu'il n'y a personne à l'Hôtel de Ville et que personne n'est attendu. Un des chefs policiers nous dit qu'il ne sait pas ce qui se passe, mais qu'il a reçu l'ordre de prendre position dans ce secteur. Nous assistons à plusieurs mouvements policiers. Nous contactons, par téléphone, Laurent Moutinot pour savoir ce qui se trame. Il ne sait pas. Finalement, la situation se détend et les policiers partent. Certains vont prendre un pique-nique sur la Treille.

### Le chef de la police nous appelle, les commandos de casseurs sont en action

Vers 23 h, alors que je suis avec des ami-e-s dans un resto de Carouge, Alain Charbonnier (l'un des trois coordinateur-trice-s des observateur-trice-s parlementaires) me téléphone. Le chef de la police genevoise nous appelle. Des commandos de casseurs attaquent Genève. Je me rends dans le secteur de Plainpalais-Jonction. Durant une bonne partie de la nuit, nous nous déplaçons dans le secteur Plainpalais-Jonction-centre-ville.

Je participe à une réunion du Forum social lémanique. Je demande, avec plusieurs autres personnes, que ce mouvement convoque les médias pour condamner les violences. Une conférence de presse a lieu quelques minutes plus tard. Durant cette séance du FSL, des altermondialistes viennent nous

avertir que 5 casseurs masqués viennent de traverser la rue des Savoises sous le regard des policiers enfermés dans des camionnettes. Avec le conseiller municipal de la Ville de Genève Jean-Charles Rielle, nous fonçons sur les lieux. Je demande aux policiers dans le fourgon pourquoi ils ne poursuivent pas les casseurs. Ils me répondent qu'ils ont l'ordre de rester dans les véhicules. Je téléphone immédiatement au chef de la police pour réagir face à cette inaction. Christian Cudré-Mauroux m'annonce qu'il ne faut pas se fier aux apparences et qu'un groupe de policiers a interpellé discrètement trois de ces personnes.

Un clandestin refusant de témoigner devant des policiers confie qu'il a vu un homme en noir, masqué, entrer dans une voiture italienne et ressortir en tenue de ville dans un temps record.

Une militante italienne affirme avoir reconnu, parmi les casseurs, des néo-fascistes italiens.

Nous allons vers l'Hôtel des Finances où nous retrouvons notamment le Conseil administratif de la Ville de Genève, le conseiller d'Etat Charles Beer, le président du Parti libéral, Olivier Jornod, et plusieurs élu-e-s. La tension est forte dans la rue.

Nous allons dans plusieurs lieux. Nous voyons beaucoup de biens matériels cassés. Mais, dans la plupart des cas, les casseurs ont disparu. Ils agissent très vite et changent de tenues fort rapidement. De vrais commandos organisés... Les policiers reconnaissent que les casseurs les devancent régulièrement.

## **Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003**

### Les actions de blocage

Vers 7 h, je descends en ville. En traversant la Vieille Ville, le spectacle est hallucinant. Des dizaines de policiers sont couchés par terre, tentant de récupérer de cette nuit difficile.

Arrivant au pont de l'Ile, je rencontre les premier-ère-s militant-e-s bloquant ce pont. Le climat est relativement calme. Un cordon de police occupe le bout de la rue du Rhône. Sur le quai, je repère quelques jeunes masqués en train de desceller des pavés en dehors du champ de vision des policiers. Je

constate aussi qu'un petit passage reliant le quai à la rue du Rhône est sans surveillance. La police risque donc une attaque dans son dos. J'avertis le cordon de police. La police intervient sur le quai pour empêcher l'enlèvement de pavés.

Je retrouve les observateur-trice-s parlementaires vers l'Hôtel des Bergues.

Avec un petit groupe, nous repartons au pont de l'Île. La tension est présente. Elle retombe lorsqu'un véhicule diffusant de la techno arrive. La musique adoucit réellement les mœurs. Une militante de gauche me confie qu'elle a vu des personnes avec des cocktails Molotov sur le pont de la Coulouvrenière, mais qu'elle ne veut pas le dire elle-même à la police. Je transmets l'info à l'officier de police Christian Pasquier.

### La grande manifestation et l'attaque de Vallard

Avec Stéphanie Nussbaumer et Pascal Pétroz, nous allons vers Rive en tête de la grande manifestation. L'humeur est festive. Le cortège démarre dans la bonne humeur. Nous montons lentement jusqu'à la station-service de Vallard. On nous informe, par portable, que la petite station-service proche de la rue Henri-Mussard a subi une attaque de casseurs. Malheureusement, cela était prévisible. Lors de la séance entre la police et les observateur-trice-s parlementaires, j'avais insisté pour sécuriser ces deux stations. Plus loin, on nous informe que des échauffourées ont lieu vers le chemin du Vallon. Je téléphone à Laurence Fehlmann-Rielle, députée socialiste, qui se trouve au stand du PS pour lui demander d'enlever tous les signes PS afin de ne pas provoquer la violence des anars qui n'aiment pas beaucoup les partis institutionnels. C'est fait ! Arrivés à Vallard, nous craignons le pire. En effet, la station est excessivement mal protégée : pas de policiers présents, des barrières légères autour du site et des vitrines non protégées. Je demande au service d'ordre de la manif d'établir un cordon de sécurité. L'un des responsables me dit que ce dispositif ne tiendra pas longtemps. Les casseurs arrivent. Un SMS de Sami Kanaan me prévient. En quelques minutes, 30 à 50 individus cagoulés mènent une véritable opération commando, prenant d'assaut le lieu avec un grand professionnalisme. Ils jettent des cocktails Molotov et pillent le magasin. Ils emportent des bières, des cigarettes et d'autres articles. Les altermondialistes protestent contre ces casseurs qui salissent leur cause et leur manif. Le chef de la police appelle Pascal Pétroz, puis moi. Je l'avertis qu'il y a le feu dans la boutique de la station, lui demande d'appeler les pompiers et m'étonne qu'il n'y ait pas d'observateurs de la police. Pierre Guérini me dit qu'il a aussi alerté les pompiers. La

population sur les lieux est choquée de ne pas voir de policiers présents. Une observatrice du Legal Team se fait insulter, en français, par l'un des casseurs. Un casseur a l'air d'être blessé à la jambe, mais arrive tout de même à s'enfuir. Les casseurs se changent fort rapidement, enlèvent leur masque et se dispersent en courant parmi les milliers de manifestant-e-s visiblement hostiles à cette attaque.

Craignant l'attaque de la station-service sise de l'autre côté de la route, je rassemble plusieurs observateur-trice-s parlementaires. J'appelle Christian Cudré-Mauroux pensant qu'il est possible de coincer les casseurs. En effet, ils ont agi en bloc homogène et ont été rejetés par le reste de la manif. Il m'annonce qu'il va envoyer des forces de l'ordre. Un bon quart d'heure après, ne voyant aucun policier arriver, je rappelle le chef de la police. Il a changé d'avis (sous pression ou pas ?). Il m'annonce qu'il n'a pas de policiers disponibles, ceux-ci étant principalement mobilisés à l'aéroport, à l'OMC et au centre-ville. Je lui annonce qu'une rumeur court comme quoi les casseurs vont descendre rapidement en ville. Il me confirme être au courant de cette rumeur.

Je discute avec Peter Arbenz et je regrette que la police ne monte pas à Vallard. Il est d'accord avec moi. Je l'incite à appeler M. Cudré-Mauroux. Il obtient la même réponse que moi.

Nous rencontrons les Autorités de Thônex au centre de la voirie. Elles sont consternées par l'attaque de la station-service et regrettent la non-mobilisation policière, tout en comprenant la difficulté d'une intervention.

Un ami me téléphone pour m'avertir qu'il a vu, à proximité de la caserne des pompiers (rue des Bains), 4 personnes habillées de noir et masquées, sortir d'une Honda grise aux plaques italiennes, avec des sacs de sport. Je préviens immédiatement Christian Cudré-Mauroux.

### De multiples barrages, de multiples tensions

Sami Kanaan me téléphone. La situation chauffée à Malagnou et vers la rue de la Terrassière. Il nous demande de venir rapidement. Nous partons et sautons dans un bus TPG. Nous terminons le parcours en courant, les bus n'approchant plus les zones d'agitation.

Nous faisons le point avec un policier gérant le barrage vers la place des Eaux-Vives. Il nous incite à aller vers le barrage du haut, la tension étant plus grande. Il y a beaucoup de curieux, beaucoup trop.

Nous nous rendons vers le barrage de la rue des Glacis-de-Rive. Le service d'ordre du FSL établit un cordon efficace entre la police et les manifestants pour calmer la situation. Les manifestants se sentant encerclés, l'un des responsables du barrage policier m'incite à encourager les manifestants à partir vers la rue Pierre-Fatio. Aucun policier ne discute avec les manifestants et la foule de curieux. Nous jouons en conséquence quasiment un rôle de médiateur, souvent à la demande de la police elle-même. Un jeune (environ 17/18 ans), visiblement Genevois, appelle à la violence contre les flics. Je fonce vers lui et l'engueule méchamment. Je me retrouve devant un vrai gosse. Je poursuis des jeunes venant de jeter des bouteilles sur la police et leur fais la morale. Ce sont aussi des locaux. Ils m'écoutent comme de petites gosses ayant fait une bêtise. J'apprends qu'une ancienne conseillère municipale de la Ville de Genève a arraché la cagoule d'un protestataire, découvrant un jeune d'une quinzaine d'années tout penaud. Visiblement, les jeunes présents n'ont pas grand-chose à voir avec les casseurs pros de la nuit précédente. La situation se calmant, l'un des responsables du barrage policier me demande d'aller avec d'autres au barrage de la rue de la Terrassière, la tension montant là-bas.

Nous partons à la rue de la Terrassière. Le Forum social lémanique a établi un cordon entre la police et les manifestant-e-s. Le chef du groupe de policiers me confie qu'il est prêt à lever le barrage à condition que le groupe de musique jouant derrière lui se rende du côté de la manifestation et que les manifestant-e-s reculent d'une dizaine de mètres. Cela lui permettrait de faire replier sa troupe. Je me rends vers les musiciens. Avec l'aide de la conseillère municipale de la Ville de Genève Virginie Keller-Lopez, nous convainquons rapidement l'orchestre de se rendre de l'autre côté. Avec Antonio Hodgers, la sécurité du FSL et les observateur-trice-s parlementaires présent-e-s, nous tentons de repousser, avec succès (après plusieurs minutes), la manif de 10 mètres. Cette distance permet à la police de se replier et de suspendre le barrage sans prendre trop de projectiles dans le dos.

La situation se durcit à la place de Longemalle. On s'y rend. Là encore, le FSL s'interpose entre la manifestation et la police. A nouveau, la police nous demande de l'aider à faire reculer les manifestant-e-s. Les policiers sont pris en tenaille par les manifestant-e-s. Deux policiers me protègent avec leur bouclier, les jets de projectiles se multipliant. Plusieurs membres du FSL et

observateur-trice-s parlementaires essaient de calmer certains excités. La police se replie dans une petite rue à côté des Jouets Weber, puis monte vers la Madeleine.

Plusieurs députés, dont Carlo Sommaruga et Pierre-Louis Portier, me demandent de faire attention à ma sécurité, pensant que je prends trop de risques, et de ne pas devenir un médiateur, notre rôle étant d'observer. Ils ont raison, mais nous agissons soit sur demande de la police, soit pour colmater un manque, la police n'ayant pas – à l'exception de Christian Pasquier – de négociateurs ou de médiateurs sur les lieux. A ce propos, je téléphone au chef de la police pour lui demander d'envoyer sur le terrain des policiers susceptibles de négocier et évoque le fait que nous exerçons trop souvent un rôle qui n'est pas le nôtre.

Un éducateur, époux d'une amie, me confie qu'il a reconnu plusieurs jeunes Genevois qui sont dans des foyers pour gosses difficiles.

Un groupe attaque une vitrine des Jouets Weber. Un jeune vole un skate. Avec quelques députés, nous repoussons le public, ayant peur que la vitrine cassée tombe sur la foule. Nous empêchons des jeunes pilleurs de passer.

### La police pénètre à l'Usine

Je rejoins Alain Charbonnier, Pierre Guérini et Christian Bavarel. Nous voyons des combats de rue à la rue du Stand. Un policier nous met en garde contre des jets de cocktails Molotov depuis les toits. Nous trouvons de nombreuses balles de caoutchouc parterre. Nous allons à l'Usine, la police venant d'investir les lieux. De nombreuses forces de police bloquent le quartier. Nous essayons d'entrer dans le site. Le chef de la police, présent sur les lieux, donne son feu vert. Une personne du Legal Team entre avec nous. Un permanent de l'Usine est blessé à la tête. Il saigne, mais est détendu. Nous prenons de ses nouvelles. Il nous raconte qu'il a reçu des coups de matraque lors de l'arrivée de la police dans le lieu, les personnes de l'Usine bloquant l'entrée du site. Un médecin vient s'occuper de lui. Les policiers sont pour la plupart masqués et en tenue ressemblant à celle des casseurs. Certains usagers de l'Usine s'offusquent de ce fait. Je rappelle qu'il est périlleux de vouloir coincer des casseurs en costard cravate. Les personnes d'Indymédia ont peur de voir le matériel confisqué. Très vite, la hiérarchie policière affirme qu'elle ne saisira pas le matériel des médias. Le contrôle d'identité et la fouille se passent dans des conditions calmes. Une personne subissant ces contrôles demande si la police a le droit d'entrer de la sorte

dans un tel lieu. Pas de réponse. La police n'a pas l'air d'être satisfaite d'être dans ce lieu. Plusieurs policiers me disent qu'ils ont d'autres priorités que d'être ici. « Nous mobilisons des centaines de flics et perdons du temps ici alors qu'il n'y a rien, tandis que des casseurs agissent ailleurs en toute impunité » me lâchent certains d'entre eux. L'ordre est venu directement de la patronne du DJPS qui voulait, selon un des policiers, montrer à la population que « la police peut entrer où elle veut, quand elle veut ». Le chef de la police informe que le lieu va être fermé 4 jours. Cette décision ne semble pas convenir aux policiers. Plusieurs se demandent qui a pris une telle décision. La situation se bloque. Les médias étant dehors, les policiers ne sortent pas, ne sachant comment justifier une fermeture de 4 jours, alors qu'ils n'ont rien trouvé dans le lieu. Beaucoup estiment que cette fermeture va être considérée comme une provocation. « Il faudra maintenir des centaines de policiers, 24 heures sur 24, pour sécuriser cette maison » disent plusieurs policiers. Je propose à la hiérarchie policière de téléphoner au président du Conseil d'Etat pour infléchir cette décision. Je résume la situation à Laurent Moutinot. Au bout de plusieurs minutes et sans connaître le circuit décisionnaire ayant amené à cette communication, le chef de la police annonce que ce lieu culturel restera finalement ouvert. Une bonne décision, mais une perte de temps considérable alors que la casse se multiplie dans la cité. Nous sortons de l'Usine. Christian Cudré-Mauroux nous affirme que les personnes arrêtées seront contrôlées très rapidement. Si elles sont en règle, elles seront relâchées dans l'heure. Nous rassurons les personnes qui nous attendent dehors, dont plusieurs journalistes. Plusieurs personnes affirment que l'arrivée de la police à la place des Volontaires et l'entrée dans l'Usine ont été violentes.

### La carte blanche à la police allemande

A peine dehors de l'Usine, le président du Parti socialiste genevois, Dominique Hausser, me téléphone. Les policiers allemands se trouvent à la place du Cirque, à première vue sans contrôle de la police genevoise. Avec les députés se trouvant à l'Usine, des représentant-e-s du Legal Team et un officier de police nous fonçons sur les lieux. Alors que le Conseil d'Etat avait annoncé que les policiers allemands ne sortiraient pas de l'aéroport, puis que, si les Allemands sortaient, ils n'effectueraient pas de tâches en contact avec la population genevoise, et que, dans tous les cas, le commandement des policiers allemands serait toujours sous le contrôle de Genevois, eh bien nous constatons que les policiers allemands sont en dehors de l'aéroport, qu'ils effectuent des activités en contact avec la population genevoise et qu'aucun policier genevois ne dirige cette opération. Je vois une vingtaine de policiers



allemands à proximité du Moulin-Rouge. Un policier allemand pousse un civil, à première vue, sans raison. Je cours vers lui en compagnie de députés, de membres du Legal Team et d'un policier genevois. Les policiers allemands se regroupent, forment une sorte de hérisson et repartent du côté du boulevard Georges-Favon. Ils se mettent en ligne à côté du Remor. Ils hurlent « Halt ! » lorsque nous arrivons vers eux. Je continue à avancer lentement en demandant de pouvoir parler à leur chef. Ils continuent à crier plusieurs fois « Halt ! » Ils sont très tendus. Je sors ma carte de député pour m'identifier. Ils sont très agressifs et peu sympathiques. Ils reculent et poursuivent à pousser leur cri. Un chef arrive. Il beugle « Halt ! », alors que j'avance vers lui. Je lui demande s'il est accompagné d'un commandement genevois. Le type me pousse sans raison. Les policiers allemands se replient et partent. Nous appelons le chef de la police genevoise pour l'informer de la situation et lui demander que chaque unité allemande soit dirigée par un Genevois. Un membre du Legal Team nous informe qu'il a aussi été poussé méchamment et sans raison par un policier allemand.

### La casse est partout

Nous naviguons dans la zone Plainpalais/centre-ville. La casse se multiplie. Les casseurs pros sont entrés en action. Les casseurs ne portent aucun signe politique, aucune inscription anti-G8. Ils cassent n'importe quoi, de la vitrine de magasin à l'arrêt de bus. A plusieurs reprises, les badauds fort nombreux empêchent les interventions policières. Plusieurs personnes de la population, présentes sur les lieux, se comportent comme des spectateur-trice-s venant aux jeux du cirque, regardant et photographiant les attaques des voyous. Même des enfants sont dans les rues très tardivement. Le voyeurisme malsain gêne la police qui tente d'accomplir sa mission au mieux. La sécurité des personnes est privilégiée par rapport à la sécurité des biens. Le commandement de la police reste lucide et serein.

Nous assistons notamment, impuissants, à l'attaque sauvage contre Aeschbach. Je contacte un responsable de la police pour que celle-ci durcisse le ton. Avec Alain Charbonnier, nous informons, vers minuit, par téléphone, Laurent Moutinot de la situation préoccupante.

Incontrôlable, le cœur de la ville est « gazé » au lacrymogène, faute d'autres solutions réalistes. La Cité se calme.

Un officier de police me confie qu'il travaille, sans arrêt, depuis 46 heures. Il reste pourtant d'un calme et d'une lucidité admirables.

Avec les derniers observateurs parlementaires présents, quelques représentant-e-s du Legal Team et un dirigeant de la police nous faisons le bilan de cette journée longue et pénible. Je rentre vers 3 h 30.

## Lundi 2 juin 2003

### L'événement du pont du Mont-Blanc

Revenant d'une émission sur la RSR avec Sylvia Leuenberger, nous buvons un verre avec Pierre-François Unger au Bourg-de-Four. Alain Charbonnier m'appelle pour m'avertir que le chef de la police souhaite que l'on vienne au pont du Mont-Blanc où une manifestation s'enlise.

J'arrive sur les lieux vers 20 h. Un groupe assez calme est encerclé par la police. Le groupe vient de l'OMC où aucune casse n'a eu lieu. Cela est sécurisant. Les personnes acceptant de subir une fouille et un éventuel contrôle d'identité peuvent facilement sortir de ce secteur cerné. Nous tentons de faciliter le dialogue entre les représentant-e-s des manifestant-e-s et un officier de police. Très vite, un accord émerge : les policiers laissent passer les manifestant-e-s sans fouille ni contrôle d'identité. En échange, les manifestant-e-s sortent de la zone avec les visages découverts, les sacs ouverts et les mains visibles. De plus, la camionnette de la manif est fouillée par les parlementaires. Tout le monde est O. K. ! De toute façon, il paraît difficile de fouiller environ 700 personnes, d'autant plus qu'il est facile pour les personnes possédant des matières ou engins prohibés de s'en débarrasser alors qu'elles se trouvent dans la foule et à côté du lac. Christian Cudré-Mauroux souhaite une confirmation de Micheline Spoerri. Cela est bien naturel ! C'est Alain Charbonnier qui la contacte sur son Natel. Un officier de la police judiciaire décroche. Alain lui résume la problématique et l'accord trouvé. Le policier promet que M<sup>me</sup> Spoerri rappellera rapidement. Les minutes s'écoulent. Personne ne rappelle. Alain Charbonnier la contacte à nouveau. Il tombe sur le com box de la conseillère d'Etat. Il laisse le message. Pas de rappel. La tension monte, certains pensant que les Autorités jouent la montre. La police attend aussi un ordre clair. Certain-e-s manifestant-e-s sont nerveux-ses, ayant vécu les événements de Gênes. Charbonnier rappelle la patronne du DJPS. Le com box est à nouveau au rendez-vous. Les esprits s'échauffent. J'appelle le président du Conseil d'Etat, Laurent Moutinot. Je lui demande de débloquer cette situation, calme

dans un premier temps, qui risque de se dégrader. Le but est de trouver une issue pour le groupe relativement pacifique du bas de la rue de Chantepoulet et de libérer les policiers les surveillant afin qu'ils s'occupent plutôt des casseurs qui pourrissent la sécurité de la ville, notamment vers la gare et le haut de la rue de Chantepoulet. Laurent Moutinot me dit qu'il ne veut pas court-circuiter Micheline Spoerri, mais qu'il va l'appeler pour discuter de la situation et trouver une solution. L'attente se poursuit. Le climat se dégrade bien évidemment. Je rappelle Laurent Moutinot. Son portable est inaccessible. J'appelle Charles Beer, sachant qu'ils sont ensemble. L'accord de M<sup>me</sup> Spoerri semble difficile à obtenir. Laurent Moutinot me demande d'être encore un peu patient. Subissant la pression de terrain, les observateur-trice-s parlementaires en ont assez. Nous fixons un ultimatum au Conseil d'Etat : si dans dix minutes, nous n'avons pas de décision, nous stoppons notre médiation, notre rôle initial n'étant pas celui-ci. Laurent Moutinot n'arrive pas à obtenir le soutien de Micheline Spoerri. Il demande à parler à la hiérarchie policière. M<sup>me</sup> Spoerri refuse finalement l'accord. Le chef de la police l'annonce aux manifestant-e-s. La tension est à son comble et la situation est totalement bloquée. Un sit-in s'organise. Des dizaines de policiers sont coincés dans cette zone, alors que les combats se durcissent dans le haut du quartier. Certains député-e-s essaient de contacter d'autres conseillers d'Etat.

### Charles Beer arrive, mais ne donne aucun ordre à la police

J'invite Charles Beer à se rendre sur le terrain pour juger de la situation. Il arrive quelques minutes plus tard. La hiérarchie policière lui résume le contexte. Le chef du groupe de policiers genevois se trouvant devant l'Hôtel des Bergues nous communique son inquiétude. Si la police zurichoise charge, les manifestant-e-s fuiront, éviteront les policiers allemands postés sur le pont du Mont-Blanc et risquent de foncer sur les policiers genevois, incapables de reculer, le quai étant envahi par plusieurs véhicules policiers ou anti-émeutes. « Nous serons obligés de tirer » lâche-t-il fort fatigué. Nous partageons cette crainte. A aucun moment, Charles Beer ne donne un ordre à la police. Le chef de la police invite Charles Beer, un officier de police et moi-même à l'Hôtel Bristol. Nous passons le cordon policier zurichois. Christian Cudré-Mauroux est accompagné d'un autre policier. Il nous informe que la décision a été prise (par qui ?) d'appliquer l'accord trouvé vers 20 h 30 par gain de paix et pour sortir de cette situation de blocage. Nous avons perdu 3 heures ! Charles Beer demande juste de laisser passer les manifestants sur deux voies de circulation et non pas sur une seule, et de passer par les rues Basses plutôt que par Rive. La procédure se met en place lentement. Les manifestant-e-s se

rendent pacifiquement, sans casse, comme prévu jusqu'à la place Neuve. Là, plusieurs partent en bus pour le campement d'Annemasse. On nous apprend que plusieurs violences ont lieu dans d'autres secteurs de la ville.

Je rentre vers 3 h 30

## **Mme Michèle Künzler**

7 h 30, pont Butin, un imposant barrage fait de déchets de chantier (transportés à dos d'homme, de femme ?). Pas de police, des badauds très lointains. Une cycliste a peur, je l'accompagne, elle passe après un « pas de problème » lancé par une fille qui débloque le passage.

7 h 50, rue Voltaire et surtout rue Bautte imposant dispositif policier (zurichois), ils barrent la route, il n'y a pas un chat loin à la ronde. Je dois demander le passage, en fait ils n'avaient pas prévu que quelqu'un pouvait venir de derrière....

8 h, rendez-vous, départ très lent, on se demande s'il y aura même 10 000 personnes. Antoine Droin, Carlo Sommaruga et moi, allons devant le cortège pour rejoindre le point de jonction avec la manifestation française, il n'y a pas de police mis à part la vieille camionnette. Le service d'ordre jaune a l'air efficace.

Sur le parcours une foule positive, à part une femme d'un certain âge qui regrette de s'être déplacée pour rien ; il n'y a pas de grabuge !

Point de jonction, il y a une foule immense, je donne un bref coup de main pour aider à diriger la foule sur le bon côté de la chaussée pour laisser la place au cortège français. Ambiance bon enfant et joyeuse, l'objectif est atteint et la participation au-delà des espérances.

A 12 h 30, avec Antoine Droin et Albert Rodrik, nous décidons de retourner en ville, pour être présent pour le retour des manifestants.

A 14 h 20 nous nous plaçons sur la place Emile-Guyénot.

Les personnes reviennent de la manifestation en petit groupe. Le boulevard des Tranchées est barré, il y a au moins 6 camions zurichois. Des policiers se tiennent en faction sur l'esplanade et la partie de la place Emile-Guyénot proche de l'esplanade est aussi barrée.

Tout est calme, les gens ont soif et prennent les poches d'eau qui sont distribuées sur la place.

Les gens retournent en ville par le boulevard Ferdinand-Hodler.

Tout à coup les policiers alignés sur le tronçon proche de l'esplanade, commencent à avancer de 20 mètres, la tension monte. Des personnes remontent le boulevard Ferdinand-Hodler pour voir ce qui se passe, quelques manifestants zurichois invectivent les policiers, ils ont l'air de se connaître. Un peu plus tard l'officier demande en suisse allemand, par mégaphone, de reculer de 10 mètres d'un pas décidé. Les policiers reculent sous les lazzis. Cela se calme un petit moment, les personnes continuent d'arriver de Thônex, un manifestant lance 2 fusées d'alarme sur les policiers postés au loin à la hauteur de la rue Rodolphe-Toepffer, pas de réaction.

Soudain, à 15 h, les policiers traversent la place en rangées en frappant sur les boucliers ; nous sommes bousculés et repoussés dans une allée d'immeuble. Le commandant donne des sommations en allemand. Une confusion immense s'installe personne ne comprend la manœuvre. Les policiers barrent ensuite le boulevard Ferdinand-Hodler. En suisse allemand, le commandant leur demande de tenir leur position s'ils y arrivent... Sur la place, personne ne fait le moindre geste menaçant... Nous pouvons de nouveau rejoindre le centre de la place.

Il y a une arrestation d'un jeune avec un sweater de skate, cela se passe correctement.

Puis la police fait une charge sur Villereuse avec un lancer de gaz lacrymogène et de pétards. Au loin, derrière le Musée, des ombres filent.

Des chars reviennent du défilé, personne ne sait où passer, un jeune cherche la gare, un autre a perdu son groupe. Finalement Hervé Pichelin, du SIT, se renseigne et utilise son mégaphone pour indiquer qu'ils peuvent partir par la rue Adrien-Lachenal. Un militant déconseille aux personnes de passer la rue : « C'est un piège, c'est un vieux truc, les flics vont vous coincer et vous gazer. » Les gens sont fatigués et tentent leur chance, ils passent effectivement sans encombre, la place commence à se vider. Pendant toutes ces manœuvres, il n'y a eu aucune indication en français.

Nous quittons la place, et nous rejoignons les rues Basses, nous retrouvons les collègues, des manifestants fatigués assis sur les voies, et des promeneurs en train de manger des glaces. Nous déambulons dans les rues Basses, il y a un barrage filtrant et une relève de la garde, la foule applaudit le départ des policiers. Plus loin les policiers genevois font barrage, nous passons par derrière, après avoir échangé quelques mots, tout est calme. Nous passons rue du Rhône, une voiture se fait fouiller par des policiers extrêmement polis. Nous revenons vers les Jouets Weber, la tension monte, personne n'arrive à faire partir les badauds qui s'agglutinent. Il n'y a pas d'indications. Des jeunes commencent à jeter des bouteilles, la foule compte les points comme au tennis. Après un bon moment de patience la police charge, tout le monde court, nous nous réfugions dans une entrée, quelques minutes plus tard tout le monde était revenu et des nouveaux curieux tout excités arrivaient : des vieux, des jeunes, des personnes avec des béquilles ! J'entends quelqu'un dire : « Ce serait bien s'ils cassaient cette vitrine, j'ai besoin d'un nouveau Nokia. »

Nous décidons, avec Albert Rodrik, d'aller à la gare. Tout a l'air ordinaire, parmi la foule des voyageurs, des manifestants, banderoles enroulées, attendent sagement le train. Pas de police visible, mis à part quelques policiers allemands côté Grottes. Par contre, près des Croupettes, les policiers allemands en nombre se rassemblent pour partir.

Le lendemain matin à la place de Bel-Air devant l'abri bus détruit, une femme âgée prétend que ce sont les employés des TPG qui l'ont démolie.

## Mme Loly Bolay

Présence de 7 h 50 à 8 h 45 direction place de Bel-Air, à signaler quelques barricades, un feu au pont de la Coulouvrenière, vers 9 h 20 nous nous rendons place de Longemalle au départ du cortège, rien à signaler, la manifestation prend son départ sans problème.

Certains passants sont contents de nous voir là.

La police suit la manifestation rue du Rhône.

Vers 11 h nous nous rendons dans les rues Basses faire le constat des dégâts : quelques vitrines cassées, des devantures abîmées ; au retour nous rencontrons le député libéral Gilles Desplanches, il est très très fâché, il fait le tour pour constater les dégâts dans ses commerces...

Nous faisons une pause vers 15 h 30 sur le pont du Mont-Blanc, les gens rentrent chez eux, aucun incident à souligner, avec Patrick nous apprenons que quelque chose se passe au rond-point de Rive.

A notre arrivée nous constatons comme les autres la tension qui y règne.

Cependant, ce qui me choque le plus c'est l'attitude de nombreux badauds.

Femmes, enfants, chiens, personnes d'un certain âge qui n'ont rien à y faire se trouvent là, ils sont venus comme au cirque, contempler le spectacle, leur présence empêche de toute évidence le travail de la police.

De plus, cet élément favorise les casseurs, qui peuvent ainsi manœuvrer et se cacher parmi la foule avec beaucoup de facilité.

Avec Véronique nous nous rendons place de Longemalle (mouvement de foule). Véronique tombe à terre (quelques égratignures), tension extrême, puis à la place du Molard, encore et toujours la foule ; j'observe aussi quelques provocateurs très jeunes, jets de pierre et de bouteilles contre la police, insultes, la situation est dangereuse, mais la foule persiste, et suit la police qui ne cesse par haut-parleur d'avertir du danger.

La situation continue, rue du Rhône, place de la Fusterie, avec Véronique nous nous rendons en Vieille Ville.

Je rentre chez moi vers 19 h 20.

Mais ses événements m'ont, comme certains d'entre nous, beaucoup perturbée, cette violence gratuite, cette hargne, cette brutalité, cette colère, sont-elles compréhensibles ?

Alors ma question peut-être naïve, un autre monde est-il encore possible ? De toute évidence il y a encore beaucoup à faire.



## **Mme Véronique Pürro**

**Observations sur trois périodes : nuit du samedi 31 mai au dimanche 1<sup>er</sup> juin (24 h- 4 h), dimanche 1<sup>er</sup> juin (8 h-19 h) et lundi 2 juin (20 h 30-2 h)**

**Nuit du samedi 31 mai au dimanche 1<sup>er</sup> juin de 24 h à 4 h**

Samedi soir, aux alentours de minuit, je reçois un appel téléphonique de la Ville de Genève m'informant que des actes de violence ont eu lieu dans les rues Basses et suis invitée à rejoindre mes collègues à la rue de la Corraterie, le Grand Théâtre, bâtiment de la Ville de Genève, ayant été touché. Un barrage de police à la hauteur de Globus m'y empêche, malgré la carte de légitimation. La police s'est déployée dans tout le périmètre et l'atmosphère est très tendue. Je téléphone alors à Charles Beer qui, ayant été informé des événements, quitte l'aéroport, en compagnie de Manuel Tornare, pour se rendre au poste de coordination mis sur pied par la Ville de Genève dans un abri de la Protection civile aux Pâquis. Tous les membres du Conseil administratif s'y sont retrouvés en cellule de crise ainsi que tous les chefs de services concernés, notamment les responsables du service d'incendie et de secours, de la voirie et des bâtiments. Rapidement, un point de la situation est établi et le Conseil administratif décide de se scinder en deux groupes pour se rendre sur place. Je rejoins celui dans lequel se trouve le coordinateur de l'opération pour la Ville de Genève. Nous nous rendons rue du Stand à la hauteur de l'Hôtel des Finances où la police est massivement présente, plus particulièrement devant l'Usine. Nous recevons sur place confirmation que plusieurs bâtiments dans les rues adjacentes ont été la cible de déprédations importantes et que certains casseurs se seraient réfugiés dans le périmètre de l'Usine. Difficile de voir ce qui se passe réellement, mais dans l'axe de la rue du Tir nous pouvons observer que des insultes et des projectiles sont lancés sur les policiers qui restent sans réactions. Sans que nous soyons informés pour quelles raisons, ces derniers se retranchent et quittent le périmètre. Nous décidons de nous déplacer dans les rues Basses pour nous rendre compte des dégâts. Les mêmes policiers, rencontrés vers minuit au même endroit, sont toujours là, alors que les ouvriers s'affairent déjà à remplacer les vitrines qui ont volé en éclats. Nous discutons avec des citoyens et des commerçants ayant assisté aux actes de violence. Certains d'entre eux profèrent des insultes à notre endroit, laissant entendre que les autorités auraient laissé faire et que la police n'aurait pas su intervenir pour empêcher les déprédations, ni pour arrêter leurs responsables. Nous croisons Micheline Spoeri venue

apprécier l'ampleur des dégâts. Il est environ 4 h du matin quand nous rejoignons la cellule de crise du Conseil administratif. Un nouveau point de la situation est fait en vue de la journée de dimanche avant que chacun ne regagne son domicile.

### **Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003 de 8 h à 19 h**

Avec Sami Kanaan, nous nous rendons à pied au lieu de rendez-vous des observateurs fixé à 8 h devant l'Hôtel des Bergues. Nous traversons le Jardin anglais, tout est calme et rien ne laisse imaginer que la nuit fut agitée.

Ayant été affectée, avec d'autres collègues, au périmètre allant de la place de Cornavin au Jardin anglais, nous nous rendons à la gare pour attendre l'arrivée des trains. Tout est calme, les manifestants arrivent et la police n'est pas visible.

Nous redescendons tranquillement la rue du Mont-Blanc et arrivons vers le pont du Mont-Blanc où le cortège de la manifestation commence à se former. Plusieurs personnes nous commentent les actes de violence qui viennent de se dérouler, notamment vers le quai des Bergues, et des rumeurs laissent entendre que leurs responsables auraient rejoint la queue de la manifestation sans intervention policière.

L'ambiance est sereine et festive, mais le cortège peine à démarrer. Il semble que les organisateurs revoient sa composition et son encadrement sachant que des groupes violents seront parmi nous.

Avec Sami Kanann et Albert Rodrik nous nous plaçons en tête de cortège et faisons ensemble tout le parcours. Tout au long du trajet nous restons en contact avec nos collègues par téléphone. C'est ainsi que nous sommes informés que les personnes identifiées comme violentes remontent le cortège, puis que des actes de violence contre la station d'essence située au-dessus du Muséum sur la route de Malagnou ont été commis. De notre côté rien est à signaler.

Proches de l'arrivée, nous nous plaçons avec Sami Kanaan et Carlo Sommaruga devant le parking de Sous-Moulin pour voir défiler une heure durant tout le cortège. Par téléphone, nous apprenons dans un premier temps que des problèmes se dérouleraient vers le chemin du Vallon, puis qu'un groupe identifié comme violent remonterait à nouveau le cortège. Quelques minutes plus tard, nous apercevons ce groupe composé de plusieurs dizaines

de personnes réunis en cercle au centre des manifestants, de noir vêtus, certains cagoulés. Toujours par téléphone, nous apprenons ensuite que la station d'essence située quelques mètres plus loin est prise d'assaut.

A aucun moment et sur toute la longueur du parcours nous n'avons pu observer une présence policière en uniforme.

En redescendant, nous croisons des collègues députés et décidons de nous retrouver à 16 h 30 au centre-ville au cas où, comme certains le craignent, d'autres manifestations se dérouleraient de manière non autorisée. Je redescends en scooter avec Pierre-Louis Portier récupérer mon vélo laissé la veille au Pâquis. En chemin, nous rencontrons des policiers stationnés vers la rue Philippe-Plantamour à la hauteur de l'Hôtel Richemond. En parcourant la rue des Pâquis, j'aperçois également plusieurs cars de la police et des policiers manifestement en attente.

Arrivée en avance sur notre lieu de rendez-vous, j'attends, assise sur un banc, l'arrivée de Carlo Sommaruga, Pierre-Louis Portier et d'Ueli Leuenberger. Rien est à signaler. Arrive ensuite Françoise Schenk-Gottret qui nous dit que Maria Roth-Bernasconi et Laurence Fehlmann Rielle sont restées à l'arrière, retenues par les manifestants qui redescendent au centre-ville.

Nous décidons de nous diriger vers la gare pour nous assurer que les manifestants qui retournent prendre leur train le fassent en toute quiétude. Installés sur une terrasse en face de la Poste du Mont-Blanc, nous pouvons observer que de nombreuses personnes remontent la rue dans le calme, sans présence policière. Aux alentours de 17 h 30, je reçois un appel de l'une de mes collaboratrices me disant que des manifestants sont encerclés par la police vers la rue Adrien-Lachenal. Selon elle, la tension monte et aucun observateur ne semble être sur place. Ueli Leueberger reçoit un appel confirmant la situation décrite.

Nous montons sur nos vélos et apercevons, rue du Rhône, à la hauteur de l'Hôtel Métropole, plusieurs personnes cagoulées, fuyant en direction du Jardin anglais. Nous observons également des policiers dans les rues et un barrage au début de la rue du Rhône, vers la place des Eaux-Vives. Quelques instants plus tard nous sommes au carrefour de Rive. Plusieurs collègues sont déjà sur place avec de nombreux manifestants, encerclés par des barrages de police. La tension est vive et les policiers qui forment les différents barrages encaissent sans bouger les insultes et les projectiles lancés depuis la foule. A plusieurs reprises nous intervenons notamment auprès d'adolescents pour

calmer leurs ardeurs contre les policiers qui restent toujours impassibles. Certains organisateurs de la manifestation tentent en vain de dissoudre l'attroupement en engageant les personnes à se disperser. L'atmosphère est de plus en plus lourde et certains mouvements de la police laissent craindre qu'elle ne finisse par intervenir. Puis les policiers se retranchent et montent dans leurs cars stationnés à l'arrière.

Nous sommes informés que des problèmes auraient démarré plus loin, dans les rues Basses et nous nous y rendons avec les manifestants qui commencent à se disperser. Arrivé à la hauteur de la rue de la Fontaine, notre mouvement est arrêté par un barrage de police rue de la Croix-d'Or. Un autre barrage bloque la sortie des personnes vers la place de Longemalle. Même scénario que précédemment : insultes et projectiles lancés contre les policiers, absence de réactions des forces de l'ordre, mouvements de début de charge, mouvements de foule. Nous restons quelques instants à observer la tension qui monte et les policiers impassibles qui maintiennent leurs barrages. Avec Loly Bolay nous décidons de partir vers la place du Molard par la place de la Madeleine et la rue du même nom. A la rue du Purgatoire sont stationnés des dizaines de policiers manifestement en attente.

Arrivée à la place du Molard, nous remarquons des policiers également en attente avec leurs cars et tout leur matériel. Nous restons quelques instants à les regarder, avant qu'ils ne remontent dans leurs cars et ne se rendent rue du Rhône, probablement pour rejoindre leurs collègues à la rue de la Croix-d'Or et charger les manifestants par l'arrière. Un mouvement de foule et de nombreuses personnes qui fuient en courant nous laissent à penser que la police a dû passer à l'action.

Ne souhaitant pas être prises dans un mouvement de foule, nous décidons de rester place du Rhône et observons le retour des cars de police qui remontent la rue du Rhône en direction de la place de Bel-Air. Fatiguée par ces heures de piétinement, je retourne, aux alentours de 19 h chercher mon vélo resté rue de Rive et me rends à mon bureau situé dans le quartier de Plainpalais. Plus tard, lorsqu'un collègue me téléphone pour me demander de le rejoindre vers l'Usine, je lui dis ne pas pouvoir le faire ayant encore une séance de travail à préparer pour le lendemain.

### **Lundi 2 juin 2003 de 20 h 30 à 2 h**

Il est environ 17 h 30 lorsqu'un enseignant de l'Université, avec lequel j'ai un rendez-vous professionnel à 19 h, me téléphone pour confirmer notre

séance et m'indique qu'il vient de recevoir un message e-mail de la part du rectorat indiquant qu'en raison d'une manifestation, les bâtiments universitaires doivent être fermés. Je reçois un e-mail de Sami Kanaan confirmant l'information qu'une manifestation est mise sur pied pour la fin de la journée.

Après quelques appels téléphoniques, nous nous mettons d'accord pour nous retrouver à 21 h au Café de l'Hôtel de Ville de manière à faire le point et examiner s'il y a lieu d'intervenir. J'envoie un message e-mail à l'ensemble des observateurs dans ce sens.

A 20 h 15, je reçois un appel d'Ariane Wisard qui me dit qu'en lieu et place de notre point de rencontre nous nous retrouvons sur le pont du Mont-Blanc à hauteur du quai des Bergues. J'appelle Christian Brunnier qui me confirme que des manifestants se sont retrouvés encerclés par des barrages de police à la sortie du pont du Mont-Blanc et que plusieurs collègues observateurs sont déjà sur place. Je les rejoins vers 20 h 30.

Plus le temps passe et plus les gens affluent de part et d'autre, derrière les différents barrages de policiers. Les insultes et les projectiles commencent à pleuvoir, la tension va en augmentant. Des bruits de charge viennent confirmer les rumeurs qu'à l'arrière les choses semblent mal se passer. La tension monte également du côté des personnes qui se sont retrouvées encerclées et attendent que les policiers fassent marche arrière et les laissent passer. Des négociations s'engagent avec les manifestants, quant à des conditions acceptables de passage. Le temps et les heures passent, rien ne se passe, et l'atmosphère est de plus en plus lourde. Il semble que les responsables de la police n'arrivent pas à donner des instructions claires à leurs collaborateurs sur le terrain. Et sans instructions, quelles qu'elles soient, la situation dégénère. Nous sommes dans une impasse. N'arrivant pas à joindre la conseillère d'Etat en charge du département concerné, nous décidons d'essayer d'atteindre ceux dont nous connaissons les numéros de portable. Possédant celui de Charles Beer, je l'appelle une première fois, lui transmets mes inquiétudes par rapport à la situation qui se dégrade et le mets en contact avec Christian Brunnier, mieux informé que moi sur les détails des tractations. S'ensuit une discussion à laquelle je n'entends pas prendre part, discussion qui ne semble pas être en mesure de débloquer le problème. Les policiers avec lesquels nous parlons ne savent rien et attendent depuis plusieurs heures des instructions. Certains d'entre eux, fatigués et amers, ne cachent pas leur inquiétude de devoir, le cas échéant, intervenir. Plusieurs d'entre eux nous parlent même de carnage, s'ils doivent charger. Face à cette

situation, difficile à décrire, tant la tension et les inquiétudes sont profondes, j'appelle une deuxième fois Charles Beer et lui demande que le Conseil d'Etat prenne ses responsabilités et viennent par lui-même se rendre compte de la réalité. C'est avec soulagement que nous le voyons arriver quelques instants plus tard.

Restée avec Alexandra Gobet Winiger du côté du barrage de policiers situé devant l'Hôtel des Bergues, nous assistons au départ des manifestants qui le souhaitent, sans nous mêler de la suite des tractations. Nous observons le départ une par une des personnes qui décident de quitter les lieux. Le policier affecté à la tâche de procéder à l'examen de celles et ceux qui sortent le fait avec calme et professionnalisme. Les femmes ne sont pas touchées par ce policier qui se limite à leur demander d'ouvrir leur sac. Les identités ne sont pas demandées.

Les heures continuent à passer, sans que nous sachions toujours ce qui se passe en dehors du périmètre encerclé. A plusieurs reprises, nous sentons que la tension augmente. Les policiers allemands, situés sur le pont du Mont-Blanc, avancent en direction des manifestants. Les policiers avec lesquels nous sommes ne savent pas ce qui se passe et assistent avec nous à la scène. Puis les policiers qui forment le premier rang du barrage où nous nous trouvons reçoivent l'instruction d'avancer. Ils laissent ainsi, sans instructions, leurs collègues qui forment le deuxième rang du barrage. Nous apprenons, en téléphonant à Christian Brunner, que les responsables de la police ont finalement décidé de laisser passer la manifestation et de l'accompagner. Il est passé minuit, nous sommes restés là plusieurs heures durant, sans savoir ni pourquoi ni comment. Alexandra Gobet Winiger décide de rentrer chez elle, j'entends faire de même.

Habitant la rive gauche, j'enfourche mon vélo et fais le détour par la place de Bel-Air pour passer par les rues Basses. Tout est relativement calme, même si les débris qui jonchent le sol, notamment à la rue du Cendrier, laissent entendre que la soirée fut très agitée. A la hauteur de la place de Longemalle, j'aperçois les policiers et les manifestants. Je m'approche et rencontre Alberto Velasco qui m'explique les jours passés à remplir sa tâche de membre de la commission des visiteurs. En parlant nous avançons et accompagnons le cortège en restant dans les rues parallèles. Il y a plus de policiers que de manifestants, tous se dirigent, sans heurt, vers la place Neuve. Sur cette dernière, nous restons, inquiets que les rumeurs des débordements de la nuit qui arrivent aux oreilles de certains manifestants ne les excitent davantage, jusqu'à l'arrivée des transporteurs qui raccompagnent

les personnes venues de France. Il est près de 2 h du matin quand nous quittons enfin la place Neuve.

## **Commentaires et questions**

### **L'attitude des policiers sur le terrain**

De la nuit du 31 mai à celle du 1<sup>er</sup> juin, j'ai pu accompagner à de nombreuses reprises les policiers dans l'exercice de leurs missions. Je souhaite ici souligner le professionnalisme des collaborateurs de terrain, qui ont su malgré le stress de départ lié au caractère exceptionnel de la situation, la fatigue (certains nous ont dit n'avoir dormi que quelques heures durant le trois jours), la chaleur, la lourdeur de leur équipement et, à certaines reprises, le manque d'instructions (voire même des instructions dont on peut s'interroger du bien-fondé), garder leur sang-froid et éviter les débordements que certains d'entre nous pouvaient être en droit de craindre. Durant parfois plusieurs heures, là où je me suis trouvée, les policiers sur le terrain ont su supporter des provocations de toutes sortes (injures, gestes déplacés, lancements de projectiles, etc.) tout en restant calmes et sans réagir.

La violence de certains n'aura pas généré de violences policières et j'en suis personnellement très satisfaite.

### **La stratégie des responsables de la police**

Si nous ne pouvons que saluer le professionnalisme des policiers sur le terrain, il n'en va pas de même des responsables hiérarchiques et politiques de la police. Plusieurs événements laissent à penser que ces derniers n'ont pas su anticiper les actes de violence et n'ont pas su donner les instructions qui semblaient couler de source pour arrêter les responsables de ces actes. Les policiers ont été amenés à faire des barrages, dont l'opportunité reste à être démontrée, par exemple après la manifestation sur le carrefour de Rive et le lundi sur le pont du Mont-Blanc. Dans le même sens, nous sommes en droit de nous interroger sur les raisons pour lesquelles les policiers n'ont pas reçu d'instructions pour intervenir et arrêter les dizaines de casseurs qui venaient de sévir violemment, avant de rejoindre le cortège en formation.

L'équipement des policiers peut également être mis en cause. Pourquoi les équiper d'une telle manière, où courir après des casseurs est mission impossible, alors que l'expérience indique qu'il convient de se préparer à pouvoir le faire ?

Par ailleurs, je m'interroge sur les renseignements en possession des responsables de la police et de leur utilisation. Plusieurs personnes sont venues à nous en nous communiquant des informations au sujet des groupes violents, sur leur localisation et leur organisation. Les médias ont également fait écho à ces informations. Est-il possible que la police n'ait pas eu ces informations ? Ou les avait-elle et n'en a alors rien fait ?

Sur le terrain, souvent nous avons eu le sentiment d'une grande confusion dans les décisions stratégiques. Le contrat passé avec les organisateurs de la manifestation autorisée du 1<sup>er</sup> juin 2003 et couvrant la durée du cortège, ainsi que les obstacles juridiques et les limites légales ne suffisent pas à eux seuls à expliquer l'absence d'actions préventives ou d'actions de répression.

## **Le rôle des autorités politiques**

### **a) Le Conseil d'Etat de Genève**

Plus qu'un sentiment, la réalité sur le terrain nous laisse à penser que le Conseil d'Etat n'a pas su s'organiser en fonction de la spécificité et de l'ampleur de l'opération. Si nous pouvons admettre qu'en temps normal et pour les affaires courantes, chaque membre du gouvernement est responsable de son propre département, à événement exceptionnel, il convient de prendre des mesures exceptionnelles. Tel ne semble pas avoir été le cas au niveau cantonal, contrairement aux autorités de la Ville de Genève qui ont su mettre sur pied une cellule de crise leur permettant en tout temps de prendre ensemble les décisions qui s'imposaient et de les communiquer d'une seule et même voix à la population. Durant ces quelques jours, nous avons croisé des membres du gouvernement, moins informés que nous-mêmes ! Le problème s'est révélé de manière aiguë lors des événements du lundi soir. L'absence de décisions politiques claires permettant une intervention précise a favorisé une situation qui s'est dégradée au fil des heures. Plusieurs d'entre nous n'osent pas imaginer l'issue de la crise, si l'un des membres du Conseil d'Etat ne s'était pas déplacé en personne sur place.

Je ne commente pas ici les propos médiatiques tenus durant la période examinée par la responsable du département concerné, notamment au sujet de l'Usine et des responsabilités présumées des organisateurs de la manifestation, propos qui, bien qu'ils fussent modérés par d'autres membres du gouvernement, ne semblaient pas avoir fait l'objet d'une position commune du Conseil d'Etat...



### **b) Les députés observateurs**

Il convient également d'être critique par rapport à notre mission d'observateur. La tâche n'a pas été aisée et a été perçue de manière très diverse. Du côté des policiers présents sur le terrain, certaines attitudes « méprisantes » laissent à penser que nous n'étions pas toujours les bienvenus. Pour d'autres, et après des situations durant lesquelles nous avons pu jouer un rôle tampon entre policiers et personnes violentes à leur égard, notre présence semble avoir été appréciée. Lors du cortège du 1<sup>er</sup> juin 2003, de nombreux manifestants ont également salué et remercié notre présence.

Identifiés comme autorités politiques par la population, nous n'avons pas été épargnés par les insultes des uns, pour avoir autorisé la manifestation, des autres pour n'avoir pas su donner des instructions adéquates pour faire intervenir la police et arrêter les casseurs.

Il est à relever que chacun d'entre nous a perçu sa mission de manière quelque peu différente. Pour ma part, il s'agissait avant tout et surtout d'être présent pour, le cas échéant, pouvoir témoigner des débordements de la police et d'éventuelles violences policières, comme le désormais triste exemple de Gênes pouvait nous le faire craindre.

Nous n'étions pas mandatés pour jouer les médiateurs ou pour pallier à l'absence d'instructions des responsables de la police. Je peux toutefois concevoir que, dans le feu de l'action, en fonction des situations délicates et de l'absence de directives laissant les policiers de terrain parfois sans réponse, certains d'entre nous ont quelque peu élargi leur champ de compétence. Contrairement à ceux qui estiment que cette situation a contribué à semer la confusion, je reste convaincue, par ma proximité aux événements, que leurs actions, surtout durant la soirée du lundi 2 juin, aura participé à dépasser la crise et à éviter le pire.

### **Conclusions**

S'il est vrai que l'attitude professionnelle des policiers sur le terrain aura grandement contribué à éviter des dégâts humains, il n'en demeure pas moins que nous sommes en droit de nous interroger sur la gestion de toute l'opération par les responsables de la police et les autorités politiques compétentes. L'absence, à certains moments cruciaux, de décisions d'intervention ou des décisions inadéquates ont permis aux groupes violents de poursuivre leurs actes en toute impunité, parfois même, comme le dimanche matin peu avant le départ du cortège, sous les yeux des policiers.

Jamais Genève n'aura pu compter sur autant de policiers en attente. Jamais Genève n'aura vu autant de barrages se former dans ses rues. Pourtant le bilan des déprédations est important.

Nous sommes par ailleurs en droit de nous interroger sur la capacité du Conseil d'Etat à s'organiser durant une période de crise. Lors d'événement exceptionnel, il convient de prendre des mesures exceptionnelles. L'absence de direction politique claire et coordonnée aurait pu mener au pire, si l'un des membres du gouvernement ne s'était pas déplacé en personne lors de la manifestation du lundi 2 juin.

Au vu de tous ces éléments, il apparaît indispensable de mener une enquête et de faire toute la lumière sur l'organisation et la gestion de l'ensemble de l'opération par la police et par le Conseil d'Etat. Seule une analyse détaillée des événements et du rôle de chaque acteur permettra de prendre les mesures qui s'imposent et faire notamment face aux différents défis de la police genevoise, qu'il s'agisse des postes à responsabilité à repourvoir ou de l'adoption de la nouvelle loi sur la police actuellement en discussion au Grand Conseil.

## **M. Christian Bavarel**

Dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003 à 8h, le groupe d'observateurs parlementaires se retrouve devant l'Hôtel des Bergues. Là nous est distribué un tee-shirt sur lequel il est inscrit « Parlement Genève » en plus du brassard officiel, ainsi qu'un masque 3M 9915 EN 149 FFP1 (filtre à poussière contenant du charbon, efficace contre les gaz lacrymogènes). Les groupes d'observateurs parlementaires sont définitivement constitués selon la liste préétablie. Je fais partie du même groupe que les députés suivants: M<sup>mes</sup> Wisard et Grobet-Wellner ainsi que M. Charbonnier.

M. Charbonnier est l'un des trois responsables des observateurs parlementaires. Nous l'accompagnons auprès des responsables de l'organisation de la manifestation afin de nous faire remettre deux radios. En effet, par souci de transparence, le Forum social lémanique a prévu de mettre à disposition des observateurs parlementaires deux radios pour pouvoir entendre toutes les conversations radio des organisateurs.

Puis nous allons à pied à la douane de Moillesulaz où nous devons observer le déroulement de la manifestation française sur son parcours sur le territoire genevois.

Nous nous postons à coté du bureau de douane côté suisse et regardons passer le défilé français. Si les slogans sont virulents, le comportement des manifestants est festif, c'est donc un défilé pacifique que nous voyons passer. Je n'ai jamais vu de manifestation d'une telle importance et nous avons attendu la fin du cortège afin d'être sûr qu'aucun perturbateur ne se trouvait en fin de manifestation et je puis certifier que l'ensemble de la manifestation française est passé en Suisse de manière pacifique. Nous sommes souvent questionnés sur la signification de l'inscription portée sur nos maillots « Parlement Genève » et là un petit cours d'instruction civique helvétique s'impose.

Une fois le cortège français passé, nous rejoignons le rassemblement à la douane de Thônex-Vallard.

Je dois signaler que l'utilisation des téléphones portables a été essentielle pour la réussite de notre travail, téléphone, soit dit en passant, à la charge des députés.

Les organisateurs de la manifestation nous disent avoir eu des incidents sur des stations-service et décident de concentrer un maximum de personnes sur la station qui n'a pas été touchée, nous restons là en observation.

L'annonce de dissolution de la manifestation est donnée.

Le personnel d'organisation reste disponible pour protéger les stations-service.

Quelque temps plus tard, nous sommes appelés au téléphone pour nous signaler qu'il y a quelques problèmes en ville.

Nous partons au pas de course prendre un bus qui nous conduira près du chemin de Grange-Canal. Là, nous courons jusqu'au carrefour de Rive qui est bloqué par la police, je n'ai pas compris la raison de ce blocage. Les policiers reçoivent force bouteilles sur leurs boucliers, l'ambiance est tendue. A ce moment-là, le service d'organisation du FSL s'interpose entre les manifestants et les policiers pour protéger ces derniers. Après de longues négociations, le barrage est levé et nous nous dirigeons vers la place de Longemalle où la situation est tendue.

La police se comporte avec beaucoup de calme. Vers 17 h 45 une vitrine tombe puis la police intervient avec des gaz lacrymogènes et débloque la rue. En soirée, nous sommes prévenus par téléphone qu'il se passe quelque chose du côté de l'Usine. Nous nous rendons sur place. Arrivés à la rue du Stand, nous constatons que le sol est jonché de débris de bouteilles ainsi que de balles en caoutchouc. Vêtus du maillot, nous franchissons sans encombre les cordons de police passons dans la foule sans difficulté. Nous arrivons devant l'Usine encerclée par les forces de l'ordre qui nous préviennent que des casseurs seraient sur le toit et pourraient lancer des objets. Avec mes trois autres collègues parlementaires, nous nous approchons et je reconnais des gens sur le toit de l'Usine ; a priori ce ne sont pas des casseurs. Mais une descente de police a lieu dans l'Usine et elle est faite par des policiers en civil et masqués. Nous sommes très inquiets de ce qui se passe à l'intérieur. Des Legal Team essaient de rentrer mais sont refoulés, ils viennent s'adresser à nous pour que l'on tente aussi de pénétrer dans l'Usine.

Nous nous adressons au policier qui se trouve à l'entrée et qui nous laisse passer. Au rez-de-chaussée, il y a une demi-douzaine de personnes menottées et qui visiblement sont des personnes travaillant à l'Usine. L'un d'entre eux est blessé à la tête, il a reçu des coups de matraque. L'Usine avait fermé ses portes au public pour éviter la présence de casseurs mais les policiers ont reçu l'ordre de faire une descente et l'entrée s'est faite en force. Nous suivons les policiers qui fouillent le bâtiment, ils sont masqués afin de protéger leur identité, nous expliquent-ils. Nous ne constatons aucune haine ni violence inutile de la part de la police mais il est vrai que lorsqu'ils ouvrent une porte ils rentrent en force. Les personnes pouvant justifier de leur identité sont libérées après vérification. Les autres sont interpellées. La police ne trouve rien de délictueux dans l'Usine, elle négocie avec sa hiérarchie qui avait décidé de fermer l'établissement pour quatre jours. Finalement, l'Usine reste ouverte.

Mardi soir, à la sortie de la commission des transports je me suis retrouvé près de la place du Cirque et là j'ai vu une police en tenue anti-émeute faire des mouvements, insulter et bousculer les passants, sans que l'on voie de manifestants.

**Secrétariat du Grand Conseil****M 1549**

*Proposition présentée par les députés:*

*M<sup>mes</sup> et MM. Alain Charbonnier, Françoise Schenk-Gottret, Anne Mahrer, Maria Roth-Bernasconi, Stéphanie Nussbaumer, Ariane Wissard-Blum, Sylvia Leuenberger, Christian Bavarel, Michèle Künzler, Alexandra Gobet Winiger, Alain Etienne, Véronique Pürro, Jeannine de Haller et Alain Etienne*

*Date de dépôt: 10 juin 2003*

*Messagerie*

**Proposition de motion****des observateurs/trices parlementaires lors des manifestations autour du G8**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant:

le rapport des observateurs parlementaires autour des manifestations du G8 et les faits importants observés

invite le Conseil d'Etat

- à établir un bilan complet des événements du 30 mai au 3 juin 2003, ainsi que des recommandations afin d'améliorer l'organisation de la police face à des événements de grande ampleur ;
- à expliquer en particulier:
  1. l'absence et l'inaction de la police, lors de la soirée du samedi 31 mai 2003 ;
  2. le manque de sécurité matérielle des stations-service de Thônex-Vallard, lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> juin 2003 ;

3. l'absence d'information de la police aux manifestants et à la population présents aux différents barrages des forces de l'ordre ;
  4. la stratégie de la police le dimanche en fin d'après-midi dans les quartiers des rues Basses, de Rive, de Villereuse et de Malagnou ;
  5. de quelle manière les tâches opérationnelles se sont réparties entre le Conseil d'Etat et la hiérarchie de la police, par exemple le lundi soir au pont du Mont-Blanc ;
  6. de quelles sources de renseignements la police disposait ;
  7. sous quelle forme la police a assuré une présence vis-à-vis des manifestants le dimanche 1<sup>er</sup> juin 2003 ;
- à enquêter :
1. sur les évènements de samedi soir 31 mai 2003 et dimanche soir 1<sup>er</sup> juin à l'Usine ;
  2. afin de vérifier que les policiers allemands étaient toujours sous haut commandement genevois ;
- à établir si les observateurs/trices parlementaires ont entravé l'action de la police et, si oui, de quelle façon.

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Le travail bénévole des observateurs/trices parlementaires s'est effectué dans des plages horaires allant de 10 heures pour certains à 32 heures pour d'autres.

Dans le cadre de leur mandat, les observateurs/trices ont pu faire les **observations factuelles d'ensemble suivantes** :

Les termes du mémorandum d'accord ont été respectés autant par le Conseil d'Etat que par le FSL.

Les policiers se sont comportés de manière exemplaire, même quand ils ont eu à subir des humiliations. C'est certainement à cette maîtrise que l'on doit l'absence remarquable de blessés graves.

Ni les policiers, ni les manifestants ne se sont opposés au travail d'observation des parlementaires. Mis à part les policiers allemands qui ne semblaient pas connaître notre existence.

Quant à la population, elle a salué le plus souvent leur présence.

Certains commerçants des rues Basses ont manifesté leur désapprobation quant à l'autorisation de la manifestation par le parlement.

Aucun parlementaire ne regrette de s'être engagé, malgré l'effort non négligeable requis par cette tâche.

Certains observateurs/trices parlementaires se sont écarté-e-s de leur mission d'observation et se sont engagé-e-s dans des actions de médiation, sous la réprobation d'autres observateurs/trices. Ils le reconnaissent et s'en expliquent à titre personnel plus loin dans ce rapport.

**A l'issue de leur mission, les observateurs considèrent** qu'un bilan général est indispensable pour améliorer la capacité de Genève à réagir à de semblables événements dans le futur. C'est pourquoi ils ont rédigé cette motion, priant le Conseil d'Etat de répondre aux questions que leurs observations leur ont inspirées.





RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

Présidence du Grand Conseil

Genève, le 26 mai 2003

**RESOLUTION 472**

**« Pour une attitude responsable des élus genevois dans le cadre du G8 d'Evian et sur la mise en place d'observateurs/trices parlementaires lors des manifestations autour du G8 »**

**CHARTRE**

1. Il est rappelé que les observateurs/trices, conformément à la Résolution 472, et notamment à son chiffre 2, auront pour mission :

*« D'être présents et d'observer de manière neutre et impartiale le déroulement de la manifestation des opposants prévue le 1<sup>er</sup> juin 2003. »*

2. Les députés participent à titre volontaire et sous leur propre responsabilité à l'observation de la manifestation.
3. Ils ne perçoivent aucune indemnisation.
4. En raison de leur participation à titre volontaire, la loi portant règlement du Grand Conseil ne s'applique pas à ces observateurs/trices. Par conséquent, ils ne peuvent se prévaloir ni du secret de fonction, ni d'une quelconque immunité parlementaire. Ils peuvent être appelés à témoigner en justice.
5. Le groupe d'observateurs/trices désigne 3 personnes responsables qui seront également chargées de faire leur rapport au Grand Conseil.
6. Les observateurs/trices accompliront leur mission avec dignité.
7. Le signe distinctif qui leur est remis ne peut en aucun cas être transmis à une tierce personne.
8. Le service du Grand Conseil communiquera la liste nominale des observateurs au Ministère public.
9. Les observateurs/trices se muniront de leur carte de légitimation.

Reçu le .....

Pour accord : .....

# Mémorandum d'accord

entre

**le Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève  
et la Police genevoise**

et

**le Forum Social Lémanique**

*Genève, le 23 mai 2003*

---

Dans le cadre de la préparation des événements publics liés au sommet du G8 sur le territoire de Genève, le Conseil d'Etat et le Forum Social Lémanique (FSL), soucieux que la manifestation se déroule dans de bonnes conditions et dans le but de rassurer la population, conviennent des principes et du déroulement pratique qui suivent :

## **1. Principes**

Les autorités déclarent que la doctrine d'engagement des forces de l'ordre se fonde sur la prise en compte de la nature légitime de l'expression d'opinions par la voie de la manifestation pacifique et la recherche de contact permanent avec les organisateurs. En cas de débordements, l'intervention de la Police se base sur les principes de légalité, opportunité et proportionnalité.

Les autorités s'engagent à respecter la liberté de manifestation, d'expression et de circulation (passage des frontières facilité entre le 29 mai et le 3 juin) des manifestant-e-s, y compris celles et ceux venus de pays étrangers.

## **2. Déroulement de la manifestation du 1<sup>er</sup> juin 2003**

### *a) arrivée des manifestant-e-s*

Sur le principe, les manifestant-e-s venus d'autres pays ont le libre choix sur la possibilité de défiler à partir de Genève ou d'Annemasse. Pratiquement, ce principe se décline ainsi :

- Pour les arrivées des cars en provenance de France, il est prévu des places de parc sur le parking du Bureau des Automobiles pour approximativement 90 véhicules. Ces véhicules pourront donc se garer en Suisse et reprendre leurs passagers sur le même lieu. Au-delà de ce chiffre, les autres cars venant de France se rendent, en règle générale, sur Annemasse. Ils pourront néanmoins entrer en Suisse, déposer leurs passagers devant le Bureau des Automobiles, mais ils devront ensuite se rendre sur France, à la zone de parcage prévue à cet effet, pour les récupérer après la manifestation. Les cars arrivant par l'autoroute A1 peuvent déposer leurs passagers devant le Bureau des Automobiles avant de rejoindre leur lieu de stationnement prévu en France. Les cars entrant depuis la France sur Genève le font par la douane de Bardonnex. En cas de saturation de la circulation à Genève, de concert avec le FSL, les cars sont directement dirigés sur l'emplacement prévu sur France. Une interface,

dont des représentants du FSL feront partie, est organisée à la douane de Bardonnex afin de gérer le flux d'entrée des cars. A l'instar de la gestion des cars à Bardonnex, la gestion du parking des cars au Bureau des Automobiles est également assurée par le FSL.

Pour les arrivées en train, les manifestant-e-s sont invités à descendre à la gare de Cornavin. Ils reçoivent une information de la part du FSL pour se rendre directement au Jardin anglais, via le pont du Mont-Blanc. Ils pourront rejoindre librement le lieu de rassemblement de la manifestation.

Pour les arrivées en avion, les autorités garantissent que toute personne manifestante pourra sortir de l'Aéroport de Genève-Cointrin selon la procédure habituelle de contrôle et emprunter les transports publics pour se rendre à la gare Cornavin, puis au Jardin anglais. Pour le retour, les mêmes personnes ont en tout temps le libre accès à l'aéroport pour autant qu'elles soient munies d'un billet d'avion valable au moment de leur accès.

#### *b) parcours*

Le parcours de la manifestation du 1<sup>er</sup> juin 2003 du côté genevois est prévu comme suit :

Jardin anglais ⇨ Quai Général Guisan ⇨ Rue Pierre Fatio ⇨ Rond Point de Rive ⇨ Rue Ferdinand Hodler ⇨ Route de Malagnou ⇨ Route Blanche ⇨ Douane de Thônex-Vallard.

Les personnes logées à Vessy et au Bout-du-Monde peuvent regagner le Jardin anglais de manière individuelle sans restriction de circulation. Si un cortège est constitué depuis le Bout-du-Monde, il rejoint la manifestation principale par l'Avenue Louis-Aubert et le Chemin Rieu.

La Police et le FSL veillent à laisser un libre mouvement aux véhicules d'urgence sur tout le parcours, mais particulièrement sur les tronçons Bd des Tranchées/Villereuse - avenue Krieg/av. Théodore Weber - ch. du Vallon/avenue Georges-Werner et avenue de Thônex /avenue Adrien-Jeandin, sur lesquelles les manifestants ne doivent pas s'y rendre.

#### *c) dislocation*

La dislocation a lieu après le passage de la frontière de Vallard, direction Etrembières. Le libre choix de la destination individuelle des manifestants est garanti, comme leur liberté de mouvement. Une information sera donnée pour que celles et ceux qui doivent rejoindre Etrembières puissent le faire sans difficulté. Les autorités genevoises mandatent les Transports Publics Genevois pour organiser des navettes depuis le centre sportif de Sous-Moulin à destination de Vessy et Bout-du-Monde. Le FSL assure l'accompagnement des manifestant-e-s transportés dans les bus TPG.

### **3. Police et service d'organisation du FSL**

Le Conseil d'Etat s'engage à faire appliquer la doctrine d'engagement à tous les policiers, qu'ils soient genevois, confédérés ou étrangers.

La Police assure une présence discrète vis-à-vis des manifestant-e-s tout au long de la manifestation. Elle garde un contact constant avec le FSL, notamment en cas de débordements. Le FSL prend acte qu'elle protégera physiquement les zones interdites de manifestation, comme la Rive droite, les Rues basses, ainsi que tout bâtiment et site à risque

Durant toute la période de manifestations autour du 1<sup>er</sup> juin, la Police s'engage à ne pas faire d'interventions ou des contrôles d'identité préventifs, sauf en cas de menace imminente, concrète et grave pour l'ordre public par un groupe de personnes.

Les forces de maintien de l'ordre genevoises, confédérées et étrangères sont soumises à la doctrine d'engagement de la Police genevoise et sous haut commandement genevois. Dans la mesure où il est informé, le FSL avertira la police des activités, culturelles ou autres, prévues. La police de son côté s'engage à faire preuve de tolérance envers ces activités dans la mesure où elles ne portent pas atteinte aux personnes et aux biens. Les autorités garantissent également que les bâtiments d'Uni-Mail sont ouverts et disponibles pour les activités culturelles du 31 mai.

Le Forum Social Lémanique met en place pour le 1<sup>er</sup> juin un service d'organisation de plusieurs centaines de personnes. Celles-ci seront reconnaissables à un brassard commun avec le service d'organisation côté français. L'objectif du service d'organisation est l'orientation, la prévention et, éventuellement, la médiation auprès des manifestant-e-s. Il s'attachera en particulier à faire comprendre les consignes de la manifestation et les faire respecter. Il n'a donc pas de responsabilité en termes de maintien de l'ordre, qui incombe exclusivement à la Police.

Le FSL s'engage à respecter et faire respecter, dans la mesure de ses moyens, le présent memorandum d'accord et les principes contenus dans sa déclaration parue dans la FAO du 21 mai. Pour le surplus, en cas de dommages causés à des personnes ou des biens, les dispositions pénales et civiles en vigueur sont applicables.

Durant les jours qui précèdent et qui suivent le 1<sup>er</sup> juin, la Police et le FSL se donnent les moyens pour être en contact afin de parer à d'éventuels imprévus.

#### 4. Transports

Les autorités genevoises mandatent les TPG pour organiser des navettes entre Cornavin Plainpalais – Bout du Monde à partir du jeudi 29 mai.

Les autorités genevoises s'assurent que les lignes CFF soient normalement fonction le dimanche 1<sup>er</sup> juin entre Genève et Lausanne.

Les autorités genevoises interviendront auprès des autorités françaises pour que le transport public entre les villages alternatifs français, les lieux de débats français et la frontière avec la Suisse soient opérationnels. De même, pour que la liaison ferroviaire Annemasse – Eaux-Vives soit en fonction.

#### 5. Observation

Il est convenu que des organismes indépendants, notamment les observateurs parlementaires, les membres d'Amnesty International et les *legal teams*, procéderont à l'observation, de façon objective, des faits tant du côté de la Police que du côté des manifestant-e-s. Chaque partie s'engage à ne pas bloquer le travail d'observation de ces organismes.

Entre le 28 mai et le 3 juin, la Police informe une cellule regroupant notamment ces organismes d'observateurs de la nature et du lieu de son intervention, si possible, avant chaque opération de maintien de l'ordre liée à la mobilisation anti-G8, ou au plus tard lors de l'événement. Ainsi,

l'observation des faits entre Police et manifestant-e-s porte également sur des situations hors la manifestation du 1<sup>er</sup> juin.

Ainsi fait à Genève, le 23 mai 2003, en quatre exemplaires originaux :

**Pour les autorités genevoises :**

M. Laurent Moutinot,  
Président du Conseil d'Etat



Mme Micheline Spocri,  
Conseillère d'Etat



M. Christian Cudré-Mauroux,  
Chef de la Police



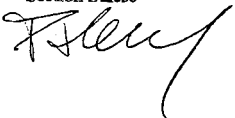
M. Peter Arbenz,  
Médiateur nommé  
par le Conseil Fédéral



M. Patrick Schmied,  
Député au Grand Conseil genevois

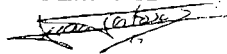


M. Pascal Herren,  
Amnesty International  
Section Suisse

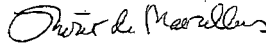


**Pour le Forum Social Lémanique :**

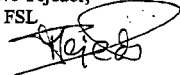
M. Juan Tortosa,  
Membre du FSL



M. Olivier de Marcellus,  
Membre du FSL



M. Marie-Eve Tejedor,  
Membre du FSL



**Pour la médiation :**

M. Antonio Hodgers,  
Député au Grand Conseil genevois




M. Rémy Pagani,  
Député au Grand Conseil genevois

**Pour l'observation :**

## ANNEXE 3

**Résumé de la réunion du 2 juin 2003 à l'Hôtel de Ville (de 9h00 à 11h30)  
Consacrée à l'évaluation du respect par les parties du Mémorandum d'accord du 23 mai**

Après la manifestation du 1<sup>er</sup> juin, les représentants du FSL, de la police cantonale et des médiateurs se sont réunis sous la présidence de M. Peter Arbenz, pour faire une évaluation de la situation.

Le texte du Mémorandum d'accord a été repris point par point par chaque partie afin de déterminer si les points d'accord ont été respectés.

**Principes**

Les principes fixés ont été respectés tant du côté des organisateurs de la Manifestation que des services des gardes-frontières, de la police, des observateurs et des « legal teams ».

**Déroulement de la manifestation du 1<sup>er</sup> juin****a) arrivées des manifestants**

Contrairement à ce qui avait été prévu, très peu de cars sont arrivés de France, la plupart des manifestants venant de l'étranger ayant pris le train. Les contrôles allégés à la frontière se sont passés tels que prévus, et il n'y a pas eu de problème, hormis quelques dégâts mineurs à Pierre-à-Bochet. Selon le commandant-adjoint du Corps des garde-frontières, quelques personnes ont été interceptées avec du matériel dangereux, ces personnes ont été remises aux autorités françaises. Les contrôles seront maintenus jusqu'au 3 juin, et restent allégés dans la zone d'Annemasse.

Le couloir Cornavin -Mt Blanc a été respecté du côté FSL comme de celui de la police.

**b) parcours de la manifestation**

Le parcours qui avait été négocié a été intégralement respecté par le FSL.

**c) dislocation de la manifestation**

Les modalités prévues pour la dislocation ont été respectées. Vu les attroupements en ville à l'issue de la manifestation, les bus TPG prévus pour ramener les manifestants se sont arrêtés aux Eaux-Vives. Le service d'organisation du FSL a accompagné la dislocation jusqu'à Malagnou.

L'accord a été respecté en tout point concernant la manifestation et les actions pacifiques de blocage. Le FSL prend acte avec satisfaction que la police n'a pas fait l'amalgame entre les actions de casse de la nuit du 31 mai et la manifestation.

**Police et service d'organisation du FSL**

L'accord prévoyait une présence discrète de la police le long du parcours de la manifestation, point qui a été respecté. Le service d'organisation du FSL et des organisations associées comprenait environ 400 personnes. Il a rempli son travail de prévention et de médiation ; il s'est largement engagé pour que les consignes d'une action non violente soient respectées.

L'accord prévoyait également que la police ne procéderait pas à des contrôles préventifs d'identité, et ferait toujours appel au FSL et aux « legal teams » en cas de problème ; ce point a été en règle générale respecté. En outre, la police n'a pas entravé le déroulement de manifestations spontanées. Les locaux ouverts à Uni Mail ont permis l'organisation de débats et d'ateliers dans une ambiance très calme.

Aucun incident n'est à déplorer pendant les actions de blocage.

Les contacts ont été permanents entre le FSL, la police et les observateurs.

**Transports**

La micheline entre Annemasse et Genève a fonctionné normalement pendant le week-end, comme demandé par le FSL. Des transports réguliers pour Annemasse n'ont pas toujours pu être organisés comme prévu, sinon l'accord a été parfaitement respecté.

**Observation**

Les observateurs ont pu remplir leur mission comme prévu ; en outre, les observateurs parlementaires ont effectué un important travail de médiation.

En conclusion, les médiateurs, le FSL et les services de police se félicitent du respect des termes du Mémorandum l'accord, qui a permis un bon déroulement de la manifestation.

Peter Arbenz  
Médiateur

Genève, le 2 juin 2003